n° 3843 semaine du 27 février au 5 mars 2025

L'EXPRESS

Défense : l'Europe sans les Etats-Unis

La bonne fortune de la famille Trump

Qui a peur de François Hollande ?

Les clichés sur la diversité en entreprise

Nucléaire : quinze ans de débâcle

DOM : 6,90 € • ALLEMAGNE : 7,50 € • BELGIQUE, ESPAGNE, GRÈCE, ITALIE, PAYS-BAS, PORTUGAL CONT. : 6,90 € • LUXEMBOURG : 7,30 €
AFRIQUE CFA : 4 200 CFA • POL. : 1050 XPF • N.CAL. : 1150 XPF
CANADA : 10,99 CAD • MAROC : 57 MAD • TUNISIE : 9 TND • SUISSE : 8,50 CHF

M 01722 - 3843 - F: 6,90 €

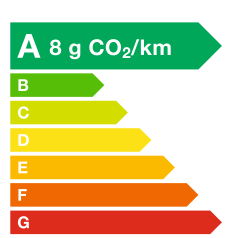
Électrique ou classique ?

Gardez cette réflexion pour votre promenade du dimanche.

Nouvelle technologie Volkswagen eHybrid.

Profitez des avantages d'une conduite 100 % électrique avec une autonomie jusqu'à **143 km**, tout en bénéficiant d'une tranquillité d'esprit grâce à une autonomie cumulée allant jusqu'à **943 km**.*
Vous avez enfin une bonne raison de ne pas choisir.

À découvrir sur la Nouvelle Golf eHybrid.



* Distance totale maximum en combinaison essence/électrique pour une Nouvelle Golf eHybrid dont 143 km en 100 % électrique, données WLTP. L'autonomie réelle en mode tout électrique dépend de nombreux paramètres dont l'équipement, le style de conduite et la vitesse. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Cycles mixtes de la gamme Nouvelle Golf 1.5 eHybrid (l/100 km) WLTP : 0,3-0,4. Rejets de CO_2 (g/km) WLTP : 6-8. Valeurs au 15/02/2024, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Volkswagen Group France – SAS au capital de 198 502 510 € – 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts
RCS Soissons 832 277 370.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer

servicenow®

ET SI VOS AGENTS IA FAISAIENT PLUS QUE TCHATTER ?

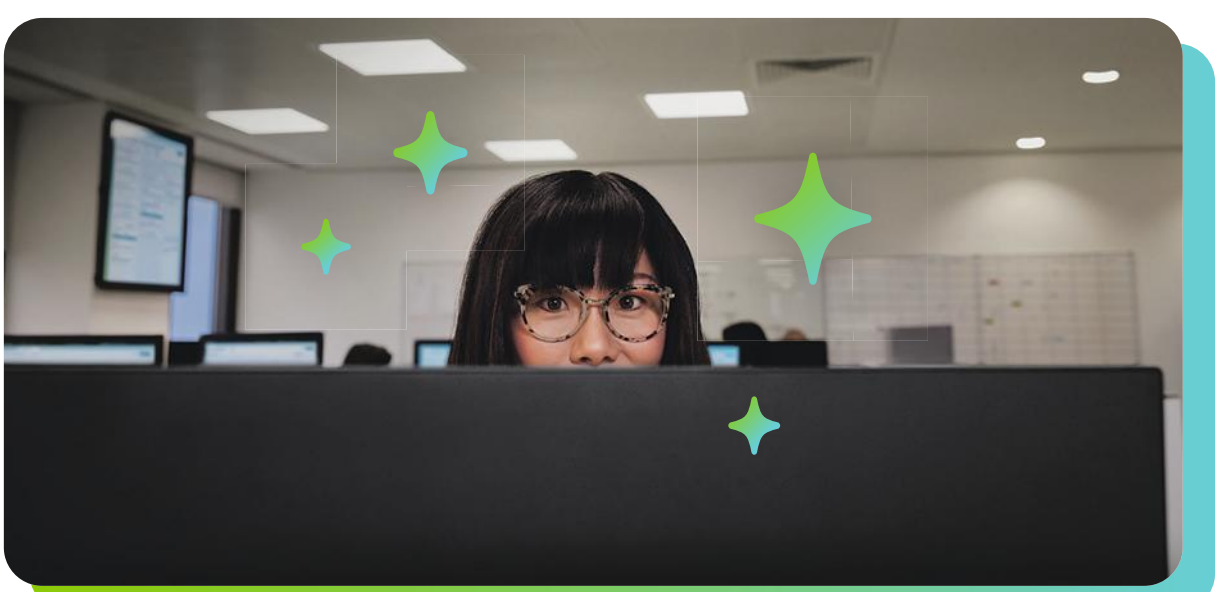
SUR LA PLATEFORME SERVICENOW, LES AGENTS IA SONT RÉELS.

En ce moment, on dirait que les agents IA poussent comme des champignons. Mais qu'est-ce qui les différencie ? Qu'est-ce qui convient à votre business ? En réalité, la plupart des agents ne s'occupent que des tâches de base. Regardons les choses en face : si ça ressemble à un chatbot, si ça agit et parle comme un chatbot… c'est un chatbot.

Les Agents IA de ServiceNow® sont bien plus que de simples assistants. Qu'ils soient prêts à l'emploi ou entièrement personnalisés, nos agents ne sont pas juste des outils. Ce sont de vrais coéquipiers très compétents, qui œuvrent en toute autonomie partout dans l'entreprise : dans le département RH, à l'IT et bien sûr au service client. Ils apprennent, collaborent et prennent l'initiative de gérer les tâches répétitives. Cela fait gagner du temps à vos employés, ce qui leur permet de prendre de meilleures décisions, d'améliorer la qualité du service et de se concentrer sur des aspects plus stratégiques. Par ailleurs, la plateforme ServiceNow a une particularité intéressante : elle est la tour de contrôle de vos agents IA, de sorte que vous pouvez superviser et coordonner au même endroit des millions d'agents, que ce soit les nôtres ou pas. C'est là toute la puissance des agents IA réels. C'est ce qui met l'IA au service de tout le monde. **servicenow.com/fr/ai-agents**

LE MONDE AVANCE AVEC SERVICENOW™

THE WORLD WORKS WITH SERVICENOW™



© 2025 ServiceNow Inc. All rights reserved.

SOMMAIRE

Courrier des lecteurs

8 Le Canada et le Mexique, futurs membres de l'UE ? ; Retraites ; SNCF…

Edito

10 Nucléaire : et si on copiait les Chinois ?

L'œil de L'Express

12 En réponse à Trump, ravivons l'« Entente cordiale »

12 Starlink : le vrai prix de la tech américaine

14 Emmanuel Macron, l'agitation et le silence

14 Extrême droite : France, Allemagne, même combat

Le décrypteur

16 Revue de presse : Paris a la frite froide

16 Les off de L'Express

Périscope

18 Le mot de la semaine : *« Dictateur »*

18 Le tour du monde en 6 infos

En couverture

20 **Qui a coulé Fessenheim ? La vérité sur un sabotage politique**

Pressions de l'Allemagne, idéologie, désinvolture d'Etat… Cinq ans après l'extinction du premier réacteur, enquête sur une décision emblématique.

25 Renaissance du nucléaire français : paroles, paroles… ?

27 Claire Kerboul : « L'arrêt d'Astrid nous plombe pour les décennies à venir »

Pouvoirs

28 **Qui a peur de François Hollande ?**

L'ancien président désormais député est redevenu un acteur central au sein du Parti socialiste et rééquilibre le rapport de forces avec Jean-Luc Mélenchon.

32 Zemmour/Knafo, un fauteuil pour deux

34 L'Addam pour recenser la haine

35 Quand les professeurs se tournent vers l'IA

36 De la Suède à l'Afrique du Sud : ces « oui, mais » qui tuent, par Abnousse Shalmani

Vu de France

38 Bétharram : quand les notables regardaient ailleurs

Géopolitique

40 **La bonne fortune de la famille Trump**

Depuis son retour au pouvoir, le 47e président tente par tous les moyens de faire fructifier sa célébrité, au mépris de multiples conflits d'intérêts. Ses proches suivent le mouvement.

43 Zelensky face au faux procès de Trump

44 Se défendre sans les Américains, le défi de l'Europe

46 John Bolton : « Donald Trump capitule au nom de l'Ukraine »

47 Friedrich Merz, révolutionnaire de l'Allemagne en Europe, par Marion Van Renterghem

Commerce international

48 La Chine ne craint plus de défier la tech américaine

Economie

52 **Philippe Brassac-Lucie Pinson, deux nuances de vert**

Le banquier et la militante s'accordent sur la réalité de l'urgence climatique, mais leurs avis diffèrent quant aux moyens de mener efficacement la transition.

55 La puissance discrète de l'empire Urgo

57 Pas de sécurité possible sans une économie prospère, par Nicolas Bouzou

Patrimoine

58 Sébastien d'Ornano (Yomoni) : « L'ETF, première brique pour bâtir un patrimoine financier »

59 La faïence régionale en vogue

59 L'ivresse des sommets

ILLUSTRATION DE COUVERTURE : KLAWE RZECZY – ISTOCK / GETTY IMAGES – E. FEFFERBERG – L. MARIN D. NIVIÈRE – P. LOPEZ / AFP

L'EXPRESS franceinfo:

Retrouvez **les journalistes de L'Express** dans *Les Informés*, tous les jeudis de 20 heures à 21 heures sur franceinfo et franceinfo.fr

Chaque jeudi, recevez L'Express chez vous

Abonnez-vous au 0969 325 723

SOMMAIRE

Nouveaux mondes

60 Ethan Mollick : le dompteur d'IA
Cet enseignant de la prestigieuse Wharton School, aux Etats-Unis, a une méthode imparable pour nous apprendre l'intelligence artificielle.

62 L'anglais Arm à l'assaut de Nvidia

63 La folle percée de la Chine dans les médicaments, par Robin Rivaton

Sciences & médecine

64 Thierry Lhermitte face à Lluis Quintana-Murci
L'acteur féru de sciences et le chercheur à l'Institut Pasteur et au Collège de France ont échangé sur la génétique des populations et l'évolution de notre espèce.

67 Pourquoi modifier le génome des embryons est une mauvaise idée, par le Pr Alain Fischer

Idées

68 Olivier Sibony : « Elon Musk perpétue des stéréotypes contre-productifs »

71 Musk et les entrepreneurs moraux : leur stratégie pour nous manipuler

72 Emploi : des recruteurs de plus en plus sous influence

74 Etats-Unis/Europe : clap de fin ?, par Jean-François Copé

Evasion

Livres

76 L'œuvre rien qu'à elle de Virginia Woolf

78 Âpre jeunesse italienne

79 Palmarès

79 Désert et mal de mère

Arts

80 Guillaume Bresson, le Poussin du XXIe siècle

Jeux

81 Mots croisés, sudoku…

Ultimatum

82 Bientôt sur vos écrans, par Christophe Donner

À RETROUVER

sur Lexpress.fr

Le 24 février, la guerre en Ukraine est entrée dans sa troisième année, mais les prochaines semaines pourraient être capitales. A peine entré en fonction, le président américain, Donald Trump, a émis le souhait de négocier directement avec son homologue russe, Vladimir Poutine, au grand dam des Européens et du chef de l'Etat ukrainien, Volodymyr Zelensky. L'année 2025 sera-t-elle celle du retour de la paix en Europe ? Mais de quelle paix parle-t-on exactement ? Retrouvez sur Lexpress.fr nos grands entretiens, enquêtes et analyses.

L'EXPRESS audio

Tous les articles sont disponibles en version audio sur l'application de L'Express. Ce service est réservé à nos abonnés. Pour les autres lecteurs, abonnez-vous sans engagement sur le site de Lexpress.fr, le premier mois à 1 euro.

COLLOQUE SCIENCES ET SANTÉ DE L'EXPRESS 2025

Le 10 mars, L'Express organise son colloque Sciences et Santé 2025 autour du thème « Bien vieillir : les promesses de la science ». Prix Nobel, chercheurs, politiques, démographes et médecins seront réunis pour un après-midi d'échanges exceptionnels. Pour participer à cet événement, organisé au théâtre du Rond-Point, à Paris, réservez vos places sur le site de L'Express.

L'EXPRESS

Société éditrice :
Groupe L'Express
112, avenue Kléber
75116 Paris

ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication :
Alain Weill
Directeur de la rédaction :
Eric Chol

Imprimé en France : Maury imprimeur SA (45330 Malesherbes)

CPPAP n° 0328 C 82839
Dépôt légal : février 2025

courrierlecteurs@lexpress.fr

Service abonnements
Vous pouvez nous joindre au **0969 325 723** de 9 à 19 heures du lundi au dimanche ou par email à abonnements@lexpress.fr
Adresse postale : CS 90006 – 59718 Lille Cedex 9
Tarifs abonnement France
1 an, 52 numéros : 130 € (TVA 2,10 %).

Services diffuseurs n° vert :
0 805 01 4000

Ce numéro, toutes éditions confondues, a été tiré à 139 540 exemplaires.

L'Express : cahier n° 1 (édition générale : 84 pages).
Déposé : booklet déposé « Express Bienvenue » sur une sélection d'abonnés.

Magazine imprimé sur du papier PEFC (sauf encarts).
Origine du papier : Italie et Allemagne ; taux de fibre recyclées : minimum 50 % ; eutrophisation, PToT : 0,004 kg/tonne.

PEFC 10-31-1282 Certifié PEFC

ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité

IMPRIM'VERT

ACPM

LE TRI + FACILE

RÉSIDENCE ALLODIS

«TOUT SIMPLEMENT LE PLUS BEAU SPOT DES 3 VALLÉES »

SITUÉE À MÉRIBEL, AU SOMMET DU PLUS GRAND
ET PLUS BEAU DOMAINE SKIABLE AU MONDE

MÉRIBEL
CŒUR DES 3 VALLÉES

SEULEMENT
21 APPARTEMENTS
& PENTHOUSES D'EXCEPTION

LA RÉSIDENCE ALLODIS
EST DIRECTEMENT RELIÉE
AU FUTUR ***HÔTEL BELVÉDÈRE 5****
BY ROEDERER COLLECTION

LIVRAISON DÉCEMBRE 2027
DÉMARRAGE DES TRAVAUX
EN 2025

SKI IN /
SKI OUT

SERVICES
HOTELIERS 5*

PISCINE
& SPA

SALLE
DE SPORT

KIDS
ROOM

RISING STONE

ENTRE PLAISIR ET PERFORMANCE PATRIMONIALE, CHOISISSEZ LES DEUX

200, rue des Jeux Olympiques, 73550 Méribel
+33 (0)4 79 08 79 42 | rising-stone.com
myproperty@rising-stone.com

En découvrir plus
sur la Résidence Allodis.

NATALYA KOSAREVICH/ISTOCK/GETTY IMAGES

Le Canada et le Mexique, futurs membres de l'UE?

Denis Moura Dumont, Paris

La nouvelle administration américaine cherche à imposer des taxes à l'Union européenne, au Canada et au Mexique. Ne serait-ce que pour démontrer notre capacité de réponse, peut-être y aurait-il intérêt à ouvrir immédiatement des négociations en vue d'une adhésion future à l'UE de ces deux pays au sein d'une « Union commerciale de l'Atlantique Nord ». Après tout, le Canada est déjà lié par un accord de coopération à l'Agence spatiale européenne…
(« Mexique : une économie sur le fil », L'Express du 13 janvier.)

Retraites : un dossier clair…

François-Xavier Lehmann, Nice (Alpes-Maritimes)

En tant que président national de l'Association nationale de retraités, je tiens à vous féliciter pour votre excellent dossier sur les retraites. Il est clair, précis et incontestable. Une remarque, simplement. Au point 8, vous faites allusion au fameux abattement de 10 %, créé par Raymond Barre en 1978 après avoir constaté la forte chute de niveau de vie des nouveaux retraités. Dans les faits, cet abattement est limité à un plafond de revenu de 43 210 €, soit 4 321 €. Le taux moyen n'est donc pas de 10 %. Pour les salariés, ce plafond de déduction est trois fois supérieur (14 171 €).
(« Retraites : ce qu'on ne vous a pas dit », L'Express du 13 février.)

… et objectif

Félix Vézier, Le Pecq (Yvelines)

Je remercie L'Express d'avoir publié dans son dernier numéro un dossier en 10 points parfaitement objectif sur la situation des retraites en France. Cette objectivité se fait rare ces derniers temps, certains élus, économistes ou médias se livrant à un véritable « concours Lépine » visant à trouver les milliards perdus par nos finances dans la poche supposée remplie des retraités. Ceux-ci, citoyens exemplaires et souvent bénévoles, ont pourtant fréquemment apporté leur pierre à l'effort national, mais refusent d'être les seuls à le faire. *(« Retraites : ce qu'on ne vous a pas dit », L'Express du 13 février.)*

Et le régime de la SNCF?

Bernard Wecxsteen, Sainte-Consorce (Rhône)

J'ai lu avec intérêt votre article sur les retraites, qui doit toutefois être précisé sur certains points pour éviter toute confusion. Vous n'êtes pas sans savoir que des régimes de retraite ont fait le choix, déjà ancien, d'ajuster à la baisse les prestations servies aux retraités pour respecter leur équilibre financier (Agirc-Arrco). Les calculs de la pension varient aussi fortement d'un secteur à l'autre : une moyenne des 25 meilleures années (dans le privé) ; les six derniers mois d'activité, soit le meilleur salaire (dans le public). Vous auriez pu aussi évoquer la dernière réforme du régime de la SNCF qui a accordé un départ anticipé et rémunéré aux futurs retraités. Et pourtant, ce régime retraite était déjà lourdement déficitaire !!!
(« Retraites : ce qu'on ne vous a pas dit », L'Express du 13 février.)

Snober Bardella, c'est snober ses électeurs

Gilles Cèbe, Paris

Il est éclairant de lire en parallèle le très pertinent entretien avec le photojournaliste Vincent Jarousseau et votre compte rendu du déjeuner des meilleures ventes de livres de l'année 2024. Certains ont cru habile de « snober » ce déjeuner afin de ne pas rencontrer Jordan Bardella. Se rendent-ils compte que, ce faisant, ils « snobent » également plus de 13 millions d'électeurs – ceux que Vincent Jarousseau a rencontrés et dont il parle savamment ? Comment ceux-ci ne ressentiraient-ils pas, une fois encore, cette « sensation de mépris » de la part d'une élite citadine (et parisienne en l'occurrence) qui vit dans l'entre-soi ? Cette attitude nourrit amertume et ressentiment chez ceux qui se considèrent déjà comme « invisibles ». De la part de gens dont je ne doute pas de l'intelligence, cette absence de lucidité est navrante.
(« Vincent Jarousseau : "La notion de travail est au cœur du vote RN" » et « Best-sellers 2024 : un déjeuner à rebondissements », L'Express du 13 février.)

Avez-vous « regardé » L'Express aujourd'hui ?

Les façons de s'informer se transforment, et L'Express s'adapte à cette nouvelle donne. Vous êtes chaque jour plus nombreux à découvrir nos vidéos. En 2024, la famille s'est agrandie, avec plus de 20 000 nouveaux abonnés sur YouTube et plus de 30 000 sur TikTok. Des formats courts pour saisir l'essentiel d'une actualité en une minute? De longues vidéos explicatives pour comprendre l'enjeu géopolitique du moment? Découvrez nos différentes productions via ce QR code ou en vous abonnant aux comptes de L'Express, sur vos réseaux sociaux favoris. Nouveauté en 2025 : l'adaptation des grandes enquêtes de la rédaction en série vidéo. Vous êtes déjà plus de 1 million à avoir regardé la saison 1, consacrée à notre investigation sur les espions russes. Vivement les suivantes !

L'Express donne la parole à ses lecteurs. Adressez-nous vos lettres **(en précisant votre commune de résidence)** par courriel à courrierlecteurs@lexpress.fr ou par courrier à L'Express – *Courrier des lecteurs – 112, avenue Kléber – 75116 Paris.*

Découvrez les Comptes Ados d'Instagram avec nos protections intégrées les plus fortes.

Comptes privés

Les Comptes Ados sont privés par défaut.

Mise en relation bloquée

Les ados ne peuvent pas être contactés par des personnes avec lesquelles ils ne sont pas connectés.

Filtrage du contenu et des commentaires

Aide à s'assurer que ce que les ados voient est adapté à leur âge.

Accord parental requis

Les parents doivent approuver toute modification des paramètres par défaut pour les ados de moins de 16 ans.

En savoir plus sur la façon dont les Comptes Ados d'Instagram aident à mieux protéger les ados : instagram.com/ComptesAdos

L'ÉDITO

Nucléaire : et si on copiait les Chinois ?

L'atome a montré qu'il était indispensable, à condition de maîtriser les coûts et les délais des futurs réacteurs.

M. LANDRY POUR L'EXPRESS

PAR ÉRIC CHOL

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

La contrefaçon est un vilain défaut. Mais peut-être serait-il temps que nous autres, Français, apprenions à notre tour à nous inspirer des produits chinois, à commencer par leurs centrales nucléaires ? Certes, l'histoire plaide en faveur de la France, qui a su, dans les années 1970, prendre le tournant du nucléaire civil et bâtir en deux décennies 56 réacteurs. La meilleure réponse au choc pétrolier de 1973, assurant l'indépendance énergétique du pays. A l'époque, la Chine, elle, se réveillait à peine, mais déjà, ses dirigeants lorgnaient nos nouvelles centrales : en 1983, les deux pays signent un accord de coopération pour construire une première tranche dans le sud de la Chine, le fameux contrat de Daya Bay. Li Peng, alors ministre de l'Energie électrique, ne s'y trompe pas : « La France a été le premier pays à entreprendre des négociations avec la Chine sur un projet de centrale nucléaire, le premier à vouloir nous vendre des réacteurs et le premier à se déclarer prêt à nous transférer sa technologie sans contrôle ultérieur de son utilisation. » (1)

Cinq décennies plus tard, la Chine a plus que rattrapé son retard. A la tête d'un parc nucléaire équivalent à celui de la France, elle a dans ses cartons 36 futurs réacteurs, dont 11 annoncés par Pékin l'été dernier. Côté prix, le nucléaire rouge est imbattable : un tiers du coût tricolore. Et les délais de construction divisés par deux, voire trois, la Chine se vantant de construire un réacteur en cinquante-six mois. Mais comment font-ils ? C'est précisément cette recette chinoise que la France doit copier pour relancer son industrie nucléaire, encalminée à la suite d'une série de fautes politiques *(voir page 25)*. Une recette qui tient en un mot : standardisation. Tant pis pour nos ingénieurs férus de modèles à exemplaire unique, de type Flamanville. Il est urgent de fabriquer des centrales en série, comme le font les Chinois avec leur modèle Hualong-1, afin d'abaisser les coûts.

Le conseil de politique nucléaire français du 19 mars devrait acter les principes de cette relance du nucléaire, annoncée il y a trois ans par Emmanuel Macron. Le feu vert du gouvernement ne devrait pas intervenir avant fin 2026, le temps pour EDF et l'Etat de toper sur la facture des six prochains EPR 2, leur financement et les tarifs de l'électricité. Est-ce trop tard ? Oui, si on avait écouté les politiques qui voulaient fermer une douzaine de centrales d'ici à 2032. Un enterrement de première classe de l'atome civil tricolore. Désormais, après l'erreur de Fessenheim, l'heure est non seulement au maintien mais à la prolongation du parc actuel, bien au-delà des quarante ans prévus. En attendant la mise en service des futurs EPR 2 en série. Ne rêvons pas : après Fukushima, il n'y aura jamais de nucléaire low cost. Mais, comme l'admet un spécialiste, « le nucléaire produit une électricité massive, fiable et totalement décarbonée : il n'y a pas d'alternative aujourd'hui. On peut essayer de brancher un data center sur un parc éolien ou un parc solaire : ça ne marchera jamais ». ✶

(1) Li Peng, en mars 1984, *Du démarrage au développement. Journal électronucléaire de Li Peng* (Editions Xinhua, Pékin, 2004).

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 197 856 880 euros. Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS Paris N° 493 455 042 - ALTMANN + PARTNERS - Crédit photo : Getty Images.

En réponse à Trump, ravivons l'« Entente cordiale »

La volte-face américaine oblige la France et le Royaume-Uni, puissances nucléaires de l'Europe, à muscler leur collaboration.

PAR CLÉMENT DANIEZ

JOURNALISTE MONDE

En avril dernier, pour les 120 ans de leur « Entente cordiale » (accords qui ont mis un terme à un millénaire de différends), Français et Britanniques s'étaient offert deux parades inédites. Coiffés de leurs grands bonnets à fourrure noire, des grenadiers de la maison royale avaient participé à la relève de la garde à l'Elysée, alors que des membres de la Garde républicaine en faisaient de même devant Buckingham Palace. Au-delà du cérémoniel, toute une mécanique commune anime au quotidien la collaboration de Paris et Londres, tous deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle va jusqu'à une coopération étroite dans le développement d'armements, en particulier dans le domaine nucléaire.

L'agressivité et le dédain avec lesquels Donald Trump traite les Européens rendent cette Entente cordiale plus indispensable que jamais pour l'avenir du Vieux Continent. « En 1995, le président Jacques Chirac et le Premier ministre John Major avaient marqué un rapprochement stratégique très fort en affirmant qu'ils n'imaginaient pas de situation dans laquelle les intérêts vitaux d'un des deux pays ne pourraient être menacés sans que ceux de l'autre ne le soient aussi, rappelle Frédéric Charillon, professeur à l'université Paris Cité et auteur de *Géopolitique de l'intimidation. Seuls face à la guerre ?* (Odile Jacob). Nous sommes dans cette configuration : on craignait un désengagement américain, c'est bien pire, puisque Trump prend fait et cause pour Poutine, alors que l'Europe dépend des Etats-Unis pour sa défense. »

Avant leurs voyages à la Maison-Blanche de cette semaine, Emmanuel Macron et Keir Starmer, le Premier ministre britannique, se sont étroitement coordonnés pour tenter d'obtenir du républicain qu'il n'abandonne pas ses partenaires. Que celui-ci leur tourne ou non le dos, ils ont tout intérêt à muscler encore plus leur collaboration, comme leur implication dans la sécurité européenne. Car la France et le Royaume-Uni sont incontournables. Les deux pays disposent des armées les plus aguerries d'Europe ainsi que de la dissuasion nucléaire. Leur « entente » est une force d'entraînement en matière de sécurité, comme le savent leurs alliés continentaux. Elle peut profiter, aussi, de l'arrivée d'un nouveau chancelier allemand, Friedrich Merz, résolu à ce que l'Europe soit « capable de se défendre par elle-même ». Face à l'éloignement américain, elle n'a plus le choix et va devoir relever la garde. ✷

MA_RISH/ISTOCK/GETTY IMAGES

Starlink : le vrai prix de la tech américaine

La dépendance du Vieux Continent aux technologies commercialisées par les Etats-Unis l'affaiblit politiquement.

PAR ANNE CAGAN

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE TECH

Les géants numériques américains excellent dans l'art de faire croire que leurs produits sont gratuits. Bon nombre de leurs services sont affichés comme tels, jusqu'à ce que les internautes ne puissent plus s'en passer. C'est alors que – surprise ! – leurs fonctions les plus populaires deviennent payantes. En menaçant de priver l'Ukraine de la constellation de satellites Internet Starlink dont elle a tant besoin pour résister à Poutine, Donald Trump rappelle la froide réalité cachée derrière ce qui semblait au départ une « bonne affaire » : la dépendance aux technologies américaines expose à subir de fortes pressions de ces derniers.

Alors certes, les Européens ne doivent pas s'enfermer dans une vision étroite de la souveraineté numérique qui consisterait à n'acheter que des produits « bien de chez eux ». Cela nuirait à la compétitivité des entreprises du Vieux Continent de se priver totalement de technologies américaines, qui offrent généralement un excellent rapport qualité/prix.

A l'heure où les relations entre Washington et les Vingt-Sept sont plus tendues que jamais, il est cependant urgent de réduire notre dépendance numérique. Car elle est colossale. Cinq des sept plateformes Web géantes que nous utilisons au quotidien sont des acteurs américains. Ils captent également 65 % des achats européens de services cloud, notamment ceux de nos entreprises. Si Donald Trump décidait demain de compliquer notre accès à ces produits, pourrait-on encaisser le choc ? ✷

M. LANDRY POUR L'EXPRESS

Découvrez les merveilles du Japon et de la Corée du sud en croisière

Voyages d'exception

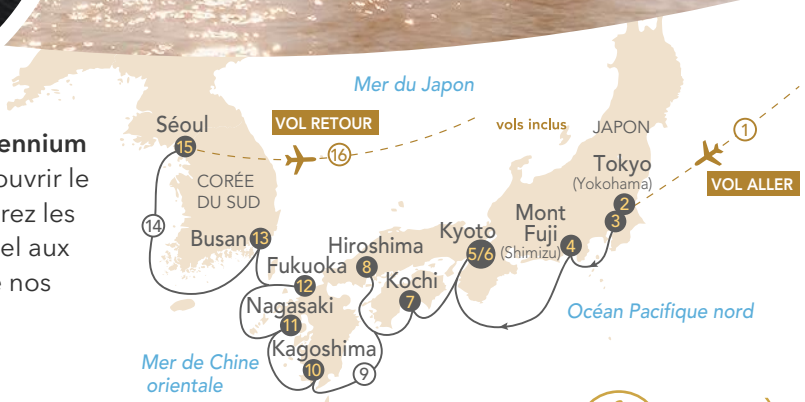
Embarquez à bord du **Celebrity Millennium** avec **Voyages d'exception** pour découvrir le **pays du Soleil Levant**. Vous explorerez les sites incontournables de cet archipel aux mille légendes, en compagnie de nos conférenciers de renom.

PLUSIEURS DÉPARTS :

SEPTEMBRE • OCTOBRE 2025

Dès **7 190 €**/pers.*

depuis Paris - pension complète



Scannez ce QR code pour télécharger la brochure

L'itinéraire est différent selon les dates de départ, consultez nos CGV et de détails des voyages sur voyages-exception.fr.
Photos : ©AdobeStock, ©Celebrity

CROISIÈRES FRANCOPHONES

ACCOMPAGNEMENT DEPUIS PARIS

CONFÉRENCIERS DE PRESTIGE

RÉSERVATIONS ET INFORMATIONS :

Tel : **01 75 77 87 48** - mail : **contact@voyages-exception.fr**
voyages-exception.fr/brochures (code JAP02)
ou dans votre **agence de voyage**

VOYAGES-EXCEPTION.FR

*Prix incluant une remise de 300€/pers. pour toute réservation avant le 31 mars 2025.

Emmanuel Macron, l'agitation et le silence

Très impliqué dans la résolution de la guerre en Ukraine, le président surprend par sa discrétion totale sur l'Algérie.

PAR LAURELINE DUPONT

DIRECTRICE ADJOINTE DE LA RÉDACTION

Emmanuel Macron se sent à l'étroit. C'est même, chez lui, une seconde nature. Présider un pays, la France, lui a-t-il jamais suffi ? Il faut présider le monde pour ne pas s'ennuyer, songe-t-il. Le poste n'existe pas encore mais le chef de l'Etat déploie une énergie considérable pour le façonner. Depuis ses premiers soubresauts, la guerre en Ukraine, et, depuis sa réélection, l'attitude changeante de Donald Trump à l'égard de Vladimir Poutine, lui offrent une occasion de s'agiter. Avec la certitude – et c'est encore meilleur ainsi – de répondre à une préoccupation des Français.

A l'Elysée, pour expliquer cet affairement – deux mini-sommets avec des dirigeants internationaux, une réunion avec les chefs de parti, un voyage à Washington –, on brandit un sondage publié dans *La Tribune dimanche* selon lequel 77 % des Français se disent inquiets de voir les négociations de paix se dérouler entre les Etats-Unis et la Russie sans les pays européens. D'ailleurs, il suffit d'observer le service courrier de la présidence. Depuis dix jours, il serait submergé de missives de Français s'inquiétant du sort de l'Ukraine ; « c'est dix fois plus qu'il y a un an », assure un conseiller élyséen. Et que dire de ses interlocuteurs qui, dans les sommets européens, le pressent : « Emmanuel, il faut que tu fasses quelque chose » (toujours selon l'Elysée) ?

MA_RISH/ISTOCK/GETTY IMAGES

Exaltation présidentielle, énergie, volontarisme… Tout pour l'Europe et, soudain, ce silence éclatant sur l'Algérie. Le sujet serait-il trop petit pour justifier qu'Emmanuel Macron s'en préoccupe ? « Il en parle peu », admet un proche. Quelques jours après la crise diplomatique provoquée par le renvoi en France de l'influenceur Doualemn et la détention de Boualem Sansal, le chef de l'Etat indique aux principaux ministres concernés qu'il souhaite les réunir le 22 janvier, et les prie de préparer une liste de sanctions possibles à infliger à l'Algérie. Reportée une première fois puis une deuxième, la réunion n'a finalement jamais eu lieu.

Que veut Emmanuel Macron ? Malgré la rare unanimité de son camp concernant la remise en cause de l'accord franco-algérien de 1968, le locataire de l'Elysée est, en réalité, peu allant. « Son sujet c'est l'efficacité, justifie l'un de ses confidents. Il n'a pas de religion sur l'accord de 68 mais il veut s'assurer que c'est le meilleur moyen d'obtenir des résultats sur les laissez-passer consulaires et la coopération en matière migratoire. » Scepticisme ou indifférence ?

Extrême droite : France, Allemagne, même combat

De part et d'autre du Rhin, l'AfD et le RN suivent une trajectoire similaire. Un signal alarmant pour l'Europe.

PAR CHARLOTTE LALANNE

JOURNALISTE MONDE

Pour évoquer le refus des partis politiques traditionnels de faire coalition avec l'extrême droite, les Allemands parlent de *« Brandmauer »* (littéralement, un pare-feu) et les Français, de « cordon sanitaire ». Le 29 janvier, avant les élections qui ont fait de lui le futur chancelier, Friedrich Merz s'en est affranchi, en acceptant le soutien de l'AfD pour faire passer une loi sur l'immigration. Un mois plus tard, le parti xénophobe d'Alice Weidel réalise un score historique aux législatives : 10 327 148 Allemands l'ont plébiscité, soit deux fois plus qu'aux précédentes élections pour le Bundestag. Peu ou prou le même nombre de voix que le Rassemblement national et ses alliés au premier tour des législatives de 2024 – multiplié, là encore, par deux depuis 2022.

Dans les deux cas, c'est un vote de conviction, par un électorat de plus en plus jeune, qui pousse l'AfD et le Rassemblement national aux portes du pouvoir… Aux portes, seulement : l'un comme l'autre sont en position de faiseurs de roi et fourbissent leurs armes pour le prochain rendez-vous dans les urnes. Le spectacle navrant de la coalition tripartite d'Olaf Scholz, minée par les querelles, aura certainement aidé l'AfD. Le « cirque » post-dissolution, en France, pourrait bien produire les mêmes effets en faveur du RN. Charge à Friedrich Merz de montrer la voie en proposant une alternative – une vraie – pour l'Allemagne. Un « héros impossible » titrait l'hebdomadaire *Die Zeit*. L'homme de « la dernière chance ». Pour l'Allemagne et pour l'Europe tout entière.

M. LANDRY POUR L'EXPRESS

COLLOQUE
SCIENCES ET SANTÉ
DE L'EXPRESS
2025

BIEN VIEILLIR :
LES PROMESSES DE LA SCIENCE

10 MARS 2025 - 14 HEURES

AU **THÉÂTRE DU ROND-POINT, PARIS**

PROFITEZ D'UN TARIF EXCEPTIONNEL AVEC LE CODE :

ABOTRP

AVEC LE SOUTIEN DE

HEC PARIS ALUMNI — Hub Santé

Henner — Here to care

ReedSmith

LA FRANCE VUE D'AILLEURS

Paris a la frite froide

Nos voisins voient dans le succès des frites surgelées en France une nouvelle défaite gastronomique.

Le chiffre n'a pas échappé à la presse anglo-saxonne, toujours friande de victoires culturelles face à l'hégémonie de la gastronomie française : les ventes de frites surgelées ont augmenté de 25 % dans l'Hexagone ces dernières années, « faisant de cet humble produit britannique la dernière tendance à envahir le régime français », savoure ***The Times***. « La gastronomie française bat en retraite devant les barbares culinaires à ses portes et c'est une victoire qui vaut la peine d'être chantée, poursuit le journal de Londres. Les Britanniques ont compris depuis longtemps que les maigres frites françaises ne faisaient pas le poids face aux nôtres, épaisses à la fois en goût, en poids et en valeur nutritionnelle. »

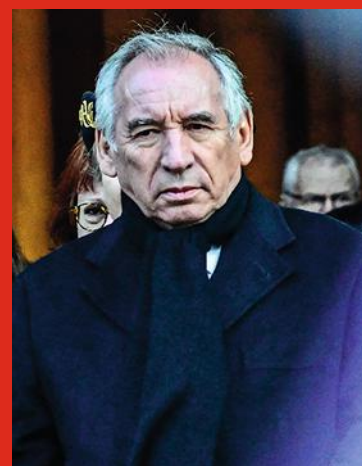
Un autre quotidien anglais, ***The Guardian,*** estime que cette mode raconte un changement culturel plus vaste et doit beaucoup à la jeunesse française, « qui n'a plus aucune envie de rester traîner en cuisine et pousse les agriculteurs à planter toujours plus de pommes de terre ». De l'autre côté de l'Atlantique, le tabloïd conservateur américain ***New York Post*** voit dans le succès du surgelé « une défaite de la gauche gastronomique, alors que la France bascule dans la malbouffe : l'amour de ce pays pour McDonald's est un secret de polichinelle, puisque la marque aux arches dorées y compte plus de restaurants que partout ailleurs en Europe ». Un constat glaçant. ✶

CORENTIN PENNARGUEAR

LES OFF DE L'EXPRESS

RÉFÉRENDUM : LES DOUTES DE BAYROU

Depuis sa nomination à Matignon, le Premier ministre s'est montré peu disert sur la question du référendum, agitée par Emmanuel Macron. Ce n'est pas un hasard : François Bayrou trouve que c'est « piégeux », selon l'expression d'un de ses proches. Or un référendum organisé selon l'article 11 se fait sur proposition du gouvernement (ou d'une partie des parlementaires). Il y aura « un dialogue » entre le président et le Premier ministre, explique donc le même.

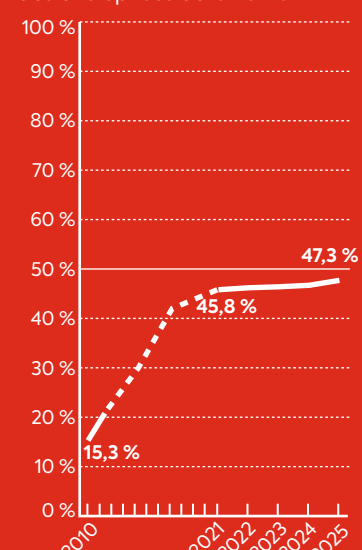

O. CHASSIGNOLE/AFP

16 milliards d'euros

C'est le montant des impôts et taxes diverses payés à l'Etat russe par les entreprises occidentales ayant encore une activité dans le pays depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022. Agathe Demarais, économiste à l'European Council on Foreign Relations, à l'origine de ce calcul, évalue à 500 milliards d'euros les revenus générés en Russie par ces multinationales depuis trois ans. Indirectement, elles ont donc financé une partie de l'effort de guerre de Vladimir Poutine. Les dépenses militaires devraient en effet absorber cette année un peu plus de 40 % des recettes fiscales.

Où en est la mixité des instances dirigeantes des entreprises du CAC 40 ?

Part des femmes dans les conseils d'administration des entreprises du CAC 40



SOURCE : BAROMÈTRE IFA – ETHICS & BOARDS

MICROSOFT

"Les modèles d'IA génératives ne savent pas faire une addition"

Ece Kamar, directrice générale du laboratoire AI Frontiers du géant Microsoft.

QUAND SILVIA CHERCHE UN TRAITEMENT...

MARS 2025

POUR ACCÉLÉRER LA RECHERCHE
CONTRE LE CANCER FAITES UN DON

...C'EST EMMA QUI REPREND ESPOIR

institut Curie

UNE JONQUILLE contre Le cancer .FR

TRUFFAUT · SwissLife · Ma Santé Facile · BIODERMA · CFR · CANAL+ · france tv · Public Sénat · Psychologies & Santé · Femmes 3 · Notre Temps · Top Santé · L'EXPRESS · RMC BFM · RTL · 5

FAITES UN DON

PHOTO : JULIE CHERKI - CONCEPTION : AGENCE BASTILLE

LE MOT GÉOPOLITIQUE

« Dictateur »

« La guerre, c'est la paix, la liberté, c'est l'esclavage. » L'inversion des valeurs que décrivait George Orwell dans son roman dystopique *1984* illustre la logique des autocrates de tout poil, prompts à faire passer leurs victimes pour des bourreaux. Imaginait-il qu'elle s'appliquerait un jour au président de la plus puissante démocratie du monde ? Reprenant la rhétorique d'un spécialiste de la réalité parallèle, son homologue russe Vladimir Poutine, Donald Trump réécrit l'histoire de la guerre en Ukraine. Ce n'est pas Moscou qui l'a démarrée en envahissant son voisin, mais Kiev, qui ploie pourtant sous les bombes russes depuis trois ans. Et ce n'est pas le chef du Kremlin, qui s'accroche au pouvoir depuis vingt-cinq ans et a éradiqué toute opposition, qu'il qualifie de « dictateur », mais le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, librement élu en 2019 – et dans l'incapacité d'organiser de nouvelles élections à cause du conflit.

Non seulement Trump légitime Poutine, mais celui qui n'a jamais reconnu sa défaite à l'élection de 2020 et avait promis d'être un « dictateur » au premier jour de son second mandat, semble vouloir s'en inspirer. Ainsi, Trump 2 menace d'annexer des territoires étrangers et s'est appuyé sur des oligarques – ceux de la tech – pour accéder au pouvoir. Le plus influent d'entre eux, Elon Musk, le patron de X, SpaceX et Tesla, qui tente de prendre le contrôle de l'administration fédérale, n'a jamais été élu. Peut-être inspiré par ses « amis » russe et chinois Poutine et Xi Jinping, Trump a d'ores et déjà laissé entendre qu'il n'excluait pas de se maintenir à la Maison-Blanche pour un troisième mandat. La Constitution l'interdit ? Il en faudra certainement plus pour l'arrêter.

CYRILLE PLUYETTE

1

ALLEMAGNE

La revanche de Friedrich Merz

Enfin, il tient son succès. Le 23 février, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de Friedrich Merz est arrivée largement en tête des législatives allemandes, avec 29 % des voix, faisant de son leader le prochain chancelier. Longtemps dans l'ombre d'Angela Merkel, Merz promet de resserrer la politique migratoire, d'unir l'Europe face aux menaces de Donald Trump et d'augmenter l'aide à l'Ukraine.

6

ÉTATS-UNIS

Emmanuel Macron en mission impossible

Une poignée de main virile, quelques blagues et un échange tendu devant les caméras. Emmanuel Macron et Donald Trump se sont retrouvés à Washington, le 24 février, pour la première visite officielle d'un chef d'Etat européen depuis la réélection du magnat républicain. Le président français a tenté de convaincre son homologue américain d'éviter toute « capitulation » face à la Russie sur le dossier ukrainien et de mettre en place des garanties de sécurité pour Kiev en cas de cessez-le-feu. Sans prononcer de refus franc, Trump est resté évasif devant Macron, répétant que les Etats-Unis devaient en priorité « récupérer » l'aide financière accordée à l'Ukraine.

R. SCHMIDT/AFP

PAR CORENTIN PENNARGUEAR

2

UKRAINE

Sinistre anniversaire à Kiev

Le 24 février, les principaux dirigeants européens ont fait le déplacement à Kiev pour commémorer les trois ans de l'invasion totale lancée par la Russie et réitérer leur soutien à l'Ukraine. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a amené dans ses valises une aide d'urgence de 3,5 milliards d'euros, mais l'inquiétude plane sur la capitale ukrainienne : après avoir qualifié Volodymyr Zelensky de « dictateur », Donald Trump maintient sa volonté d'obtenir un accord de « paix » avec la Russie, sans même convier les Ukrainiens aux négociations.

STÉPHANE HUMBERT-BASSET

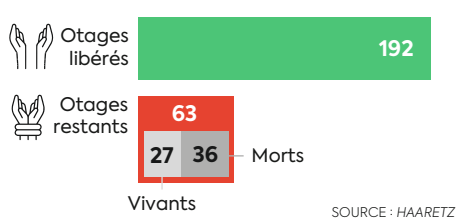
3

ISRAËL

Benyamin Netanyahou sur tous les fronts

Alors que la première phase du cessez-le-feu touche à sa fin dans la bande de Gaza, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, a dénoncé les mises en scène macabres du Hamas lors des libérations d'otages et a suspendu la sortie de centaines de prisonniers palestiniens. Dans le même temps, Tsahal a lancé une vaste opération militaire en Cisjordanie, faisant entrer des chars dans Jénine pour la première fois depuis vingt ans. Les soldats israéliens pourraient y rester « au moins un an ».

Plus de 500 jours depuis le 7 octobre 2023



SOURCE : *HAARETZ*

5

ALGÉRIE

Le désespoir de Boualem Sansal

Emprisonné à Alger depuis plus de trois mois, l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal a entamé une grève de la faim à la mi-février, selon son avocat François Zimeray. L'auteur de 80 ans aurait également arrêté de suivre ses soins médicaux en détention, alors qu'il souffre d'un cancer. D'après les proches de l'écrivain, le pouvoir algérien ferait pression sur lui pour qu'il change d'avocat et prenne un représentant « non juif ». Poursuivi pour « atteinte à la sûreté et à l'intégrité du territoire » par le régime algérien après des propos sur la souveraineté du Sahara occidental, Boualem Sansal risque la détention à perpétuité.

4

AUSTRALIE

Démonstration de force chinoise

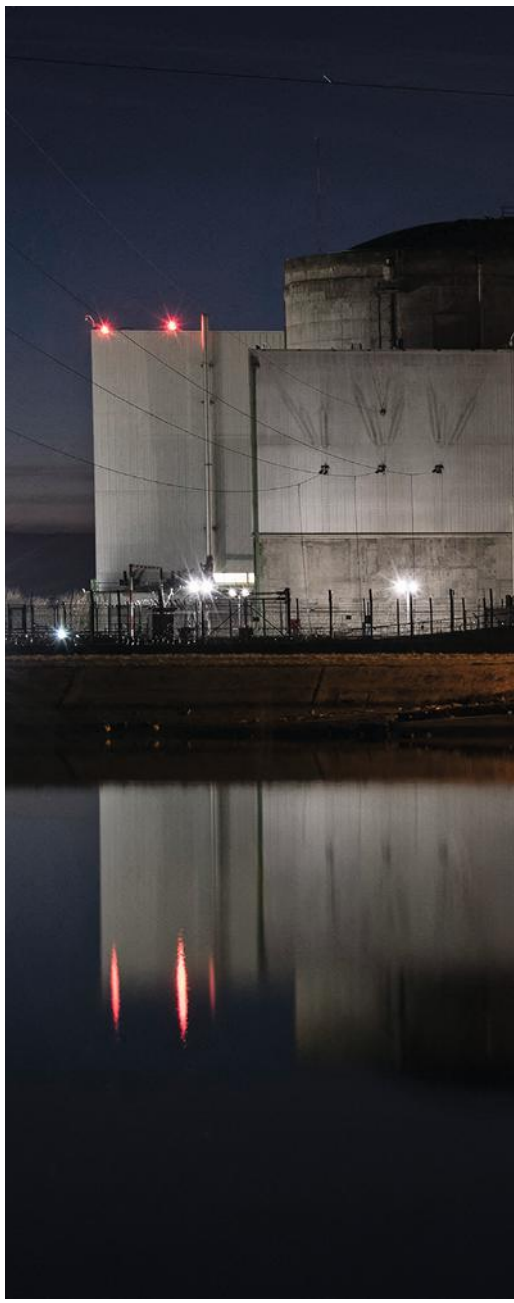
Les 21 et 22 février, les vols commerciaux entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont dû emprunter de longs détours pour rallier les deux pays. Leur crainte : être victimes des exercices militaires menés par la marine chinoise dans les eaux internationales, dans une démonstration de puissance « inhabituelle », selon les autorités néo-zélandaises. A environ 280 kilomètres de Sydney, depuis une zone où leurs missiles pouvaient atteindre l'Australie, trois navires de guerre de Pékin se sont livrés à des tirs réels pendant deux jours, après avoir prévenu les autorités australiennes à la dernière minute.

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

Qui a coulé Fessenheim ? La vérité sur un sabotage politique

Pressions de l'Allemagne, idéologie, désinvolture d'Etat… Cinq ans après l'extinction du premier réacteur, enquête sur une décision emblématique.

PAR ANNE ROSENCHER



Pour le commun des mortels, le décor évoque l'intérieur bariolé d'une navette spatiale dans un film des années 1980. Au centre : 17 hommes de dos, certains en bleu de travail, d'autres en jean et tee-shirt sombre, font face à un mur de commandes, dont la tranche supérieure recouverte de petits rectangles lumineux donne à l'ensemble ses airs de *Star Trek*. La plupart des personnages regardent devant eux, sauf un, tête penchée, qui semble se recueillir. Ne serait-ce le décor flashy éclairé au néon, on pourrait croire à des funérailles. « 22 FEV – 01 : 46 », affiche une horloge à led en haut du mur : quelques secondes plus tard, dans la nuit alsacienne, le premier réacteur de Fessenheim va s'éteindre.

Seule l'équipe de quart est présente dans la centrale cette nuit-là. Les bulletins radio parlent essentiellement du Salon de l'agriculture, où Emmanuel Macron pourrait battre son record de temps passé à la porte de Versailles, et d'un coronavirus venu de Chine, qui vient de faire deux morts en Italie. La journée qui a précédé, les salariés sont arrivés et repartis, peuplant une dernière fois les 50 hectares de travées vrombissantes, prenant ici un selfie, parlant là avec les collègues. « On n'avait pas grand-chose à se dire, se souvient Arnaud Amiot, ancien ingénieur d'exploitation à Fessenheim. On savait pourquoi on était là, et les mots ne venaient pas. » Dans l'après-midi, la prise de la photo collective – plus de 200 salariés, casque blanc sur la tête – dans l'immense salle des machines, allège un peu le spleen ambiant.

N'empêche, la tristesse insiste. Vers minuit, quelques dizaines de locaux se

S. BOZON/AFP

Dans la nuit du 21 au 22 février 2020, le début de la fin pour la plus ancienne centrale nucléaire de France.

regroupent devant la centrale. Dans ce bourg de 2 300 habitants, l'éclairage public a été coupé en signe de solidarité avec les salariés. Arnaud Amiot n'est pas de l'équipe de quart, mais il scrute l'arrêt du réacteur depuis chez lui, où il a reconstitué sur son ordinateur un monitoring des paramètres de la centrale en temps réel : « J'ai vu comment ils ont piloté le réacteur, tout en finesse, par exemple, en faisant un palier d'homogénéisation de température de l'alternateur assez long. Cela peut paraître inutile, mais, jusqu'au bout, ils ont fait ce qu'ils savaient faire. Jusqu'au bout, ils ont pris soin de la machine. » Cinq ans après, la voix de l'ingénieur « issu du rang », comme certains les nomment chez EDF – c'est-à-dire ayant commencé technicien, puis gravi les échelons dans l'entreprise –, se brise encore quand il évoque ces jours de février 2020. Après Fessenheim, il a raccroché le casque, pour devenir artisan. Comme lui, des centaines d'anciens n'ont toujours pas digéré qu'on ait éteint leur centrale.

Chapitre 1 – « Madame la chancelière, la France est encore souveraine »

Pourquoi a-t-on fermé Fessenheim ? Remonter aux sources de cette décision nécessite de revenir quatorze ans avant aujourd'hui, et neuf avant la fermeture du premier réacteur. Le 11 mars 2011, un tsunami ravage la côte orientale du Japon et provoque un accident industriel majeur à la centrale nucléaire de Fukushima. Le monde entier – traumatisé par l'horreur de Tchernobyl en 1986 – retient son souffle ;

P. LUX/AFP

Angela Merkel et François Fillon, à la foire de Hanovre, en avril 2011.

une partie des opinions publiques s'échaude. Si, en France, le total d'avis favorables quant au nucléaire reste « dans le vert », passant de 66 % « avant Fukushima » à 58 % « après Fukushima » selon l'institut international Win-Gallup, en Allemagne, où l'atome était déjà impopulaire – seulement 34 % d'opinions favorables avant l'accident –, le coup de froid est un coup de grâce. *« Atomkraft ? Nein danke ! »* (« L'énergie nucléaire ? Non merci ! ») clame depuis des décennies le plus célèbre slogan écologiste outre-Rhin. En ce début de printemps 2011, l'Allemagne s'apprête à frapper un grand coup, et entend bien que la France lui emboîte le pas.

Pierre Lellouche, alors secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, se souvient d'un dîner avec la chancelière Angela Merkel qui l'a « estomaqué ». C'était le 3 avril 2011, soit deux semaines après Fukushima, à l'occasion de la foire de Hanovre, où il s'était rendu avec le Premier ministre François Fillon : « L'après-midi même, la CDU avait essuyé une défaite face aux écologistes dans le Bade-Wurtemberg, que la chancelière imputait à un effet boomerang de l'accident au Japon. Lors du dîner, Angela Merkel nous a dit froidement : "François, demain j'annonce la sortie de l'Allemagne du nucléaire et, naturellement, j'attends de la France qu'elle ferme Fessenheim, qui est toute proche de l'Allemagne. Nous ne voulons pas vivre avec cette vieille centrale à côté de chez nous". » Pierre Lellouche évoque le silence, lourd, qui s'abat alors sur la tablée. « Madame la chancelière, la France est encore souveraine », se risque-t-il. Silence à nouveau. Angela Merkel, imperturbable dans sa veste crème, ne compte pas répondre à l'objection. L'Allemagne a annoncé la couleur : elle ne relâchera pas ses efforts contre le nucléaire français en général, et en particulier contre la centrale située à moins de 2 kilomètres de sa frontière.

En ce printemps 2011, la droite au pouvoir en France n'entend pas fermer Fessenheim. Mais au Parti socialiste, où l'on se lance dans la précampagne pour la présidentielle, une autre musique commence à se faire entendre. L'électorat cible du PS a changé, de moins en moins populaire, de plus en plus urbano-progressiste. Dans ce contexte, le soutien au nucléaire n'est pas très porteur. Il faut, de surcroît, décrocher un accord avec les Verts, qui réclament alors une sortie totale de l'atome, sur le modèle de l'Allemagne. Il est très instructif de regarder, treize ans plus tard, les images du premier débat de la primaire socialiste, le 16 septembre 2011. On y voit les deux principaux favoris, François Hollande – dont la minceur nouvelle annonce l'appétit de vaincre – et

T. SAMSON/AFP

En campagne, François Hollande promet de réduire la part du nucléaire à 50 %.

Martine Aubry, se marquer à la culotte sur la question de l'énergie nucléaire. Les deux s'accordent néanmoins sur un horizon : faire passer la part de l'atome dans la production électrique française de 75 % à 50 % d'ici à 2025 – « voire moins ! », renchérit la maire de Lille – et, pour y parvenir, notamment, fermer Fessenheim.

Comment a été décidé cet horizon qui restera dans le programme du candidat socialiste comme l'une de ses pierres angulaires ? Pourquoi 50 % ? Pourquoi 2025 ? Celui qui, depuis, a répondu le plus clairement à la question se nomme Manuel Valls. Auditionné le 21 avril 2023 par la commission d'enquête parlementaire « visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France », l'ancien Premier ministre de François Hollande concède : « Je suis franc : les 50 % n'étaient, je crois, le résultat d'aucune étude d'impact ou analyse de besoins. Je n'ai pas fait, moi, ce choix, qui était avant tout un choix politique. Cet horizon des 50 % était sans doute lié à la contrainte de l'accord entre le PS et les Verts. » Lors de son audition par la même commission d'enquête, Arnaud Montebourg (ministre de François Hollande pendant deux ans) fustigera, même, un « accord de coin de table ».

Aucune étude d'impact ; aucune analyse de besoin. « Une décision si lourde prise de façon si légère ! » tonne Jean Fluchère, ingénieur retraité d'EDF, qui a fait toute sa carrière chez l'électricien et peut encore aujourd'hui raconter des anecdotes sur la tentative d'attentat qui y eut lieu un week-end de mai 1975 alors qu'il était de garde. « Est-ce ainsi que se prend une décision qui a trait aux intérêts de la nation ? » Car c'est bien là le cœur de la « parabole de Fessenheim » : que l'on soit pour ou contre le nucléaire, qu'on s'en défie ou qu'on ne jure que par cette énergie, ce qui ne laisse pas de déconcerter, c'est la désinvolture avec laquelle a été décidé puis confirmé le démantèlement d'un actif industriel stratégique.

Chapitre 2 – « D'abord, j'aimerais que nous parlions de Gandhi »

Le quinquennat de François Hollande – qui n'a pas souhaité répondre à nos questions – n'est pas le seul en cause : sous le mandat du socialiste, les choses n'ont à vrai dire pas beaucoup avancé. C'est Emmanuel Macron qui, reprenant cette

promesse pour sa propre campagne de 2017, va sceller le sort de la centrale. Quand il est élu président de la République, quelque 700 millions d'euros ont été investis dans Fessenheim depuis 2012 – malgré sa fermeture annoncée – pour maintenir l'outil de production au plus haut niveau de sûreté. Le jeune président se présente comme l'apôtre du pragmatisme ; il pourrait, une fois au pouvoir, commander les fameuses études impact et analyses de besoin. Il pourrait faire évaluer de façon drastique les risques sismiques qu'évoquent les anti-Fessenheim, lesquels considèrent que les 6,7 sur l'échelle de Richter contre lesquels la centrale est parée sont insuffisants. Bref, il pourrait ordonner qu'on se penche avec rationalité sur les tenants et les aboutissants d'une décision si stratégique. Car, contrairement à ce qu'il dira plus tard : en 2017, la messe n'est pas dite.

Tous les experts interrogés nous l'ont confirmé : jusqu'à courant 2018, EDF aurait encore pu lancer les travaux nécessaires à la mise en conformité de la centrale au plus haut niveau de sûreté, avant la visite décennale prévue en 2020. « L'argument de "la plus ancienne centrale de France" dont on nous a rebattu les oreilles était creux. La preuve : ce raisonnement ne sera jamais plus appliqué, aucune autre centrale nucléaire française que Fessenheim ne fermera à la date anniversaire de sa 43e année », martèle Raphaël Schellenberger, député de la circonscription depuis juin 2017 et président de la commission d'enquête sur la perte de souveraineté énergétique de la France.

Mais, à l'aube du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, ce n'est pas Nicolas Hulot, nommé ministre d'Etat de la Transition écologique et solidaire, n° 3 du gouvernement, qui va plaider en faveur de la centrale alsacienne. Lors d'une de ses premières interviews, le 22 juin 2017, ce dernier déclare même au micro rouge de RTL qu'il compte fermer 17 réacteurs d'ici à 2025. A EDF, la stupéfaction règne. Les équipes de l'un et de l'autre se souviendront longtemps de la première rencontre entre Nicolas Hulot et Jean-Bernard Lévy, alors PDG d'EDF, au ministère, boulevard Saint-Germain, en ce tout début d'été 2017. Chemise à col Mao et intensité vibrante savamment cultivée, le ministre reçoit le métallique polytechnicien devant un grand portrait de Gandhi en noir et blanc.

F. DOLLBERG

En 2017, pour le ministre Nicolas Hulot, l'atome mène EDF « dans une dérive ».

« Avant tout, j'aimerais que nous parlions de lui, de Gandhi », lance Nicolas Hulot en guise de préambule. Un ange en sari passe. « Je voudrais que nous réfléchissions à ce qu'il nous enseigne : je ne veux pas que nous soyons dans la confrontation. »

Pendant ces mois de début de quinquennat, deux univers se défient. Nicolas Hulot juge que le nucléaire conduit EDF « dans une dérive » ; chez l'électricien, on pointe, dans le secret des couloirs feutrés, la com' et l'à-peu-près du ministre alors le plus populaire du gouvernement. Encore une fois, quoi qu'on pense du nucléaire, le témoignage de Nicolas Hulot, quelques années plus tard, lors de son audition par la fameuse commission d'enquête, ne peut que laisser songeur : il y déclare, notamment, ne pas avoir eu connaissance du « rapport sur l'avenir du nucléaire », lequel avait pourtant été commandé… sous sa responsabilité. Son ancienne directrice de cabinet, auditionnée en même temps, ne se souvient pas non plus l'avoir lu, « ce qu'avait assurément fait le conseiller chargé de l'énergie », tente-t-elle de rassurer. Ni l'un ni l'autre n'ont le moindre souvenir quant à son contenu ni ses préconisations. « A quoi bon commander des rapports dans ce cas ? » interroge sobrement le compte rendu de la commission.

En ce début de quinquennat Macron, c'est surtout le secrétaire d'Etat auprès de Nicolas Hulot, Sébastien Lecornu, qui s'occupe du dossier Fessenheim, participant aux réunions, se rendant sur place à plusieurs reprises – il n'a pas souhaité non plus répondre à nos questions… Un jeune homme prometteur et ambitieux, venu de la droite « pro-nuc' » – tout comme le Premier ministre de l'époque, Edouard Philippe, qui fut directeur des affaires publiques d'Areva entre 2007 et 2010. Un paradoxe quasi assumé. « Un jour, Sébastien Lecornu a justifié : "Que ce soit la décision la plus pertinente ou pas, son exécution est nécessaire à la crédibilité du politique" », rapporte le député Raphaël Schellenberger.

Il faut croire que ce qui comptait dans la fermeture de Fessenheim était moins le contenu de la décision que le signal qu'elle donnait. Dans son deuxième tome de *Comprendre le malheur français* (Stock, 2016), le philosophe Marcel Gauchet parle de l'attitude qui a prévalu ces années-là à l'égard du nucléaire – énergie qui, remarque-t-il, « permet tout de même à la France d'avoir l'un des taux d'émission de CO_2 les plus vertueux de l'OCDE » – comme d'une « nouvelle raison d'Etat » : « Celle-ci consistait jadis à mettre de côté les considérations morales au profit de l'intérêt supérieur du pays. Elle consiste maintenant à mettre de côté la rationalité gestionnaire au profit de la communication et plus précisément de l'affichage moral. »

Chapitre 3 – « Le gouvernement n'avait pas anticipé cette fermeture comme "un sujet" »

Les semaines qui précèdent la fermeture de Fessenheim, seule la presse locale semble vraiment s'intéresser à cette échéance, y consacrant – selon nos pointages – quelque 60 articles depuis le début du mois de février. Soit trois fois plus que la presse quotidienne nationale. Pauvre Fessenheim, si loin de Paris, et si près d'Angela Merkel… « Près de 800 emplois directs, 1 200 induits, une perte industrielle énorme », énumère le maire Claude Brender, qui bataille aujourd'hui pour que la contribution fiscale annuelle (32 millions d'euros !) qui étrangle la communauté de communes soit enfin réduite. « Mais, se remémore-t-il, à l'approche du jour J, le gouvernement n'avait pas anticipé cette fermeture comme "un sujet". » Le 20 février, Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire, qui a succédé à Nicolas Hulot (elle n'a pas

répondu à nos sollicitations), décide tout de même d'improviser sur le fil une visite sur place. Dominique Schelcher, PDG de la coopérative Système U, qui se trouve également être le propriétaire du supermarché de Fessenheim, confirme : « Le matin du 21 février, je reçois un appel du préfet du Haut-Rhin, que je connais bien. Il me dit qu'Elisabeth Borne et sa secrétaire d'Etat, Emmanuelle Wargon, souhaitent venir à Fessenheim, mais qu'il serait difficile d'aller à la centrale, car le comité d'accueil aurait été hostile. » Les deux membres du gouvernement veulent quand même se rendre sur place, faire des images, discuter avec la population, parler du projet de technocentre – qui est encore aujourd'hui « dans les tuyaux », le démantèlement de la centrale étant toujours en cours. Pourquoi pas au Super U ? « J'ai vite rameuté quelques chefs d'entreprise du coin pour qu'elles aient à qui parler. Elles ont dû rester une demi-heure. Il n'y a eu aucun incident. La population locale est du genre loyaliste, elle était déjà résignée », poursuit Dominique Schelcher.

Cinq ans après la fermeture, Marc Simon-Jean, qui fut directeur de la centrale entre 2015 et 2020, tient quant à lui à faire remarquer : « La dignité et le sens de la responsabilité avec lesquels tout le personnel de Fessenheim, pourtant meurtri, a travaillé jusqu'au bout dans le plus grand professionnalisme, ont marqué, je crois, le milieu du nucléaire et plus généralement le milieu industriel. » Et l'ancien directeur de poursuivre : « Ça a été géré de très belle manière. Dans les années qui ont précédé la fermeture, la majorité des managers ont prolongé leur mandat à Fessenheim, refusant parfois une mutation ou une promotion, pour accompagner les équipes jusqu'au bout. Ce professionnalisme dans l'émotion – malgré l'émotion – c'est quelque chose qui m'a marqué pour toujours. »

Sept jours plus tard, un confinement national est déclaré. Ironie de l'histoire : c'est le Covid qui va obliger le pouvoir à changer la façon dont il envisage nos choix énergétiques

Après la fermeture du premier réacteur, en cet hiver 2020, l'ambiance crépusculaire à Fessenheim est renforcée par l'apparition d'un virus qui fait particulièrement « parler » dans le Haut-Rhin, où s'est tenu un immense rassemblement évangélique, à Mulhouse. A partir du 17 février, plus de 2 500 fidèles ont afflué, sous l'impulsion de l'Eglise de la Porte ouverte, pour cinq jours de prière et de jeûne. Ce rassemblement sera l'un des premiers foyers du Covid-19 en France. Dès le 10 mars, EDF déclare un salarié atteint par le « coronavirus » à la centrale de Fessenheim. Sept jours plus tard, un confinement national est déclaré. Ironie de l'histoire : c'est le Covid et la lumière crue qu'il jette sur les dépendances que nous avons laissées se créer au cours des dernières décennies, qui vont obliger le pouvoir à changer la façon dont il envisage nos choix énergétiques. A l'aune d'une nécessaire souveraineté.

Epilogue

Février 2022. Le président de la République se rend dans le département voisin de Belfort, dans l'usine de turbines nucléaires de General Electric pour s'exprimer sur le thème : « Reprendre en main notre destin énergétique ». Deux ans ont passé depuis la fermeture du premier réacteur de la centrale alsacienne. L'ambiance Potemkine des « déplacements terrain » bat son plein. Ballet des caméras, déambulations, poignées de main, pupitre, micro. Le président prend la parole devant une turbine Arabelle rutilante. Ici, à moins d'une heure de Fessenheim par l'A36, il livre un discours en forme de tête-à-queue. « Il nous faut reprendre le fil de la grande aventure du nucléaire en France », explique-t-il, dans son costume sombre. Avant d'annoncer sa détermination à « prolonger tous les réacteurs nucléaires qui peuvent l'être sans rien céder sur la sûreté ». Dans ce grand hall où il fait froid, Emmanuel Macron a devant lui un parterre d'employés et d'ouvriers de General Electric portant chasubles bleues et masques FFP2, dernières traces d'un virus qui a mis le monde à l'arrêt. Y en a-t-il, parmi cette assemblée, qui pensent aux anciens « collègues » de Fessenheim, cette ville où les cliquetis se sont tus, et où la bête a fini de vrombir ? Pensent-ils aux caprices de l'air du temps qui fait varier les urgences politiques ? Pensent-ils à la légèreté de ceux qui prennent des décisions si lourdes ? Parfois, la politique a des airs de mauvais rêve. ✷

S. BOZON/AFP

Le 21 février 2020, Elisabeth Borne, ministre de l'Ecologie, improvise une visite sur place.

Désillusion

Renaissance du nucléaire français : paroles, paroles… ?

Trois ans après le cap fixé par Emmanuel Macron, le redémarrage de la filière reste poussif et elle doit encore surmonter de nombreux défis.

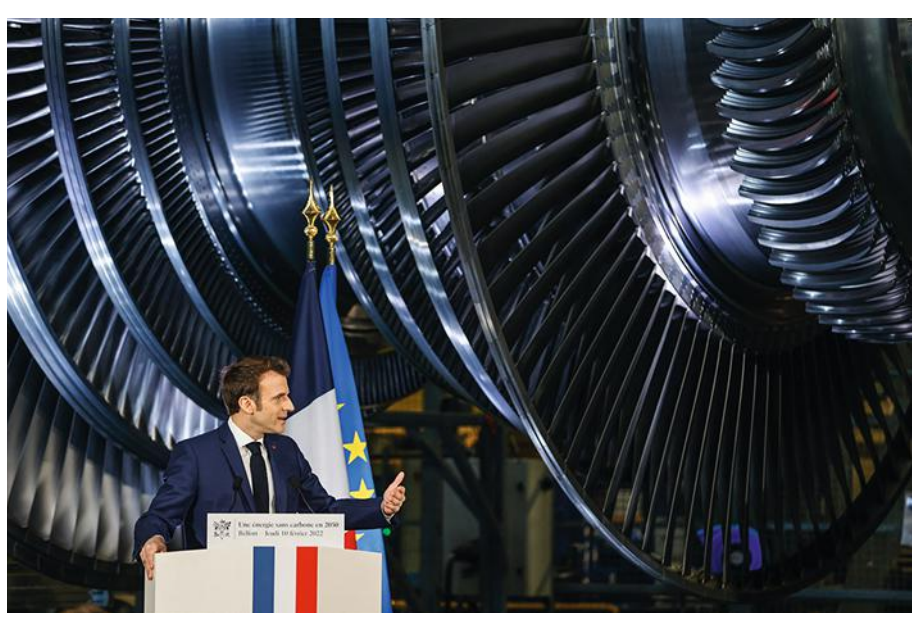
Février 2022, un air de plan Messmer bis flotte sur la France. En déplacement à Belfort, Emmanuel Macron annonce en grande pompe « la renaissance » du nucléaire français. Soulagement au sein de la filière. Après des années de traversée du désert, les ingénieurs de l'atome vont enfin pouvoir se retrousser les manches et bâtir de nouveaux réacteurs : des EPR de deuxième génération (au moins six avec une première mise en service dès 2035), des SMR de petite taille capables de produire de la chaleur ou de l'électricité, et même des AMR, des modèles réduits innovants pouvant fonctionner en ingérant une partie de nos déchets nucléaires actuels.

Trois ans plus tard, hélas, le soufflé est retombé. Certes, le tissu industriel commence à s'organiser. « La relance d'un programme nucléaire sur vingt ans et éventuellement plus a donné de la visibilité aux différents acteurs pour investir, recruter… Un travail très important a été réalisé autour des chaînes d'approvisionnement », assure Claude Jaouen, ancien directeur de l'activité réacteurs d'Areva. Cependant, dans l'ensemble, la relance promise peine à se matérialiser. Les études de design des gros réacteurs ne sont toujours pas terminées. Le plan de financement de ces installations se fait attendre. EDF a essuyé un revers embarrassant avec ses SMR. Et dans son dernier rapport, publié au mois de janvier, la Cour des comptes dresse un constat inquiétant. Selon elle, la filière n'est pas prête. Elle doit encore surmonter de nombreux défis. Les sages de la rue Cambon émettent notamment des réserves sur la rentabilité des futurs EPR. Peut-on vraiment parler de relance dans ses conditions ?

« Paroles, paroles », disait la chanson. Un sentiment de désillusion gagne peu à peu les experts de l'énergie. « L'un des principaux problèmes, c'est que la relance est trop centrée sur les réacteurs de forte puissance, estime Jean-Jacques Nieuviaert, ancien d'EDF et président de la Société d'études et de prospective énergétique. De gros bébés qu'on a du mal à fabriquer et dont on ne connaît pas vraiment les coûts réels. » Epaulé par un consortium d'entreprises de premier plan, le groupe EDF s'était pourtant lancé dans la course aux minicentrales la fleur au fusil. Mais, après des débuts encourageants, son projet Nuward a dû repartir sur de nouvelles bases à l'été 2024. « C'est typiquement français, on a voulu faire trop compliqué. Résultat, on a perdu trois ou quatre ans et raté une belle opportunité. Pas seulement à l'exportation face nos concurrents chinois et américains, qui, eux, devraient livrer leurs premiers modèles vers 2030. Si nous avions eu un modèle industriel bien pensé, on aurait pu relever les standards de sûreté sur nos gros réacteurs de troisième génération tout en leur adossant des SMR beaucoup moins chers », déplore Jean-Jacques Nieuviaert. Du sur-mesure à prix raisonnable en quelque sorte

En restant focalisée sur les EPR2, la relance s'annonce bien plus compliquée. Car « les beaux discours ne suffisent pas à ranimer une filière longtemps délaissée », avertit Cécile Maisonneuve, fondatrice de Decysive, cabinet de conseil sur l'énergie (et chroniqueuse dans nos colonnes). Des compétences ont été perdues, une partie du tissu industriel nécessaire a disparu… La reconstruction de toute la chaîne s'avère donc délicate. Du côté de l'administration, certains rouages essentiels à la relance manquent également. Une différence majeure par rapport à la France de 1974, celle qui allait écrire l'une des plus belles pages de son histoire industrielle en construisant en vingt ans un parc nucléaire de plusieurs dizaines d'unités.

« Aujourd'hui, il existe toujours une mouvance réticente à l'atome dans un certain nombre d'administrations et parmi les personnalités politiques », ajoute Bernard Accoyer, ancien président de l'Assemblée nationale et président de PNC-France. Un frein de plus à la prise de décisions, alors les détails du financement des futurs EPR se font toujours attendre. Le principe d'un prêt à taux zéro pendant la construction semble acté. A la manière de ce qui se fait à l'étranger, il pourrait être complété par un tarif d'achat garanti pour l'exploitant une fois la mise en service effectuée. Cependant, les négociations s'éternisent. « D'un côté, EDF se montre extrêmement prudent dans ses estimations. Le groupe ne veut pas se planter comme il l'a fait sur les chantiers de Hinkley Point C, en Angleterre, ou Flamanville, en France. De l'autre, l'Etat doute de la capacité d'EDF à pouvoir maîtriser ses coûts », résume un



J.-F. BADIAS/POOL/AFP

En 2022 à Belfort, le président annonçait la construction de nouveaux réacteurs.

« La seule énergie dont on maîtrise tous les tenants et aboutissants en Europe, c'est le nucléaire, et on débat à l'infini pour savoir s'il faut la développer ! »

expert. Les premiers chiffrages, pour la construction des trois premières paires d'EPR, tournaient autour de 50 milliards d'euros. EDF évoque désormais 67 milliards mais nombre d'experts s'attendent à une facture finale bien plus élevée.

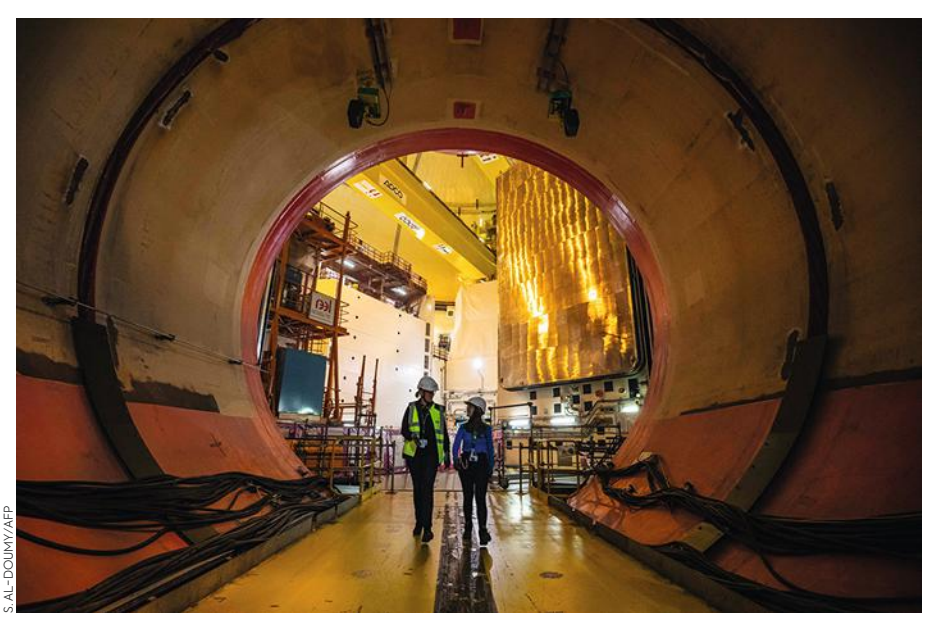
« Dans le monde, à l'exception de la Chine, on voit que les dépassements de budget sur les gros réacteurs nucléaires ont toujours été très importants », explique Jean-Jacques Nieuviaert. Lourdement endetté, EDF ne pourra pas prendre en charge le coût de l'investissement. Face à l'ampleur des sommes à mobiliser, l'Etat, lui aussi dans une situation financière délicate, procrastine. « C'est l'arroseur arrosé. S'il n'y avait pas eu des mauvaises décisions dans le passé, comme la mise en place de l'Arenh, ce système obligeant EDF à vendre une partie de son électricité à prix cassé, ou la fermeture de Fessenheim, nous n'en serions pas là. En faisant payer quelques euros de plus tous les ans aux consommateurs, nous aurions pu disposer sans aucun problème de la somme nécessaire pour financer le parc », assure Jean-Jacques Nieuviaert.

Bernard Accoyer pointe lui aussi les erreurs passées : « Si on ajoutait aujourd'hui les électrons manquants de Fessenheim et qu'il n'y avait pas de modulation, c'est-à-dire de réduction de l'activité des réacteurs nucléaires lorsque le solaire et l'éolien fournissent de l'énergie au réseau, la production nucléaire française aurait déjà atteint le niveau qu'elle vise pour 2030 ! » Les EnR, un caillou dans la chaussure qui continue d'exaspérer les défenseurs du nucléaire. « On dit souvent que leur coût est inférieur à celui du nucléaire. Mais, dans les calculs, on ne prend jamais en compte tous les investissements induits par ces énergies vertes comme les installations de stockage de l'électricité, ou encore le raccordement des éoliennes en mer au réseau terrestre », regrette Claude Jaouen.

« Avec un coût du capital correct, si vous construisez vite et bien les centrales nucléaires, vous avez des machines à produire de l'électricité vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, à un coût de l'électricité compatible avec ce dont on a besoin », assure Cécile Maisonneuve. « Quand on regarde nos besoins et l'éventail des technologies disponibles, c'est même la meilleure solution pour l'industrie », confirme Nicolas de Warren, patron de l'Union des industries utilisatrices d'énergie (Uniden). Pour assurer la compétitivité du tissu industriel, le porte-parole des entreprises électro-intensives imagine même un partage des tâches : l'ancien nucléaire, au coût déjà amorti, serait réservé en priorité aux secteurs exposés à la concurrence internationale – donc, l'industrie – tandis que le nouveau nucléaire, forcément plus coûteux au départ, fournirait de l'énergie aux ménages et au secteur des services.

Mais le gouvernement ira-t-il un jour vers ce genre d'arbitrage ? Peu d'experts y croient. Ils déplorent au contraire un manque de vision et des choix incohérents. Sur la consommation d'électricité, par exemple. Beaucoup d'efforts ont été entrepris pour la diminuer sur la période récente, soulignent plusieurs spécialistes. Cette sobriété devait nous protéger d'un éventuel *black-out* lors de l'épisode de corrosion sous contrainte en 2022 et répondre à la problématique du réchauffement climatique. Le hic ? La demande d'électricité reste amorphe, d'autant plus que l'industrie va mal. « En regardant uniquement la courbe de cet agrégat, aucun investisseur ne choisirait de construire des EPR aujourd'hui », admet Cécile Maisonneuve.

Autre incohérence, le gaz reste moins taxé que l'électricité, alors que celui-ci reste majoritairement une énergie fossile importée. « Ce traitement différencié prive l'atome d'une partie de la demande. La filière gaz reste protégée », dénonce un spécialiste qui compte désormais sur un appel d'air venant de l'implantation de gros data centers en France, pour mieux justifier l'implantation des EPR. « Aujourd'hui, développer les énergies renouvelables revient à acheter des produits chinois. D'un point de vue géopolitique, cela pose un problème. La seule énergie dont on maîtrise tous les tenants et aboutissants en Europe, c'est le nucléaire, et on débat à l'infini pour savoir s'il faut la développer ! Nous sommes dans une situation aberrante. Nous devrions raisonner en termes d'avantages comparatifs : qu'est-ce que je sais faire, moi, que les autres ne savent pas faire ? » alerte Cécile Maisonneuve. Sauf qu'à Paris ou Bruxelles le message a toujours autant de mal à passer. ✷ **SÉBASTIEN JULIAN**



S. AL-DOUMY/AFP

« L'Etat doute de la capacité d'EDF à maîtriser les coûts », comme à Flamanville.

Et maintenant ?

Claire Kerboul : « L'arrêt d'Astrid nous plombe pour les décennies à venir »

Un choc sur l'approvisionnement en uranium se profile vers 2050, comme le montrent tous les indicateurs. Et la France ne sera pas prête.

Docteur spécialisée en physique nucléaire et auteur de *L'Urgence du nucléaire durable* (De Boeck supérieur), Claire Kerboul est l'un des meilleurs spécialistes des réacteurs à neutrons rapides. Une technologie très prometteuse que la France aurait pu développer, mais qu'elle a écartée en 2018, en mettant un terme au projet Astrid. Pour L'Express, la chercheuse revient sur cette faute majeure, dont le pays risque de payer le prix fort au cours des décennies à venir.

Fermeture de Fessenheim en 2020, abandon du projet Astrid deux ans plus tôt : voyez-vous des similitudes entre ces deux événements qualifiés par les experts d'erreurs historiques ?
Claire Kerboul Ces deux décisions sont malheureusement le signe d'un pouvoir politique qui depuis longtemps ne comprend pas qu'il n'a pas compris, ni le défi climatique, ni le défi énergétique. Un choc sur l'approvisionnement en uranium se profile vers le milieu du siècle. Tous les indicateurs le montrent. La logique aurait voulu que la relance du nucléaire repose sur la technologie des neutrons rapides (RNR), c'est-à-dire des réacteurs qui nous permettent de nous passer des mines d'uranium. Il y avait une opportunité pour le gouvernement de faire son mea culpa en disant : « On s'est trompés. Il faut désormais repartir sur de nouvelles bases en misant sur la filière rapide que l'on n'aurait pas dû abandonner. » Mais cela ne s'est pas passé de cette manière. La relance actuelle repose essentiellement sur le déploiement de nouveaux EPR. Quand se produira le choc d'uranium vers 2050, nous ne serons pas prêts.

Pour justifier l'arrêt du projet Astrid, l'exécutif a invoqué des questions de coût, une abondance d'uranium mais aussi des risques liés à l'utilisation de sodium dans la machine. Ces arguments tiennent-ils la route ?

COLLECTION PERSONNELLE

« Le pouvoir politique n'a pas compris le défi climatique ni le défi énergétique. »

Je ne le pense pas. Comparer un RNR à un réacteur classique, c'est comme mettre en regard un bolide et une 2 CV. La technologie d'un réacteur à neutrons rapides tel qu'Astrid permet d'obtenir un rendement thermodynamique plus important. Surtout, elle permet de se passer des mines d'uranium puisque les réacteurs fonctionneraient en utilisant les centaines de milliers de tonnes déjà extraites de cet élément, dont on a utilisé qu'une part infime (moins de 1 %) pour fabriquer les combustibles actuels.

Certes, dans un RNR refroidi au sodium liquide, il ne faut pas que les circuits à eau et à sodium se rencontrent. Pour éviter les incidents, on réalise donc une boucle de tuyauterie supplémentaire qui génère un coût additionnel. Mais quand on regarde de près les nombreux avantages des RNR, la balance penche clairement en leur faveur, tant sous l'angle de l'économie de la ressource et de la minimisation des déchets, que d'une meilleure radioprotection. Développer une filière à neutrons rapides en France, c'est assurer notre souveraineté énergétique pour plusieurs milliers d'années au bas mot, compte tenu des stocks d'uranium déjà disponibles !

La maturité du projet Astrid était-elle suffisamment avancée au moment de son abandon ?
Une remarque tout d'abord : le rôle de la recherche est de s'atteler à des questions dont on ne sait même pas si elles ont une réponse. C'est le plus haut niveau de questionnement au service de la connaissance. Elle est donc vitale pour le développement industriel, mais aussi pour le rayonnement du pays à l'international. Cette dimension a été complètement oubliée dans la décision d'arrêt d'un projet tel qu'Astrid. Concernant le projet lui-même, on a dépensé près de 700 millions d'euros pour le réaliser et mobilisé quelque 600 ingénieurs et chercheurs. En 2010, il a fait l'objet d'un plan d'investissement d'avenir. L'Etat et le CEA ont signé une convention d'objectifs et de financement dont les étapes ont été validées et accomplies comme il le fallait, jusqu'au jour du couperet final. On a détruit quelque chose qui était bien plus qu'un brouillon. Astrid, c'était l'avant-projet détaillé, réussi, d'un prototype qui ne demandait qu'à être construit.

Les Japonais se sont récemment alliés à Framatome pour relancer les recherches sur les RNR. Un revirement similaire est-il possible en France ?
Les Japonais font preuve de pragmatisme. Ils nous en veulent toujours de les avoir laissés en rase campagne en 2018 car ils étaient nos partenaires de recherche sur le projet Astrid. Cependant, ils ont compris, comme la Chine ou la Russie, que les RNR font partie des solutions irremplaçables dont nous aurons besoin à l'avenir. En France, les discours ne compensent pas le manque de vision et l'absence de décisions stratégiques. L'instabilité politique ne favorise pas le courage qui serait nécessaire. Une chose est sûre : la technologie des RNR de puissance et la R&D qu'elle nécessite ne peuvent pas être portées en France par quelques start-up qui peinent à se faire financer. C'est à l'Etat d'assumer son rôle et de définir une feuille de route pour le développement d'une filière de RNR de forte puissance. Urgemment, car il y va de notre futur. ✶

PROPOS RECUEILLIS PAR
SÉBASTIEN JULIAN

J. DE ROSA/AFP

Au Palais-Bourbon, l'ex-chef d'Etat siège avec une nouvelle génération de députés PS.

L'ÉLÉPHANT DANS LA PIÈCE

Qui a peur de François Hollande ?

L'ancien président désormais député est redevenu un acteur central au sein du Parti socialiste et rééquilibre le rapport de forces avec Jean-Luc Mélenchon.

PAR OLIVIER PÉROU ET MATTIAS CORRASCO

Mardi 11 février, salle Lamartine, dans les sous-sols de l'Assemblée nationale. Un député ne devrait pas dire ça. Ce jour-là, le groupe socialiste se réunit en conclave, comme chaque semaine, et refait le match. La motion de censure qui visait le projet de loi de finances 2025 a échoué, grâce à un pacte de non-agression entre le Parti socialiste (PS) et le gouvernement de François Bayrou. Les questions fusent. Ce budget est-il si mauvais ? Faut-il censurer prochainement ? La non-censure ne renvoie-t-elle pas le parti dans les bras d'Emmanuel

Macron ? Que faire de ce « 49.2 », cette motion de censure inopinée, que les socialistes viennent de déposer ? Ils accusent le Premier ministre de « céder aux passions tristes de l'extrême droite » mais veulent-ils vraiment sa chute ? La veille, à la télévision, François Hollande a assuré que non. Une balle à blanc, donc ? Autour de la table, ce 11 février, les socialistes, admet l'un, sont « paumés ». Laurent Baumel, député d'Indre-et-Loire, ne l'est pas, lui. Il tempête contre Hollande qui a vendu la mèche. « Tu ne parles ni au nom du PS ni au nom des députés. Tu ne parles qu'en ton nom. » L'élu corrézien tente de se défendre, en vain. « Tu parleras quand ce sera ton tour », vocifère Baumel. Un ange passe. Parle-t-on ainsi à l'ancien chef d'Etat ?

Président hier, et député aujourd'hui, comme tous ceux-là, assis autour de la table. Comme tous les autres ? Peut-être pas vraiment. Hollande le sait, mais n'en joue pas. Il ne rêvait pas de redevenir député, mais il a vite compris que c'est ici, au Palais-Bourbon, que la politique se faisait désormais, c'est surtout là que le futur de la gauche se prépare, unie ou pas. La puissance des insoumis, le rôle toujours plus grandissant de l'extrême droite, l'habileté des députés du Rassemblement national, la lente désertion des députés macronistes… « Il faut le voir pour le croire », s'étonne-t-il souvent devant ses interlocuteurs, toujours plus nombreux à venir à sa rencontre, dans son bureau de parlementaire, rue Aristide Briand. Quand il n'est pas dans sa circonscription à serrer des mains dans les cérémonies de vœux et autres fêtes de la patate, François Hollande aime recevoir. De la fenêtre, la vue plonge sur la place et le très animé Bourbon, un café où se croisent et bavardent députés, journalistes et autres collaborateurs de ministres.

Un homme d'Etat, ça attire la curiosité. Sacha Houlié passe souvent par-là, et bavarde de longues heures sur l'avenir de la gauche sociale-démocrate et l'après-Macron. « Il faut revenir », lui répète Hollande, mais celui qui fut cadre d'En Marche en 2015 hésite. Revenir peut-être, mais pas dans un objet politique à la merci de Jean-Luc Mélenchon et des insoumis. D'autres qui hier lui volaient dans les plumes, frondeurs qu'ils étaient, viennent s'asseoir aussi. Pouria Amirshahi, devenu député écolo, est de ceux-là. Ses soupçons sont devenus des convictions : « Il veut que la gauche gagne, mais rêve pour cela d'une grande réunion de famille avec Bernard Cazeneuve et Raphaël Glucksmann. Il veut mettre quelqu'un à la place d'Olivier Faure pour un acte d'affirmation politique socialiste avant 2027. » Amirshahi lui demandera : « C'est toi qui veux être candidat ? » Un rire en guise de réponse.

Chez les socialistes, un ancien éléphant ça trompe énormément. François Hollande envoie ses cartes postales, à ceux qu'il aime comme à ceux qui le craignent. La bienveillance de l'animal politique est appréciée. A Laurent Baumel, donc, une carte de vœux : « Toujours attentif à tes analyses. » Le PS d'hier n'est plus celui d'aujourd'hui, toute une génération, celle qui l'avait accompagné en 2012, celle de Benoît Hamon, Manuel Valls, Arnaud Montebourg, Najat Vallaud-Belkacem et consorts, a disparu. Les nouveaux visages gardent un souvenir terrible de son quinquennat, l'accusant de leur avoir laissé un PS quasi mort. Ils conservent

« Il rêve d'une grande réunion de famille avec Cazeneuve et Glucksmann »

néanmoins une curiosité incrédule et respectueuse. C'est par exemple Arthur Delaporte qui veut savoir comment l'ancien président a trouvé sa prise de parole à l'Assemblée nationale. C'est encore Philippe Brun, dont François Hollande s'est entiché. Le député de l'Eure est l'une des stars montantes du PS.

En 2015, Brun avait claqué la porte du PS, « dégouté », disait-il, « de Manuel Valls et de François Hollande ». Une autre époque. Mardi 14 janvier, alors que François Bayrou tient son discours de politique générale devant les parlementaires et cite Pierre Mendes France, l'aîné se penche à l'oreille de Brun : « PMF, c'est comme Jésus. Trois ans de vie publique, et on en parle deux mille ans plus tard. » Voilà les deux hommes pris d'un fou rire. Hollande aime le talent et l'audace de Philippe Brun, qui lui rappelle Arnaud Montebourg. Le trentenaire est devenu l'une des figures du PS, au-devant de la scène médiatique lors des négociations de l'accord de non-censure avec le gouvernement. Hollande lui prédit d'ailleurs un grand avenir. Il le pousse même à être candidat au congrès qui se tiendra mi-juin, contre Olivier Faure il va sans dire.

Quand on ne vient pas le voir dans son bureau, on le voit dans les couloirs de l'Assemblée nationale. On ne croise pas si souvent un ancien président là-bas. Le 11 février, le député Alexis Corbière, autrefois socialiste, tombe nez à nez avec lui. Sans surprise, les deux hommes bavardent de Jean-Luc Mélenchon. L'un l'a combattu au sein du PS, l'autre a navigué avec lui pendant plus de vingt ans, avant d'être chassé par l'insoumis en chef. « Ton meilleur ami, c'est lui. Vous êtes devenus le Yin et le Yang », ironise Corbière. Le socialiste de répliquer : « Je fais exprès. Je le pique parce qu'il n'a pas d'humour. » François Hollande aimerait bien que Corbière revienne au PS créer un courant, bref qu'il participe, à sa manière, à la renaissance de la maison rose. Un nouvel Epinay. Tout le monde est le bienvenu. Même Sandrine Rousseau ? En novembre, alors qu'elle lui avait envoyé son livre, il a pris la plume pour la remercier. Une carte, et un message sibyllin qui fait encore sourire l'écologiste : « Chère Sandrine, pour que la gauche redécouvre l'espoir, elle doit empêcher les catastrophes et définir une ligne qui donne sens à chacune et chacun. Bien cordialement. François Hollande. »

L'ex-président de la République boit du petit-lait. Qui se souvient qu'au printemps dernier, en pleine campagne des européennes, l'homme était encore radioactif à gauche ? Raphaël Glucksmann avait mis un point d'honneur à ne pas l'inviter à ses meetings, quand bien même il portait une ligne sociale-démocrate que soutenait François Hollande. Devenu eurodéputé, le chantre de Place publique se veut moins sévère. Il est venu prendre le café lui aussi, le 18 novembre. « François Hollande était sans doute le président le plus démocrate de tous les présidents de la Ve République. Il n'a commis aucun abus, et avait un respect total des institutions et des médias », dit de lui Glucksmann. En coulisses, c'est moins laudateur. Les lieutenants de Glucksmann ne sont pas tendres avec l'ex, dont le retour en première ligne à gauche agace. « Raphaël ne veut pas que François redevienne une solution pour 2027. »

Méfiez-vous de l'eau qui dort, et de François Hollande encore plus. « Qu'est-ce qu'il est sympa et fort… Mais bon c'est quand même François Hollande », s'étonnait une proche d'Aurélien Rousseau en écoutant l'ancien président discourir en réunion de groupe début février. Un autre cadre du PS file la métaphore : « Hollande, c'est le monstre sous le lit ! Tout le monde a peur de lui. » Que cherche-t-il ? Plus personne à gauche ne croit à cette passion retrouvée sur les bancs de l'Assemblée nationale, et tous sont convaincus que l'homme joue une autre partition. « Il n'est pas dans une démarche de saturation de l'espace médiatique, corrige l'entourage de François Hollande. Il a une position de facilitateur, il fait passer des messages à François Bayrou notamment pour obtenir des victoires sociales. Si on censure Bayrou, il y a qui après ? Retailleau ? Si on fait la politique du pire, on aura le pire. »

Un chronomètre a été installé en réunion de groupe tant les prises de paroles de certains s'éternisent, mais François Hollande ne regarde jamais la montre. Si l'accord de non-censure n'est pas de son fait, voir certains – Mélenchon le premier – raconter qu'il a joué un rôle prépondérant n'est pas pour lui déplaire. Le voilà revenu au centre du jeu, ancien président, député, porte-parole d'une majorité de députés socialistes pour la non-censure, et plus encore. « C'est un roublard. Il se pose sur une conversation et fait croire qu'il en est à l'origine. Il fait des putschs symboliques », s'étrangle Laurent Baumel, qui prévient : « Le PS doit faire attention : ce n'est pas parce qu'on est passé par la Nupes et le NFP qu'il faut se re-hollandiser. »

François Hollande, un *sparring-partner* idéal. Voyez donc Jean-Luc Mélenchon le rhabiller à intervalles très réguliers en marionnettiste des socialistes. Combien de fois le triple candidat à l'élection présidentielle a-t-il cité l'ancien président de la République dans son entretien à *La Tribune Dimanche* ? « François Hollande a la main. Il a retourné tout le groupe socialiste en un an. Ce n'est pas rien », affirmait le leader insoumis dans les colonnes de l'hebdomadaire. Le spectre d'un retour de Hollande, il en est convaincu, peut jouer en sa faveur. Olivier Faure observe le pugilat à distance. « Il y a un jeu entre Jean-Luc Mélenchon et Hollande, c'est cousu de fil blanc et c'est même grossier, confie-t-il. Chacun pense qu'il coupera l'omelette en deux et qu'il prendra la plus grosse part. »

Mélenchon le rhabille à intervalles réguliers en marionnettiste des socialistes

Le Premier secrétaire y trouve son avantage, malgré les apparences. Certes, ce retour l'agace. Certes, il adorerait tordre le cou à l'idée selon laquelle l'ancien chef de l'Etat exercerait une quelconque influence sur son groupe. Mais la rumeur a ses avantages… « Le meilleur promoteur de l'idée d'un duel entre Hollande et Mélenchon, c'est Olivier Faure », souffle un député socialiste, qui l'assure : la menace d'une hollandisation du parti n'existe pas. Le congrès socialiste approchant, Faure et ses proches, comme Jean-Luc Mélenchon, tirent le même fil blanc qu'ils dénoncent. Ceux qui oseraient se présenter contre lui à la tête du PS sont les agents traitants de François Hollande, ou ses meilleurs alliés à tout le moins, pense le Premier secrétaire. Nicolas Mayer-Rossignol, Boris Vallaud (qui hésite encore à se porter candidat au congrès), Philippe Brun et même le sénateur Alexandre Ouizille, tenté par l'aventure et pourtant anti-Hollande radical… Faure et les siens les rhabillent tous en zélateurs de François Hollande. « Qu'est-ce que nos concurrents au congrès peuvent bien faire d'autre sinon défendre la ligne hollandaise, même malgré eux ? Quelle que soit la personne qui remplace Olivier, Hollande revendiquera la victoire », expose l'entourage du Premier secrétaire. Indispensable à tous, François Hollande.

T. SAMSON/AFP

Evincer Olivier Faure et dépasser Jean-Luc Mélenchon : la voie est étroite.

Ses amis trahissent un secret de polichinelle. « Le type n'arrête pas. Il voit plein de gens, enchaîne les réunions publiques, la semaine à Paris, le week-end en Corrèze, raconte un sénateur. Il pourrait rester au chaud, rue de Rivoli, à faire ses livres, mais il reste sur le ring et ça marche. Hollande est le mieux préparé de tous. » Préparé à quoi ? A 2027 pardi ! Il prend les obstacles les uns après les autres. Le congrès en est un, et quel obstacle. Il se cherche un prête-nom, un candidat capable de faire tomber Olivier Faure mais les héritiers ne se bousculent pas au portillon. « Personne n'a intérêt à être son candidat », glisse un opposant à Faure. Les hollandais, eux, s'activent en coulisses, cherchant l'interstice dans le clan fauriste qui pourrait devenir fracture. Pierre Jouvet, porte-flingue de Faure, a de l'ambition. « Tu ferais un bon Premier secrétaire ! » lui a glissé François Hollande il y a quelques mois. « C'est ton moment », ont soufflé des amis de Hollande à Sébastien Vincini, président du conseil départemental de Haute-Garonne et autre fidèle de Faure. Laurent Baumel ironise : « Vous voulez être Premier secrétaire du PS ? Allez dans son bureau et vous sortirez Premier secrétaire. »

Ce que cherche Hollande dépasse les seules affaires du PS. 2027 n'est pas une date anodine, et la menace de l'extrême droite, toujours plus pressante, l'inquiète. « Il n'y aura pas plus de deux candidatures à gauche », prédit-il. Puisque la candidature insoumise est actée, en dépit du souhait du reste de toute la gauche, il cherche à ce que le candidat de la gauche non insoumise soit en tête au premier tour à gauche. Les européennes de 2024 et les législatives qui ont suivi ont été une leçon, comme une bouffée d'espoir pour lui. « On sous-estime le poids que François Hollande a eu dans la victoire du Nouveau Front populaire. Il a rééquilibré l'image de l'alliance, qui était vue comme la création de Jean-Luc Mélenchon », explique l'entourage de l'ancien président. Encore faut-il un porteur de drapeau social-démocrate pour l'élection reine… Raphaël Glucksmann s'y verrait bien, et Bernard Cazeneuve a retroussé ses manches pour être celui-là aussi. François Hollande a un avantage de plus : la présidentielle, il connaît déjà. ✶

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DU NOUVEAU SPECTACLE

2025

AU PAYS DES ENFOIRÉS

Julien Arruti . Jean-Louis Aubert . Amel Bent . Patrick Bruel . Claudio Capéo . Sébastien Chabal . Alain Chamfort . Julien Clerc . Marie Colin François-Xavier Demaison . Arnaud Ducret . Antoine Dupont . Sofia Essaïdi . Patrick Fiori . Élodie Fontan . Jérémy Frérot . Pierre Garnier Kendji Girac . Jain . Jenifer . Joyce Jonathan . Gérard Jugnot . Joseph Kamel . Claire Keim . Philippe Lacheau . Michèle Laroque . Alexis Lebrun . Félix Lebrun . Nolwenn Leroy . Lorie . Alex Lutz . Ibrahim Maalouf Christophe Maé . Mimie Mathy . Jean-Baptiste Maunier . MC Solaar Kad Merad . Isabelle Nanty . Thomas Pesquet . Matt Pokora . Raphaël Gaëtan Roussel . Axelle Saint-Cirel . Santa . Shy'm . Soprano . Claudia Tagbo . Arnaud Tsapense . Vianney . Vitaa . Ycare . Michaël Youn . Zazie...

DISPONIBLE EN DOUBLE CD & DOUBLE DVD

PLUS QUE JAMAIS, LES RESTOS ONT BESOIN DE VOUS
CHAQUE CD OU DVD VENDU = 17 REPAS OFFERTS AUX RESTOS DU CŒUR

L'intégralité des bénéfices de la vente des doubles CD et DVD sera reversée aux Restaurants du Cœur pour leur action 2025/2026

© Xavier Grobois

Remplacement

Zemmour/Knafo, un fauteuil pour deux

L'eurodéputée, vice-présidente du parti d'Eric Zemmour, n'hésite pas à afficher ses ambitions, au risque d'éclipser son candidat et compagnon.

J. DE ROSA/AFP

Discrète tête pensante en 2022, Sarah Knafo court désormais les plateaux télé.

Le comité des fêtes de Casteljaloux, dans le Lot-et-Garonne, reçoit, le samedi 22 février, un invité de marque pour cette sixième édition de la Fête des bœufs gras. Eric Zemmour, en sa qualité de président de parti, était au premier rang du défilé bovin. Si on lui avait posé la question, il y a une dizaine d'années, il se serait sans doute imaginé un autre passe-temps après une candidature à l'élection présidentielle. Bien sûr, il continue ses visites à l'étranger. Dimanche, pour les législatives allemandes, il était à Berlin, aux côtés de la leader d'extrême droite Alice Weidel. Mais depuis quelques mois, il est moins présent dans les médias, ou avec des personnalités politiques influentes. Moins que Sarah Knafo en tout cas. Qui, au même moment, est sur le chemin retour de Washington, où elle a assisté à la convention des conservateurs en présence des trumpistes et du gratin de l'extrême droite européenne.

Qu'il paraît loin le temps où la trentenaire, tête pensante de la campagne 2022, refusait d'apparaître publiquement, ne jurait que par le « off » et misait tout sur son compagnon et candidat Zemmour. Elue au Parlement européen sur une ligne libérale, souverainiste et identitaire radicale en juin, après une campagne laborieuse, Sarah Knafo s'est vite accommodée de son nouveau rôle de personnalité publique, et bénéficie aujourd'hui d'une surexposition médiatique.

« Qu'est-ce qu'elle est brillante ! » Le compliment est signé Bernard Guetta. L'eurodéputé Renew la rencontre à Strasbourg, dans un taxi pour la gare. Ils bavardent quelques minutes avant qu'il ne lui demande de se présenter. L'intéressée ouvre alors des yeux ronds. « Vous ne savez pas qui je suis ? » L'ancien journaliste est bluffé par l'assurance et la vivacité d'esprit de la jeune femme. Il n'est pas le seul. Au Parlement européen, comme dans la vie, Sarah Knafo s'est professionnalisée dans le réseautage. Avec plus ou moins de finesse. Alexandre Varaut, député Rassemblement national, s'en souvient encore. Les deux siègent ensemble lors d'une réunion, quand la première passe derrière lui, lui gratte le cou, tout sourire, et lui lance un : « Bonjour Alexandre ! » Ils s'étaient croisés une ou deux fois dans le TGV, le frontiste lui avait offert un café. Il n'en revient toujours pas. Elle est comme ça, Sarah Knafo. Le culot, sa marque de fabrique.

Son mandat d'eurodéputée lui sert de laissez-passer. Tant pis si, après l'implosion de Reconquête pendant la campagne européenne, elle n'a pu intégrer que le groupe Europe des Nations souveraines, le plus radical et le plus isolé du Parlement européen, boudé y compris par les formations d'extrême droite. A Bruxelles, elle s'est saisie du sujet « souveraineté numérique », sur lequel elle rédige un rapport. Elle en profite pour rencontrer les représentants français de Meta, les représentants des affaires publiques de Dassault. Paris n'échappe pas à la règle. Quand elle ne siège pas, elle s'occupe de développer son cercle relationnel. Récemment, Sophie de Menthon, la présidente du mouvement patronal Ethic, l'a conviée à l'un de ses déjeuners au très sélect Cercle de l'union interalliée. Elle s'y rendra le 27 mars. Le milieu des patrons la connaît bien. Elle a eu l'occasion de côtoyer certains de ses grands noms aux côtés d'Eric Zemmour. Depuis, Xavier Niel, Henri Proglio et Loïk Le Floch Prigent décrochent toujours leur téléphone lorsqu'elle souhaite les consulter sur un sujet.

Mais elle aime brasser large. Elle papote aussi bien avec Hubert Védrine qu'avec l'ancienne plume de Gabriel Attal, Maxime Cordier, qu'elle connaît bien. A l'écouter, y a-t-il seulement quelqu'un qu'elle ne connaît pas ? Ambroise de Rancourt, le nouveau conseiller de Marine Le Pen ? Elle l'a croisé dans des soirées avec le sondeur frontiste Jérôme Sainte-Marie. Pierre-Edouard Stérin, nouveau mécène de la droite et de l'extrême droite ? Il la trouve, selon *Le Monde*, « extrêmement forte, charismatique et intelligente ». Un constat souvent partagé à la première rencontre. Bien que, parfois, les « amis » désignés relativisent la profondeur de leur relation et n'évoquent qu'une « simple connaissance ». Tant pis. « Je ne pense pas qu'il lui arrive de faire autre chose que de

séduire, ce qu'elle fait très bien. Politiquement, elle ne représente rien mais cherche à exister avec une habileté extraordinaire », résume un élu qui a eu l'occasion d'expérimenter la méthode Knafo.

Méthode qu'elle ne se prive pas d'appliquer au monde médiatique. Depuis l'annonce de sa candidature européenne, pas une semaine ne se passe sans qu'on la croise sur un plateau. Dans les médias de Vincent Bolloré, notamment. C'est ce dernier qui a fait d'Eric Zemmour l'un des visages de CNews. Il ouvre naturellement ses portes à sa successeure, qu'il a connue par son intermédiaire. Depuis des mois, elle est l'invitée régulière de Cyril Hanouna, qui ne se lasse pas de chanter ses louanges, dans son émission *Touche pas à mon poste !* ou sur Europe 1. Idem pour Pascal Praud, qui s'est auto-octroyé un rôle de porte-parole, et lit parfois à l'antenne les réactions écrites ou les lettres que lui envoie l'élue. Sur le fond, la jeune femme revendique la filiation idéologique zemmouriste, tout en cultivant une différence de ton. « Elle offre un nouveau visage souriant et pédago à l'extrême droite, et ça plaît dans les médias de notre camp », commente un proche. La preuve : le 4 février, son visage s'affiche en Une du JDNews, l'hebdomadaire dirigé par Geoffroy Lejeune, fan inconditionnel de Zemmour qu'elle côtoie de longue date. Quelques jours plus tôt, c'est le magazine d'extrême droite *Frontières* (son patron, Erik Tegner, est un vieil ami) qui lui offre sa quatrième de couverture.

Sa présence médiatique dépasse les cercles amicaux. Darius Rochebin, le présentateur star de LCI, l'invite aussi sur la chaîne du groupe TF1. BFMTV la reçoit volontiers pour des débats et des interventions. « C'est fou de faire autant de bruit tout en ayant un si faible poids politique, s'amuse un élu RN. Elle ne représente qu'elle-même ! » Elle-même… et le parti d'Eric Zemmour. D'ailleurs, à Reconquête, certains se demandent où est passé leur patron depuis que Sarah Knafo prend la lumière. Cette dernière balaie le questionnement comme une évidence : en septembre, le couple a décidé de se répartir les tâches : à elle, les médias d'actualité, les matinales et commentaires d'actualité. « Lui n'aime pas ce format trop court, il préfère les émissions de temps long… » D'ailleurs, il est bien occupé, entre l'écriture de son nouveau livre et l'adaptation du *Suicide français* en série. Oui, vraiment, c'est un service qui lui est rendu.

Et puis sa successeure ne peine pas à exister par elle-même. Récemment, elle a développé une tactique de communication fondée sur des « révélations fracassantes ». Ses dernières en date : dénoncer la masse salariale supposément disproportionnée de France Travail ou les dépenses prétendument scandaleuses de l'Agence française de développement. Les deux interventions ont suscité les réactions des organismes mis en cause, qui, forcés de procéder à une mise au point, l'accusent de manipuler l'information. Qu'importe, au fond. Qu'on en parle en mal ou en bien, pourvu qu'on en parle.

Le coup de com' élevé au rang de stratégie, c'est aussi ça le fonctionnement de Sarah Knafo. Dernier exemple en date : la jeune femme est invitée, au même titre que la plupart de ses camarades eurodéputés, à l'investiture de Donald Trump. Elle jure qu'il s'agit d'une invitation personnelle, obtenue grâce à ses « réseaux trumpistes ». La barque est si bien menée qu'elle devient quasiment l'envoyée spéciale des chaînes d'information sur place. En réalité, elle est à des kilomètres du Capitole et assiste, avec d'autres milliers de fans, à l'investiture depuis le Capital One Arena, d'où elle intervient en duplex. Arrondir les angles, ou les agrandir, quelle différence, finalement ? Personne n'a jamais vu l'invitation personnelle. « Evidemment que l'invitation n'existe pas, se marre un proche. Mais quand on lui demande si elle n'a pas l'impression d'en faire des caisses, elle rétorque : "Et alors, si ça marche ?" » Son obsession de la communication lui vaut quelques railleries dans son camp. Une parmi d'autres : l'impression de nombreuses affiches à son effigie par ses équipes du Parlement européen.

« Son charme fonctionne jusqu'à ce qu'on prenne conscience que tout est calculé »

De loin, ses anciens camarades de Reconquête regardent le petit manège avec le sourire. « Son charme fonctionne un temps, jusqu'à ce que le vernis craquelle et qu'on prenne conscience que tout est calculé, manigancé. » Ils gardent un souvenir amer de la campagne de Marion Maréchal, et de la façon dont leurs propres alliés se sont évertués à leur mettre des bâtons dans les roues. Ils en ont tiré un enseignement : Sarah Knafo roule pour elle-même. Une vidéo de l'émission *Quotidien* a beaucoup circulé dans les cercles Reconquête. On y voit Sarah Knafo, à Washington, interrogée par les journalistes et flanquée d'Eric Zemmour, au second plan, muet et peinant à suivre le pas. A Reconquête, on s'étrangle : « On dirait que c'est son stagiaire, c'est insensé ! »

Certains n'en reviennent pas de la « naïveté » de l'ancien journaliste, pourtant chroniqueur de nombreuses aventures et querelles politiques, en passe d'assister « en spectateur à son propre remplacement ». « Quand tu vois l'auteur du *Premier Sexe,* qui a théorisé le masculinisme en politique, se faire rouler dessus par une femme de trente ans, c'est quand même cocasse », raille un cadre. Ceux qui la connaissent l'affirment : elle pense à 2027. L'ennui, c'est que Zemmour aussi. Elle dément, assure qu'il est « trop tôt » pour elle, que son mandat européen la comble. Et puis ce n'est pas pour rien que « tous les jeunes espoirs de la politique sont au Parlement européen », de Jordan Bardella à Manon Aubry, en passant par elle, bien sûr. Ça ne l'empêche pas de glisser quelques ambitions. La mairie de Paris ? « Oui, les candidats potentiels parlent de moi… » C'est d'ailleurs elle que la direction du *Figaro* et l'Ifop ont choisi de tester, dans leur sondage, fin novembre, sur les élections municipales dans la capitale. Elle, aussi, que *Paris Match* a choisi de faire entrer dans son palmarès des personnalités politiques les plus appréciées, toujours avec l'Ifop. Faut-il le préciser ? Elle connaît bien Frédéric Dabi, le directeur de l'institut. La politique est un chemin qu'il est parfois bon d'emprunter seul. C'est donc chacun de son côté qu'Eric Zemmour et Sarah Knafo se rendent, cette année, au Salon de l'agriculture. L'ambition supporte mal la concurrence. Et si Eric Zemmour venait à trouver le temps long, la fête du Cognac n'est que dans cinq mois. ✶

MARYLOU MAGAL

FORUMISLAMFR/X

Selon Bruno Retailleau, les 173 atteintes signalées en 2024 sont « en deçà de la réalité ».

Islam de France

L'Addam pour recenser la haine

Née en février 2024, cette association, parrainée par le ministère de l'Intérieur, a pour mission d'accompagner les victimes d'actes antimusulmans.

Le 13 janvier 2024, au petit matin, un homme aspergeait d'essence la porte d'entrée de la mosquée de Morlaix (Finistère), alors que trois fidèles étaient en train d'y prier. Si les dégâts sont restés très limités, l'auteur des faits – un pépiniériste de 30 ans, ancien légionnaire – a été retrouvé et placé en détention provisoire. Trois mois plus tard, le 8 avril, une mosquée en construction à Lorient (Morbihan) était également l'objet d'une tentative d'incendie, tandis que le portail de celle de Cherbourg-en-Cotentin (Manche) était ciblé, le même jour, par un tir de fusil de chasse. Deux semaines plus tard, malgré l'installation de caméras de surveillance, le même édifice religieux était couvert de tags islamophobes.

Au cours de l'année 2024, 173 faits antimusulmans ont ainsi été dénombrés par le ministère de l'Intérieur – 52 % étaient des atteintes aux biens (attaques de lieux de culte ou de cimetières musulmans, inscriptions, dégradations) et 48 % des atteintes aux personnes (violences physiques, propos ou gestes menaçants, tracts et courriers), selon le bureau central des cultes (BCC) du ministère de l'Intérieur. Si ce chiffre est en baisse de 29 % sur un an – 242 faits avaient été recensés en 2023 –, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a tenu à préciser, le 18 février, que ce recensement était « sans doute en deçà de la réalité ». « Car toutes les victimes ne portent pas nécessairement plainte », expliquait-il en clôture de la deuxième session du Forum de l'islam de France (Forif) – lancé en 2022 –, rappelant que ce début d'année était déjà ponctué de « faits marquants ». Dans la nuit du 13 au 14 janvier 2025, plusieurs commerces halals et une mosquée de Haute-Savoie ont par exemple été vandalisés et visés par des tags racistes, tels que « sale race » ou « Arabes dehors ».

De l'injure à la violence physique, 12 types de faits pourront être répertoriés sur le site

Pour comptabiliser objectivement ces faits et lutter contre ces actes, qualifiés d'« inadmissibles » par le ministre de l'Intérieur, l'Etat compte désormais s'appuyer sur l'Association de défense contre les discriminations et les actes antimusulmans (Addam), un organisme créé en février 2024 dans le cadre du Forif. Présidée par Bassirou Camara, secrétaire général de la Fédération des musulmans du Tarn, l'association a notamment pour rôle d'accompagner les victimes dans le dépôt d'une plainte et le suivi de leurs dossiers. « Dans la communauté musulmane, il existe un sentiment de fatalisme et une certaine méfiance : les victimes craignent que leur plainte ne soit pas prise au sérieux, de manquer de preuves, de ne pas avoir de nouvelles de leur procédure. Nous sommes là pour les inciter à pousser la porte des commissariats », témoigne Bassirou Camara auprès de L'Express. Pour simplifier les démarches des victimes, l'Addam va mettre en ligne en avril une plateforme de signalement permettant de recenser « précisément et objectivement » les actes antimusulmans, définis par l'association comme « des faits de racisme, de haine ou de discrimination dont la victime est une personne physique ou morale musulmane ou supposée comme telle ». 12 types de faits, allant de l'injure à la violence physique, en passant par le harcèlement en ligne, pourront ainsi être répertoriés sur le site. « Le but n'est pas de faire du chiffre pour faire du chiffre : on ne fait pas de clientélisme sur le dos des victimes. Ces signalements seront vérifiés et recoupés, en partenariat avec les autorités », précise d'emblée Bassirou Camara.

Cette collaboration vient combler le vide laissé depuis quelques années entre les représentants du culte musulman et l'Etat : depuis le désaveu par le gouvernement du Conseil français du culte musulman (CFCM), en décembre 2021, et la dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), en 2020, aucune association n'avait vraiment pour objectif de décompter le nombre d'actes antimusulmans sur le territoire. « Ces initiatives viennent mettre un terme à une anomalie : l'absence de référents territoriaux au sein du culte musulman pour échanger avec les autorités sur ces enjeux essentiels », soulignait d'ailleurs Bruno Retailleau dans son discours du 18 février. Dans chaque département, un référent local sera ainsi nommé par l'Addam, puis formé

et chargé de travailler bénévolement en lien avec la préfecture et les autorités locales. L'idée ? Suivre ces signalements, leurs éventuelles conséquences judiciaires et la protection des victimes ou des lieux ciblés – sur le même modèle que le Service de protection de la communauté juive. Bassirou Camara souligne que « chaque profil de référent sera étudié avec sérieux » : « Nous ne voulons pas de militants, ce ne seront pas des électrons libres », martèle-t-il, alors que Bruno Retailleau a clairement mentionné dans son discours que le Forif ne serait pas « une nouvelle version du CFCM [et] n'avait pas vocation à être une instance de représentation ». « C'est le pari de la société civile qui est fait », a précisé le ministre de l'Intérieur, admettant vouloir « tirer les leçons de l'échec » du CFCM : « L'Etat a voulu organiser par le haut le culte musulman. Non seulement, il n'y est pas parvenu, mais cette ingérence étatique a renforcé le poids de l'islam consulaire, lié à des Etats étrangers ou à des intérêts particuliers, tout en laissant sur le bord du chemin des Français musulmans dont les lieux de prière n'étaient affiliés à aucune des fédérations qui constituaient le CFCM. »

Conscient des « écueils » dans lesquels sont tombés ses prédécesseurs, en particulier le CCIF, dissous en 2020 pour diffusion de « propagande islamiste », a jugé le gouvernement, l'Addam assure ne bénéficier « d'aucun réseau de financement issu de pays ou d'organismes qui pourraient exploiter ou récupérer de manière militante l'engagement de l'association ». Pour la création de sa plateforme, l'association a sollicité en 2024 une subvention auprès de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, mais compte également sur des « ressources privées », selon le BCC, qui indique que les membres de l'Addam « ont déjà entrepris une recherche active de dons, en mobilisant leurs réseaux locaux, et en s'appuyant sur les cotisations de leurs adhérents ». Au-delà du simple recensement des actes antimusulmans, l'association compte par ailleurs sur un réseau de professionnels, notamment psychologues et avocats, afin d'accompagner au mieux les victimes et d'exploiter les données recueillies de la manière « la plus précise possible ». « Pour que nous bénéficiions enfin de ressources fiables, et que nos décideurs puissent prendre les décisions qu'il faut en fonction », conclut Bassirou Camara. ✶ **CÉLINE DELBECQUE**

ASSISTANT PÉDAGOGIQUE

Quand les professeurs se tournent vers l'IA

Dans les milieux éducatifs, l'intelligence artificielle progresse. Et fait débat.

« Grâce à l'IA générative, je peux créer des quiz que je soumets à mes élèves pour évaluer leur niveau de vocabulaire. Un gain de temps énorme ! Cela ne me prend plus que quelques minutes de préparation là où autrefois j'aurais pu y passer trois quarts d'heure », raconte Jean-Louis Marin-Lamellet, professeur d'anglais au lycée Saint-Exupéry de Bourg-Saint-Maurice (Savoie), qui a pu tester la nouvelle fonction IA de la plateforme Pearltrees Education, lancée le 4 février.
Un outil destiné à enrichir l'offre que cette société proposait déjà à 150 000 utilisateurs, soit un tiers des professeurs du secondaire en France, depuis 2016. La vocation initiale de ces outils ? Permettre aux abonnés de regrouper dans un « cloud pédagogique » différents contenus scolaires, comme des exercices. Désormais, l'enseignant peut recourir à l'IA en appuyant sur le bouton « prolonger », pour l'aider à préparer ses ours. « Dans le cadre d'une leçon sur a période de la Renaissance, par exemple, il pourra accéder à une version plus "territorialisée" et mettre l'accent sur la ville de Bordeaux si c'est l'endroit où il exerce », explique Patrice Lamothe, le fondateur de Pearltrees. Un enseignant de mathématiques peut aussi demander à la machine de lui fournir quelques exercices sur les fonctions en veillant à ce qu'ils soient adaptés au niveau de ses élèves. « L'outil que nous proposons n'est qu'un "assistant pédagogique" destiné à aider le professeur à réaliser certaines tâches souvent chronophages et lui permettre de se consacrer à sa mission essentielle qui est d'enseigner », poursuit Patrice Lamothe. Le sujet suscite beaucoup de réticences dans le milieu de l'éducation. Mickaël Bertrand, auteur de J'enseigne avec l'IA (Vuibert), évoque cette suspicion en salle des professeurs : « Si l'un d'entre nous propose une note de synthèse pour préparer une réunion, il n'est pas rare que les autres se demandent s'il en est bien l'auteur. Alors qu'en fait, peu importe. Si la note est bien faite et nous permet d'avancer, c'est le principal ! » Clémence*, professeure d'anglais dans l'académie de Nice, y voit aussi un intérêt à l'heure où l'on ne cesse de mettre en avant l'importance de la différenciation pédagogique. « L'IA me permet de faire des retours personnalisés aux élèves. Il suffit de rentrer leurs compositions pour ensuite recueillir des suggestions qui les aideront à enrichir leur vocabulaire ou à se perfectionner en grammaire », explique-t-elle. Le rêve, pas toujours assumé, de beaucoup d'enseignants : que l'IA générative corrige un jour leurs copies à leur place. « Là encore, notre outil ne propose qu'une assistance au professeur puisque c'est évidemment à lui que revient la responsabilité finale de délivrer la note et le commentaire », insiste Patrice Lamothe.
L'IA ambitionne de l'aider à se faire un premier avis. Sans procéder à l'évaluation décisive, ce qui serait de toute façon interdit.

« C'est à l'enseignant que revient la responsabilité finale de délivrer la note »

AMANDINE HIROU

** Le prénom a été changé.*

De la Suède à l'Afrique du Sud : ces « oui, mais » qui tuent

UNE CHRONIQUE D'ABNOUSSE SHALMANI

Un activiste près de Stockholm et un imam homosexuel au Cap sont assassinés, tandis qu'une tolérance dévoyée ouvre la voie aux tueurs fanatisés.

Salwan Momika, 38 ans, a été assassiné chez lui, dans la banlieue sud de Stockholm, le 29 janvier. Pour rajouter du sordide au tragique, il enregistrait un message sur TikTok lors de son assassinat, c'est le premier policier arrivé sur les lieux qui a stoppé la diffusion. Il n'était pas sous protection policière malgré les menaces de mort qu'il recevait quotidiennement.

Réfugié chrétien irakien, poursuivi pour « incitation à la haine raciale » pour avoir brûlé des corans, il devait connaître le verdict le lendemain. Ce n'est que depuis 2023 que la justice suédoise poursuit pour incitation à la haine raciale quelqu'un qui aurait brûlé un coran – la liberté d'expression l'autorisant jusqu'alors. Mais depuis que des pays arabo-musulmans ont bruyamment manifesté, la justice suédoise considère dorénavant que, si c'est de la liberté d'expression, c'est aussi « une agitation contre un groupe ethnique ». Dissonance cognitive. La Suède a capitulé sur ses propres lois devant le bruit et la fureur d'un pays comme l'Irak, où son ambassade avait été attaquée par deux fois. La Suède s'est assise sur ses principes fondamentaux, arrachés à l'Eglise et au pouvoir, après des siècles de lutte, devant la ville de Koufa (Irak), qui offrait 2 millions de dollars et un coran en or de deux kilos à quiconque tuerait Salwan Momika.

L'Occident, à force de se coucher, ne sera bientôt plus capable de se relever

Vous pouvez trouver ça complètement con de brûler un coran, vous pouvez aussi vous cacher derrière les mensonges répétés de Salwan Momika pour obtenir le statut de réfugié politique, vous pouvez aussi vous gargariser de tolérance devant des tueurs fanatisés, vous pouvez trouver que brûler un coran pour « réveiller la Suède » face à la menace islamiste est une insulte. Vous pouvez mais vous ne devriez pas.

Car le blasphème est un droit protégé par une longue et douloureuse histoire occidentale de la liberté, et nous ne devrions pas avoir peur devant des groupes de tueurs à la solde d'Etats corrompus qui se mobilisent en masse contre la liberté d'expression et le blasphème mais sont incapables de nourrir leurs populations, de leur assurer un minimum de sécurité, de liberté, de justice, d'avenir. Vous pouvez ne pas être d'accord avec les idées et les actes de Salwan Momika et vous pouvez même le dire à très haute voix, mais lui interdire l'expression de ses idées, même celui de brûler un coran, c'est criminaliser des idées, c'est devenir le Pakistan où à l'heure où je vous parle plus de 800 personnes sont emprisonnées et condamnées à mort pour blasphème.

Salwan Momika avait posté une dernière vidéo la veille de sa mort : « Je suis fier de moi et de ce que j'ai fait. Je suis convaincu que tout le monde devrait être prêt à se sacrifier et à mourir pour ses principes. » Tandis que l'Occident, de moins en moins fier de ses principes, à force de se coucher, ne sera bientôt plus capable de se relever.

L'imam sud-africain Muhsin Hendricks était le premier imam ouvertement gay au monde, il avait fait son coming out en 1996. Il a été assassiné au Cap le 15 février, pris dans un guet-apens, criblé de balles. Il s'apprêtait à célébrer le mariage de deux femmes, l'une musulmane, l'autre pas. Muhsin Hendricks était un réconciliateur et un passeur, il luttait pour détruire les frontières entre la foi et l'orientation sexuelle mais aussi pour le dialogue interconfessionnel. Il était un homme lucide : « c'est une relation "à l'amour à la haine" avec la communauté musulmane. Parfois, ils voudraient que je sois jeté du haut d'une montagne. Et d'autres fois, ils apprécient qu'il y ait un imam prêt à travailler avec des personnes qu'eux-mêmes ne veulent pas accueillir. » Le Conseil judiciaire musulman sunnite d'Afrique du Sud, tout en condamnant, a tenu à rappeler « qu'il a toujours soutenu que la position de Muhsin était incompatible avec l'enseignement islamique ». Que l'imam Hendricks ait été assassiné parce qu'il était un imam de cœur et de raison ou parce qu'il était homosexuel ou encore parce qu'il était et imam et homosexuel, ne dit qu'une chose : il a été tué car honnête et libre.

Réconciliateur et passeur, il luttait pour le dialogue interconfessionnel

Les « oui, mais » tuent. En Occident comme en Afrique du Sud. Les « oui, mais » au nom du respect malvenu, d'une tolérance dévoyée et de certitudes rances, préparent le terrain pour le prochain attentat, le prochain assassinat et se nourrissent de nos lâchetés. ✶

Abnousse Shalmani, engagée contre l'obsession identitaire, est écrivain et journaliste.

C. KREBS POUR L'EXPRESS

L'EXPRESS

Offre spéciale

+ EN CADEAU, avec votre abonnement.

139€ POUR 1 AN

RECEVEZ LA MONTRE ice watch

Taille :	M (43 mm)	Mouvement :	Miyota 2035
Etanchéité :	10 ATM	Bracelet :	Silicone
Garantie :	2 ans	Couleur :	Bleu marine

BULLETIN D'ABONNEMENT

À remplir et à retourner sous enveloppe non affranchie à L'EXPRESS Libre réponse 18783 - 59789 Lille cedex

EXBM254

OUI, je profite de cette offre pour m'abonner à L'Express Papier + Digital 1 an (52 nos) au tarif de **139€**.
J'ai bien noté que je recevrai **en cadeau** la montre Ice Swatch. Offre réservée à un premier abonnement.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : |_|_|_|_|_| Téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Ville : .....

Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de Groupe L'Express

Si je souhaite découvrir d'autres offres d'abonnement et **régler par carte bancaire**, je me connecte sur **abonnement.lexpress.fr**

Pour bénéficier de mes avantages digitaux et recevoir les informations liées à mon abonnement, j'indique mon adresse email (en majuscules) :

Adresse mail : .....@.....

J'accepte de recevoir les offres des partenaires de L'EXPRESS ❒ oui ❒ non

Offre valable jusqu'au 31/03/2025 uniquement en France métropolitaine, et ne comprenant pas les éventuels suppléments occasionnels. Prix normal de vente de L'Express : 6,90€. Délai d'expédition de la montre Ice Swatch, 2 à 4 semaines après enregistrement du règlement. Conformément à l'article L221-18 du code de la consommation, vous bénéficiez d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de la réception du premier numéro de l'abonnement. Pour faire jouer ce droit, vous pouvez télécharger le formulaire sur support.lexpress.fr, rubrique « mon abonnement », et nous l'envoyer à : L'Express - Service Abonnements - CS 90006 59718 Lille cedex 9. Les informations requises sont nécessaires à L'Express pour la mise en place et la gestion de votre abonnement. Elles pourront être cédées à des Partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre ❒. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un courrier à L'Express.

GROUPE L'EXPRESS, AU CAPITAL DE 37 040,01 € - SIEGE SOCIAL : 112 AVENUE KLEBER 75116 PARIS - RCS 552 018 681 PARIS

OMERTA

Bétharram : quand les notables regardaient ailleurs

Depuis près d'un an, des révélations de violences et de viols ayant eu lieu de 1970 à 2000 dans l'établissement scolaire sortent dans la presse. La renommée de cette institution catholique « à la dure » a longtemps protégé sa réputation.

PAR ALEXANDRA SAVIANA

En 1998, Mgr Pierre Molères, évêque de Bayonne, téléphone au supérieur provincial de l'ordre de Bétharram. Le prélat vient d'apprendre « par la presse » – assure-t-il aujourd'hui – les accusations contre un prêtre de la congrégation, Pierre Silviet-Carricart, directeur du collège-lycée Notre-Dame de Bétharram (Pyrénées-Atlantiques). Il est visé par une enquête pour le viol d'un élève. « On m'a donné des explications très floues sur ce qu'il s'était passé à Bétharram », se souvient-il. L'évêque entend discuter d'éventuelles sanctions. Emprisonné un temps à Pau, le directeur est relâché, puis exfiltré au Vatican, où il occupe un poste d'économe.

Malgré la gravité des faits – il aurait imposé des attouchements à l'enfant le matin de l'enterrement de son père –, Molères abandonne tout projet de sanction. « Carricart était déjà parti à Rome, et j'avais tellement de choses à faire… Cette histoire n'a pas pris tout le champ de ma conscience », avance-t-il aujourd'hui, arguant d'une « grande distance entre Bayonne et Pau ». 103 kilomètres, mais des frontières alors indépassables, semble-t-il. A la fin de l'année 1999, Carricart se jette dans le Tibre, à Rome. Ses obsèques enterreront l'enquête. « Il y a eu une certaine omerta », admet Pierre Molères.

Depuis mars 2024 et les premières révélations du *Monde*, 130 plaintes ont été déposées selon un collectif de victimes. Trois hommes ont été placés en garde à vue le 19 février, suspectés de « viols aggravés, agressions sexuelles aggravées et/ou violences aggravées ». Une information judiciaire a été ouverte vendredi des chefs de viols et agressions sexuelles à l'encontre d'un seul des trois hommes, a annoncé le parquet de Pau. François Bayrou, Premier ministre et ex-président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, jure n'avoir rien su de l'étendue des violences. Il n'est pas le seul. Interrogés, élus, anciens inspecteurs d'académie, recteurs ou membres du clergé expliquent n'avoir rien vu, rien entendu. « Bétharram ? Je ne sais même pas où ça se situe », évacue Patrick Gérard, conseiller d'Etat, recteur de l'académie de Bordeaux de 2002 à 2004. Dans le département et au-delà, l'établissement était pourtant connu pour son éducation « à la dure ». « C'était l'épouvantail, se rappelle Alain Esquerre, ex-élève et lanceur d'alerte. On disait souvent aux enfants : "Si tu n'es pas sage, tu vas aller à Bétharram". »

> « Les garçons entre 12 et 16 ans peuvent être un peu incertains. Relisez Roger Peyrefitte »

Pour la société béarnaise d'alors, Bétharram est cette institution à mi-chemin entre Pau et Lourdes où sont envoyés fils de députés, de médecins, d'avocats. Des fils et filles de la bourgeoisie bordelaise, quelques Toulousains et des Parisiens se mêlent aux gamins du cru. Plusieurs enfants de François Bayrou, élu local et ministre de l'Education nationale, y font leur scolarité. L'épouse du Premier ministre y est catéchiste. Au faîte de sa gloire, Bétharram rassemble des centaines d'élèves, du CP à la terminale. L'édifice gris est séparé du village de 400 âmes par un pont surplombant le gave de Pau.

Son chemin de croix, non loin des grottes de Bétharram – la Vierge Marie y est apparue vers 1200, disent les croyants –, est fréquenté par nombre de pèlerins. Rares sont ceux qui ont échangé avec les élèves. « On ne les voyait jamais dans le village, sauf le mercredi, au sport », se rappelle Michel Corsini, ancien adjoint au maire. Impossible, assure-t-il, d'assister à la punition « du perron » – laisser les élèves grelotter dehors en petite tenue la nuit, en hiver. L'établissement est isolé dans un huis clos étouffant. « C'était un microcosme », concède Pierre Molères. Où le curé est révéré. Lors de son installation au village comme receveur des Postes, Michel Corsini avait dû se présenter à deux autorités : le maire… et le directeur de l'institution, le père Carricart. Ex-élève de Bétharram, Patrice se souvient encore de son arrivée en 1986. Agé de 12 ans, il entre avec ses parents dans le bureau du directeur d'alors, le père Ségur. A la fin de l'entretien, le religieux se lève et met « une gifle monumentale » à l'enfant. « Il m'a dit : "Ici, c'est une caresse" », raconte Patrice. Ses parents restent silencieux. Interne à Bétharram pendant deux ans, il subit « raclées » et harcèlement – il a porté plainte pour violences sexuelles.

A l'extérieur, on veut plus volontiers se souvenir d'un établissement connu pour

mettre au travail les marmots les plus rétifs. Recteur de l'académie de Bordeaux de 1986 à 1989, Jean-Pierre Poussou se souvient de cette « école sévère » mais dit tout ignorer des violences sexuelles, qu'il assimile spontanément à des marivaudages de jeunes gens aux attirances homosexuelles. « Les garçons entre 12 et 16 ans peuvent être un peu incertains. Relisez Roger Peyrefitte. Il le décrit très bien », ose l'ancien recteur, en citant complaisamment l'auteur des *Amitiés particulières*, autoproclamé « pédéraste ».

Même en 1998, la rumeur locale regarde ailleurs. « Les gens parlaient plus des querelles autour du curé local, qui vivait en concubinage avec une Néerlandaise, que de scandales sexuels à Bétharram », ajoute Michel Corsini. La réputation de l'établissement est de toute façon un talisman à préserver. « Les parents disaient "Je l'ai mis à Bétharram", avec une certaine fierté, car cela sous-entendait qu'ils valorisaient travail et discipline », raconte Maurice Triep-Capdeville, ancien maire de Nay, une commune voisine. Chez des adultes qui ont connu des punitions physiques à l'école, ce qui transparaît de Bétharram n'est pas alarmant. « J'imaginais que l'on distribuait des claques, mais c'est tout, avance Max Brisson, sénateur (LR) des Pyrénées-Atlantiques. Il y avait une certaine image de la virilité qui faisait que si on se plaignait, on risquait, pour reprendre le vocabulaire, de "passer pour une fillette". »

Dès 1993, le tribunal de grande instance de Pau condamne Notre-Dame de Bétharram à verser 10 000 francs au père d'un enfant dont le tympan a été perforé après le coup d'un surveillant, a révélé Mediapart. Trois ans plus tard, le père d'un autre élève au tympan perforé porte plainte. Cette fois, des articles relatent les violences physiques. Un inspecteur rend un rapport de trois pages, que L'Express a pu consulter. « Notre-Dame de Bétharram n'est pas un établissement où les élèves sont brutalisés », écrit-il. François Bayrou, alors ministre de l'Education nationale, se rend sur place en compagnie de Philippe Douste-Blazy, en soutien à l'établissement.

Un comité de soutien à Bétharram se forme, comprenant notamment le député RPR Michel Péricard, ou encore le couturier Jean-Charles de Castelbajac, passé par un établissement catholique limougeaud où enseignaient des prêtres de Bétharram. Le père de l'enfant blessé est exclu de l'association de parents de l'école. La vox populi locale a choisi son camp. « Il faut rappeler que la plupart des gens ne subissaient pas de violences !, s'étrangle aujourd'hui une élue municipale de Lestelle-Bétharram. Mon père est passé par l'établissement, mon frère aussi, ainsi que mon fils. Jamais ils n'ont imaginé ce que vivaient les victimes. »

En 1998, l'enquête pour viol contre le père Carricart est confiée à Christian Mirande, juge d'instruction. Ecroué, le religieux sort « vite » de prison. « Quand je l'ai vu sortir aussi rapidement, j'ai eu le sentiment qu'il avait bénéficié d'appuis ayant suscité sa remise en liberté. Les victimes avaient le même profil d'enfants marginalisés, déjà en souffrance », explique Christian Mirande. Un complot ? Trente ans plus tard, plusieurs acteurs évoquent plutôt leur incapacité à prendre la mesure de ces faits si dérangeants. Même l'avocat de l'enfant, Pierre Blazy, dit avoir douté de son client : « J'ai aidé à le défendre, mais je ne l'ai pas cru. A l'époque, il n'avait jamais été question de sexe à Bétharram. » ✷

G. IROZ/AFP

L'établissement, séparé du village par un pont surplombant le gave de Pau, est un véritable « microcosme ».

ÉTATS-UNIS

La bonne fortune de la famille Trump

Depuis son retour au pouvoir, le 47e président tente par tous les moyens de faire fructifier sa célébrité, au mépris de multiples conflits d'intérêts. Ses proches suivent le mouvement.

PAR HÉLÈNE VISSIÈRE (WASHINGTON)

Du jamais vu. Trois jours avant son investiture, Donald Trump lance une nouvelle cryptomonnaie baptisée $TRUMP. « Il est temps de célébrer tout ce que nous représentons : la victoire ! » proclame-t-il sur X. Ce *« meme coin »*, le nom de ces devises numériques fondées sur une image virale sur la Toile (en l'occurrence celle du président), n'a pas de valeur intrinsèque et son prix fluctue en fonction de l'engouement généré via les réseaux sociaux et les médias. Il est donc sujet à une énorme volatilité et très spéculatif. La monnaie Trump a rapidement grimpé à 75 dollars, une hausse de 760 % par rapport au prix de départ, valorisant l'ensemble des jetons à 14,5 milliards. Une fortune, du moins sur le papier, pour le président et ses partenaires, qui détiennent 80 % du stock. « Il semble que Trump ait accumulé plus de richesses ces dernières vingt-quatre heures que pendant toute sa vie », a résumé dans la foulée Jon Christian, du site Futurism. Le jeton a perdu, depuis, les trois quarts de sa valeur, notamment après le lancement trois jours plus tard par Melania, son épouse, de sa propre cryptomonnaie. La valorisation de la Trump *coin* (car il y en a plusieurs) atteint aujourd'hui 2,5 milliards de dollars, nettement plus que celle de la devise de sa femme (494 millions). Le couple a également touché, selon une enquête du *New York Times*, près de 100 millions de dollars en frais de transaction.

WHITE HOUSE

Melania Trump devrait toucher 28 millions de dollars pour un documentaire.

Lors de son premier mandat, Donald Trump a exploité ouvertement sa position à la Maison-Blanche pour s'enrichir, au mépris de toutes les règles. Huit ans plus tard, « les efforts pour monétiser sa présidence sont bien plus vastes et bien plus hardis », estime Richard Painter, ancien responsable des questions d'éthique dans l'administration de George W. Bush. Tout est bon pour gagner de l'argent. La campagne électorale a beau être terminée, Trump continue à lancer une multitude de produits dérivés qui lui rapportent des millions. Dans sa boutique en ligne, on trouve un soutien-gorge de sport tricolore, une raquette de pickleball (variante du tennis), un plateau de charcuterie, une « pochette bling » incrustée de cristaux pour 550 dollars… Depuis son élection en novembre, quelque 168 nouveaux articles ont été mis en vente d'après Citizens for Responsibility and Ethics in Washington (Crew), une organisation de lutte contre la corruption publique. Le milliardaire en fait la promotion tous les jours en bombardant ses partisans de courriels. Pour la Saint-Valentin, il a proposé, moyennant 75 dollars, une photo de lui dédicacée, et un mug (40 dollars) avec le slogan : « J'aime me réveiller en sachant que Trump est de nouveau mon président ». Il a aussi profité de sa victoire aux élections pour gonfler le tarif d'adhésion à son club de golf de Mar-a-Lago, en Floride : il s'élève désormais à 1 million de dollars, contre 200 000 dollars en 2017.

Surtout, il peut se targuer d'avoir bénéficié des largesses de grands patrons américains prêts à tout pour le courtiser. Selon le *Wall Street Journal*, depuis son élection, ils ont donné quelque 80 millions de dollars au couple présidentiel. Melania, aux abonnés absents en 2017, semble avoir décidé de tirer un maximum de profits du retour au pouvoir de son mari. Juste avant le scrutin, elle a publié un livre de Mémoires, s'est fait payer 237 000 dollars pour une allocution devant une association conservatrice pendant la campagne et a demandé 250 000 dollars pour une interview à CNN, qui a refusé. Après la victoire de son époux, elle s'est mise en tête de vendre un projet de documentaire sur son arrivée à la Maison-Blanche. Les studios Paramount et Disney ont proposé respectivement 4 et 14 millions de dollars pour l'achat des droits. Mais en décembre, à la suite d'un dîner à Mar-a-Lago avec Jeff Bezos, Amazon a annoncé qu'il allait payer

40 millions de dollars, dont plus de 70 % devrait revenir à Melania, promue productrice du documentaire. Apparemment, cela ne lui suffit pas. Son impresario propose des « parrainages » tarifés 10 millions de dollars à des PDG de multinationales : en échange, leur nom apparaîtra au générique et ils pourront assister à la première du film.

Ces derniers mois, Donald Trump a aussi récolté une véritable manne financière de la part de groupes de média désireux de rentrer dans ses bonnes grâces. La chaîne ABC de Disney, contre laquelle il avait intenté un procès en diffamation, a accepté de payer 15 millions de dollars de dommages et intérêts. Mark Zuckerberg, lui, a déboursé 25 millions pour mettre fin aux poursuites contre Meta. Le nouvel occupant du bureau Ovale l'accusait de censure pour avoir suspendu son compte Facebook après l'assaut du Capitole en 2021. Ça « a tout l'air d'un pot-de-vin », a résumé la sénatrice démocrate Elizabeth Warren. Même Elon Musk y est allé de son obole pour stopper une action en justice contre Twitter, poursuivi également pour l'avoir banni du réseau en 2021. Il vient de verser au chef de l'Etat 10 millions de dollars. Une grande partie de ces sommes est censée financer la future bibliothèque présidentielle.

Traditionnellement, les locataires de la Maison-Blanche, une fois élus, cèdent leurs actifs ou les transfèrent dans un trust géré de manière indépendante. A son arrivée en 2017, Donald Trump a organisé une conférence de presse avec son avocat fiscaliste devant des piles de documents. Il s'agissait de montrer qu'il travaillait dur à mettre en ordre ses affaires pour éviter qu'on l'accuse de corruption. Mais il est le premier leader américain à avoir refusé de se séparer clairement de ses intérêts financiers : il s'est contenté de placer ses actifs dans un fonds géré… par ses enfants. Ce n'est pas tout : lors de son premier mandat, l'organisation Crew a recensé près de 4 000 conflits d'intérêts. Le président a par exemple collecté des centaines de milliers de dollars du contribuable en faisant payer au Secret Service, chargé d'assurer sa sécurité, les chambres à Mar-a-Lago et dans ses clubs de golf !

Le chef de l'exécutif américain est exempté des règles fédérales qui limitent ce type de conflits. La Constitution, en revanche, lui interdit de recevoir des « cadeaux » de puissances étrangères. Qu'importe ! Donald Trump a continué à toucher en toute impunité les revenus de ses hôtels fréquentés par les Qataris, les Roumains, les Chinois, à la recherche de faveurs. Il avait même pensé organiser un sommet du G7 dans son club de golf à Miami. Il y a renoncé devant le tollé.

Huit ans plus tard, le 47e président semble plus que jamais déterminé à gonfler son compte en banque, profitant d'un congrès républicain servile qui lui laisse les mains libres. Les risques de conflits d'intérêts se sont multipliés du fait de la considérable expansion de son empire ces dernières années. La Trump Organization a promis, dans le cadre de son plan éthique, de ne pas accepter de nouveaux contrats avec des gouvernements étrangers. L'argent dépensé dans les hôtels par des

BAONA/ISTOCK/GETTY IMAGES

Lors de son premier mandat, Trump avait déjà cherché à monétiser sa présidence. Ses efforts aujourd'hui sont bien plus vastes.

K. HOLSTON/POOL/GETTY IMAGES/AFP

Les enfants Trump sont partie prenante dans de multiples investissements.

dignitaires d'autres pays sera reversé au Trésor. Le groupe « s'attache, non pas juste à appliquer, mais à largement dépasser ses obligations légales et éthiques pendant la présidence de mon père, » a assuré Eric Trump, chargé de l'entreprise familiale. Il n'écarte cependant pas la possibilité d'accords avec des partenaires étrangers privés ni la poursuite de nouveaux projets aux Etats-Unis. « Devrais-je stopper toute expansion ? Je ne sais pas quelle est la réponse. J'ai essayé de bien faire en 2016 et j'en ai retiré peu de reconnaissance », a-t-il déclaré dans une interview.

La Trump Organization est déjà en partenariat avec LIV Golf, la ligue créée par l'Arabie saoudite, qui organise un tournoi en avril au club de Doral, en Floride. Elle a aussi signé toutes sortes de projets immobiliers au Moyen-Orient, au Vietnam, en Serbie… Parallèlement, Jared Kushner, le gendre du chef de l'Etat, a fondé un fonds d'investissement financé en grande partie par les Saoudiens. Car tout le clan exploite financièrement la célébrité du patriarche. Don Jr., le fils aîné, est associé à une série de sociétés, dont un fabricant de drones, une firme de capital-risque… Eric, son frère, cherche à racheter l'hôtel à Washington qu'il avait revendu en 2022, tandis que sa femme Lara va animer une émission sur Fox News…

En chiffres (en dollars)

2,5 milliards Valorisation de $Trump, un *meme coin*.

40 millions Prix payé par Amazon pour un documentaire sur Melania.

5,6 milliards Capitalisation boursière de Truth Media.

Plus inquiétant, la famille a investi dans de nouveaux secteurs. La plus grosse partie de sa fortune, du moins sur le papier, ce sont ses 53 % dans Trump Media & Technology Group, la maison mère de Truth Social, son réseau social. Après son introduction en Bourse l'an dernier, l'action s'est envolée de manière spectaculaire avant de chuter. Truth Media a perdu 400 millions en 2024, son nombre d'utilisateurs reste maigre… ce qui ne l'empêche pas, curieusement, d'être valorisée à 6,2 milliards de dollars.

Ces derniers mois, les Trump, y compris Barron, le benjamin (18 ans), se focalisent sur les cryptomonnaies. Outre le lancement d'un *« meme coin »* avant l'investiture, ils sont impliqués dans World Liberty Financial, une autre start-up, qui a levé 300 millions de dollars pour vendre des jetons. De son côté, Trump Media a annoncé qu'il allait créer TruthFi, une plateforme de produits d'investissement et de services financiers. Dès son arrivée au pouvoir, le dirigeant américain a signé un décret visant à assouplir la réglementation de l'industrie des cryptomonnaies. Les observateurs mettent en garde contre les conflits d'intérêts évidents, mais aussi les risques de manipulation et de trafic d'influence. « Tout gouvernement étranger peut arranger un accord en coulisses pour gonfler la valeur du jeton au bénéfice [de Trump] », résume Puja Ohlhaver, une avocate spécialiste de technologie. Depuis les élections, l'entrepreneur chinois Justin Sun, sous le coup d'une enquête de l'Autorité des marchés financiers, a acheté pour 75 millions de jetons de World Liberty Financial, dont il est maintenant conseiller. La Banque centrale suisse, selon l'ONG Crew, a pris une participation l'an dernier dans Truth Media.

« Le système a marché jusqu'ici car tous les présidents ont fait passer la fonction avant leur enrichissement personnel », reprend Richard Painter. Il reconnaît toutefois que les lois, qui reposent sur la bonne foi de l'occupant de la Maison-Blanche, n'ont pas été écrites pour un individu peu soucieux d'éthique, à la tête de sociétés cotées, évaluées à des milliards de dollars. Donald Trump, à peine en place, a démantelé le système de contrôle. Il a limogé une vingtaine d'inspecteurs généraux chargés de déceler la corruption, ainsi que les directeurs de deux agences fédérales responsables des questions d'éthiques. Il a également fait suspendre la loi qui interdit aux entreprises américaines d'offrir des pots-de-vin à des gouvernements étrangers pour obtenir des contrats. Ces actions « vont faciliter ses efforts actuels et ceux de son administration pour tirer un profit personnel et éviter de rendre des comptes. On ne peut pas le laisser faire », a réagi sur X Noah Bookbinder, le président de Crew.

Mais il n'y a guère de parade possible. En minorité, les démocrates, ne peuvent pas diligenter d'enquêtes au Congrès comme en 2017. La Cour suprême a accordé au président une vaste immunité dans l'exercice de ses fonctions. Et les poursuites intentées lors de son premier mandat pour avoir reçu des paiements de pays étrangers ont traîné, avant d'être abandonnées à son départ en 2020. Lorsqu'on lui a demandé récemment s'il comptait continuer à vendre ses *« meme coins »*, Donald Trump a répondu : « Je ne sais pas grand-chose là-dessus à part que je les ai lancés. On m'a dit que ça marchait très bien. »

Une vingtaine d'inspecteurs chargés de déceler la corruption ont été limogés

Ukraine

Zelensky face au faux procès de Trump

A l'instar du Kremlin, le président américain considère le leader ukrainien comme illégitime, alors même que la tenue d'élections est impossible.

Un même se propage depuis quelques jours sur les réseaux sociaux ukrainiens. D'un côté, une scène montrant des individus s'affrontant dans une bousculade générale et sous-titrée « Les Ukrainiens quand ils débattent de politique interne » ; de l'autre, une image de participants disciplinés siégeant autour d'une table de réunion, intitulée « Les Ukrainiens quand Trump insulte Zelensky ». Unis contre l'adversité, ces derniers n'ont pas du tout apprécié les déclarations agressives de Donald Trump, qui a qualifié leur chef de guerre de « dictateur sans élections », l'exhortant à « agir rapidement s'il ne souhaite pas perdre son pays ». Cette menace s'accompagne d'une affirmation surprenante : selon le président américain, l'Ukraine « devrait 500 milliards de dollars » à Washington comme retour sur investissement, même si, en réalité, les Etats-Unis ont débloqué 67 milliards de dollars d'aide financière et 31 milliards d'assistance financière, selon le Kiel Institute.

Les Ukrainiens, Volodymyr Zelensky en tête, perçoivent dans ces propos l'influence du Kremlin et de sa machine de désinformation. La veille, Trump reprenait mot pour mot la rhétorique de Moscou en réclamant des élections en Ukraine, faisant écho à l'argument russe selon lequel aucun accord de paix n'est envisageable avec Zelensky, jugé « illégitime » depuis l'expiration de son mandat en mai 2024. Trump a même affirmé que Zelensky ne bénéficiait que de 4 % de taux de confiance, alors que les derniers sondages lui accordent 63 %. Le président ukrainien a renvoyé la balle à son homologue, le 23 février : « Si vous avez vraiment besoin que je quitte mon poste, j'y suis prêt », a-t-il lancé lors d'une conférence de presse à Kiev, proposant d'échanger son départ contre une adhésion de l'Ukraine à l'Otan.

L'animosité de Trump à son égard remonte à 2019, quand le président américain s'est retrouvé sous le coup d'une procédure d'*impeachment* après ses pressions sur Zelensky. Lors d'un appel téléphonique, Trump conditionnait une aide militaire de 400 millions de dollars à l'ouverture d'une enquête sur les activités du fils de Joe Biden en Ukraine.

Entre Washington et Kiev, la rupture semble consommée. « Il faut que Zelensky comme l'Europe comprennent que nous entrons dans une nouvelle réalité. Les Etats-Unis ne constituent plus un partenaire stratégique pour l'Ukraine sur les plans militaire, économique et politique », déplore, à Kiev, le politologue Volodymyr Fessenko. « Un cessez-le-feu reste envisageable, mais, tout comme il n'a pas signé l'accord sur les minéraux, Zelensky ne signera pas un accord de paix limitant la souveraineté ukrainienne », poursuit-il.

L'organisation d'un scrutin se heurterait à des obstacles insurmontables

Comme leur président, 60 % des Ukrainiens se disent opposés à la tenue d'élections pendant la guerre. En plus d'être interdite pendant la loi martiale, l'organisation d'un scrutin se heurterait à des obstacles logistiques insurmontables, sous des nuées de missiles russes. A cela s'ajoute le fait qu'un tiers de la population a dû quitter son domicile : plus de 7 millions d'Ukrainiens ont fui le pays et 4,5 millions ont été déplacés à l'intérieur. Avec, en plus, 18,5 % du territoire sous occupation russe, la perspective d'élections semble totalement irréaliste.

« Comment organiser le vote des centaines de milliers de militaires ? Et qui assurera la surveillance du vote ? Je vois mal des observateurs internationaux à Pokrovsk », s'interroge Olena Haloushka, cofondatrice du Centre d'action anticorruption. Comme cette ville du Donbass rasée par les Russes, certaines localités ne disposent même plus de bâtiment intact pouvant accueillir les urnes. Le directeur de la commission électorale a par ailleurs déclaré que l'Ukraine demeurait trop vulnérable aux ingérences russes pour lancer un scrutin en ligne ou par correspondance. Même en cas de trêve, l'organisation d'élections serait dangereuse pour Kiev. « Il n'y aurait pas de garantie que le territoire ne serait pas attaqué après la levée de la loi martiale, au moment où les frontières s'ouvriraient. Les hommes seraient autorisés à quitter le pays, l'armée serait relevée. La Russie attaquerait à nouveau, avec pour

LE BUREAU PRÉSIDENTIEL DE L'UKRAINE

Volodymyr Zelensky a rencontré J.D. Vance, le vice-président américain, à Munich.

J. MACDOUGALL/AFP

L'ex-président Petro Porochenko s'est déclaré candidat à la future élection.

but de prendre Kiev, alors que nous serions en pleine campagne électorale », met en garde le politologue ukrainien Mykola Davidiouk.

L'ancien président Petro Porochenko, qui a proclamé sa candidature pour la prochaine présidentielle en avril dernier, se tient en embuscade. Malgré sa défaite écrasante face à Zelensky en 2019 et une forte impopularité, le « roi du chocolat » (il a fait fortune dans cette industrie) conserve un noyau dur de fidèles. Leader de la principale force d'opposition avec 27 sièges sur 450 à la Rada, il cultive une posture présidentielle et développe une diplomatie parallèle, comme lors de sa récente visite à Washington, où il a rencontré le conseiller à la sécurité nationale Mike Waltz.

A la veille de l'échange téléphonique entre Poutine et Trump, le 12 février, Zelensky a sans doute commis une erreur en imposant des sanctions contre Porochenko, accusé de menacer la sécurité nationale. Perçues comme politiques, ces mesures suscitent des critiques de l'opposition et de la société civile, qui dénoncent une « procédure extrajudiciaire ». L'ex-président ne représente même pas la principale menace électorale pour Zelensky. La véritable surprise pourrait venir de Valeri Zaloujny, l'ancien commandant en chef nommé l'an dernier ambassadeur au Royaume-Uni après son limogeage. Les derniers sondages lui accordent 27 % des intentions de vote, devant Zelensky à 16 %, tandis que Porochenko stagne à 7 %.

Car si la popularité de Zelensky culminait au début de l'invasion, les griefs, depuis, s'accumulent. Sa gestion des affaires militaires, en particulier, suscite la controverse, comme l'illustre la mise à l'écart du lieutenant général Serhi Naïev. Ce commandant des forces conjointes depuis 2020 s'est vu relégué au commandement d'un simple groupe tactique dans l'une des zones les plus dangereuses du Donbass après avoir exprimé des critiques publiques. Ce type de traitement est également appliqué à des voix dissidentes de la société civile.

La ligne à tenir est complexe, pour les opposants. « Il est particulièrement périlleux de critiquer le gouvernement durant une invasion à grande échelle, car la propagande russe exploite la moindre information contre nous, confie l'activiste Olena Haloushka. La stratégie russe cherche à effacer la distinction entre l'Ukraine et la Russie, à présenter deux régimes autoritaires en conflit. Nous alertons constamment les autorités ukrainiennes sur l'importance de ne pas alimenter ces narratifs, de respecter la démocratie, de continuer la lutte anticorruption. »

Le précédent roumain d'un candidat à l'élection présidentielle propulsé par TikTok avec l'appui de la Russie inquiète, mais l'émergence d'un nouveau candidat prorusse paraît pour l'heure peu probable. « Moscou peut néanmoins continuer à diviser la société ukrainienne sur les questions de justice sociale, de mobilisation dans l'armée, et surtout sur le dilemme entre reconquête territoriale et négociations avec Moscou », décrypte Volodymyr Solovian, directeur du groupe d'analyse sur les menaces hybrides.

Cette stratégie se déploie principalement via l'application Telegram, qui informe désormais 70 à 80 % des Ukrainiens, face à une télévision discréditée, qui parle de la guerre avec le seul point de vue du gouvernement. Les canaux Telegram du Kremlin en Ukraine martèlent désormais que Kiev aurait dû accepter les conditions russes lors des négociations d'Istanbul en mars 2022 pour éviter deux années de morts inutiles. Une rhétorique désormais reprise par Trump, devenu le porte-voix du Kremlin. ✶

CLARA MARCHAUD (KIEV)

Au pied du mur

Se défendre sans les Américains, le défi de l'Europe

Sans Washington, un possible envoi de troupes européennes en Ukraine s'annonce ardu. Et demandera de lourds investissements.

Au cœur de l'hiver, en ce 22 janvier, un optimisme prudent souffle encore dans les capitales européennes. Donald Trump, fraîchement investi, s'adresse à Vladimir Poutine sur son réseau social Truth. « Arrêtez cette guerre ridicule ! [...] Si nous ne parvenons pas à un accord, et rapidement, je n'aurai pas d'autre choix que de mettre en place des niveaux élevés de taxes, de droits de douane et de sanctions sur tout ce qui est vendu par la Russie aux Etats-Unis et dans d'autres pays », lance, offensif, le président américain. Les Européens se prennent à rêver : le nouvel hôte de la Maison-Blanche va-t-il surprendre et se montrer ferme avec le maître du Kremlin ? Voire lui arracher un *« deal »* favorable à Kiev ?

Un mois plus tard, leurs espoirs ont volé en éclats. Un appel d'une heure et demie entre Donald Trump et son homologue russe, le 12 février, aura suffi. Ses insultes, la semaine suivante, contre Volodymyr Zelensky, qualifié de « dictateur » et de « comédien modeste », ont fini d'enfoncer le clou. Dans les chancelleries européennes, l'expectative a laissé place à l'effroi de voir Washington s'aligner sur l'agenda de Moscou. En toile de fond, la perspective vertigineuse de devoir assumer seules la charge du soutien à l'Ukraine et la défense du continent contre les ambitions impérialistes de leur voisin russe. Une révolution copernicienne pour une Europe habituée, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à s'abriter sous le parapluie de la première puissance mondiale.

Encore groggy, les dirigeants du Vieux Continent se sont réunis en urgence à Paris les 17 et 19 février pour déterminer la marche à suivre. Au cœur des débats : la question d'un envoi de troupes européennes en Ukraine pour garantir la

sécurité en cas d'accord de paix – une idée formulée par les équipes de Donald Trump dès sa campagne. Mais privés du soutien américain, sauront-ils s'y résoudre ? Un mois plus tôt, le 21 janvier, Volodymyr Zelensky avait jeté un pavé dans la mare en évoquant pour la première fois le nombre de soldats européens nécessaires selon lui. « 200 000, c'est un minimum. Sinon, ce n'est rien », avait jaugé le président ukrainien, en marge du forum de Davos.

Les Européens en ont-ils seulement les moyens ? « Sans les Américains, une présence permanente de 200 000 hommes est impossible, tranche Thibault Fouillet, directeur scientifique de l'Institut d'études de stratégie et de défense. Pour s'en approcher, il faudrait que les Etats européens mettent la quasi-totalité de leurs moyens militaires en Ukraine. » Un scénario peu probable. En coulisses, on évoque plutôt une force multinationale de 30 000 à 50 000 soldats. « Ce serait le minimum, jauge le général Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de la *Revue Défense nationale*. En dessous, le risque serait de n'être pas suffisamment dissuasif vis-à-vis de la Russie. » Surtout compte tenu d'un front s'étalant sur 1 300 kilomètres. Cette force terrestre s'accompagnerait vraisemblablement d'une composante aérienne, chargée de muscler la défense du ciel ukrainien.

La diplomatie russe ne s'y est pas trompée. Lors d'une première session de pourparlers à Ryad le 18 février avec ses homologues américains, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a jugé « inacceptable » tout envoi de troupes européennes chez son voisin. « Les Ukrainiens n'accepteront aucun accord qui ne prévoirait pas de solides garanties de sécurité, objecte Olevs Nikers, président de la Baltic Security Foundation et conseiller du gouvernement letton. En tant que pays souverains, nous n'avons de toute façon besoin ni de la permission de la Russie ni de celle de Trump pour déployer des troupes. »

A ce stade, plusieurs pays ont ouvert la porte à une telle opération. Outre la France, le Royaume-Uni s'y est dit prêt « si un accord de paix durable est conclu », de même que la Suède ou les pays Baltes. D'autres, en revanche, se montrent plus frileux. Au premier rang desquels l'Allemagne et la Pologne : la première a jugé cette initiative « inappropriée », et la seconde l'a d'ores et déjà exclue.

En l'absence du grand frère américain, l'un des principaux défis serait pour les Européens de combler les trous dans la raquette. « Il y a déjà la question du commandement : savoir qui donne les ordres, relève le général Pellistrandi. En outre, l'Europe manque de capacités logistiques, comme des avions gros-porteurs, pour transporter d'énormes quantités de matériel vers l'Ukraine. » Dépourvus des vastes arsenaux américains, les Vingt-Sept ne réunissent pas une masse suffisante d'hommes et d'équipements. « En dépit de leurs forces très qualifiées, la plupart des armées européennes n'ont pas assez de moyens pour soutenir un conflit de longue durée », résume Tomas Ries, professeur à l'Ecole supérieure de la défense nationale de Stockholm.

Pour l'heure, rares sont les Européens à envisager une action en Ukraine sans garantie de Washington. Tout en reconnaissant que l'Europe devait « jouer son rôle », le Premier ministre britannique Keir Starmer a estimé le 17 février que tout accord de paix devait contenir un « filet de sécurité américain » pour dissuader la Russie d'attaquer à nouveau son voisin. C'est l'objet de sa visite à Washington du 27 février – après celle d'Emmanuel Macron trois jours plus tôt. Ce prérequis est pourtant loin d'être assuré. Lors d'une réunion avec ses homologues européens le 12 février, le secrétaire américain à la Défense Pete Hegseth a ainsi indiqué que les soldats déployés en Ukraine ne le seraient pas dans le cadre de l'Otan et ne seraient donc « pas couverts par l'article 5 » – prévoyant une assistance mutuelle entre les membres de l'Alliance en cas d'agression contre l'un d'eux.

Le cas échéant, la tentation pourrait être grande pour Moscou de tester la détermination des forces présentes sur le sol ukrainien. « Il est probable que les Russes tenteront de provoquer un incident, juge le général Pellistrandi. Les règles d'engagement devront être claires si une patrouille européenne venait à être prise pour cible. » Leur capacité à répondre à tout acte d'intimidation sera déterminante. « Seule la force est de nature à dissuader la Russie, abonde Olevs Nikers, de la Baltic Security Foundation. Il faudra montrer à Poutine que ces forces ne sont pas juste symboliques, mais prêtes à se battre en cas de besoin. »

Qu'ils le veuillent ou non, les Européens pourraient n'avoir guère le choix que de se préparer à une possible confrontation avec Moscou, en Ukraine ou sur leur sol. Dans une note rendue publique début février, les services de renseignements danois ont estimé que la Russie pourrait être prête à mener une « guerre à grande échelle » en Europe d'ici cinq ans si « elle perçoit l'Otan comme militairement affaiblie ou politiquement divisée ». « Il est urgent et fondamental que les Européens remontent en puissance en matière de défense, insiste Tomas Ries, à Stockholm. Nous en avons encore la possibilité, mais cela impliquera un effort politique et économique important. » Selon une étude publiée le 21 février par le groupe de réflexion proeuropéen Bruegel, la hausse des dépenses militaires européennes pour dissuader une nouvelle agression russe pourrait se chiffrer à au moins 250 milliards d'euros par an. ✶

PAUL VÉRONIQUE

OTAN

Réunion des ministres de la défense de l'Otan le 12 février, à Bruxelles.

Mise en garde

John Bolton : « Donald Trump capitule au nom de l'Ukraine »

Selon son ancien conseiller, le président américain préfère traiter avec des dictateurs plutôt qu'avec ses alliés. Et rend le monde plus dangereux.

John Bolton a tenu dix-sept mois aux côtés de Donald Trump à la Maison-Blanche avant d'être congédié, comme tant d'autres, par son patron. L'ex-conseiller à la sécurité nationale est aujourd'hui très critique du président américain, qu'il considère comme un danger pour le monde. Et une proie facile pour Vladimir Poutine.

L'administration Trump exclut l'Europe des négociations sur la guerre en Ukraine. Etes-vous surpris ?

WIKIMEDIA COMMONS

John Bolton Non, car Donald Trump veut négocier directement avec Poutine, qui, lui aussi, rêve de ce tête-à-tête. Il préfère traiter avec des leaders autoritaires comme Xi Jinping ou Vladimir Poutine qu'avec des alliés démocratiques. Pourquoi ? Parce qu'ils ne s'encombrent pas de « détails » comme les lois, les tribunaux ou l'opinion publique.

Les dirigeants européens s'indignent, mais Trump s'en moque…

S'indigner ne changera rien, l'Europe et l'Ukraine doivent passer à l'acte. S'il existait une alternative crédible pour l'Ukraine en matière d'assistance militaire et économique, qui permettrait de résister à l'abandon des Etats-Unis, Volodymyr Zelensky n'aurait pas à accepter quoi que ce soit, car les Russes ne pourraient pas l'emporter sur le champ de bataille.

Beaucoup de dirigeants européens se demandent comment s'y prendre avec Donald Trump. Vous qui avez travaillé avec lui, quelle est votre réponse ?

Si vous ne lui tenez pas tête, il continuera à vous écraser. Trump dit à tout bout de champ que s'il a des relations personnelles avec un dirigeant étranger, alors les Etats-Unis ont de bonnes relations avec ce gouvernement. Il pense que Vladimir Poutine et lui sont amis. Ce n'est pas réciproque, je vous le garantis ! Poutine pense juste que Trump est une cible facile. Et grâce à sa formation au KGB, il va essayer de le manipuler. J'observe Vladimir Poutine depuis plus de vingt ans, je l'ai rencontré pour la première fois en octobre 2001. C'est l'individu le plus froid et dépourvu de sentiments que j'ai jamais rencontré.

Trump semble faire toutes les concessions à la Russie avant même d'entrer dans les négociations…

C'est terrible, mais prévisible. Donald Trump a annoncé son programme pendant la campagne. Beaucoup de gens ne voulaient pas le croire. Certains de mes amis républicains me soutenaient mordicus que Trump ne voudrait pas se coucher face à Poutine car il aurait l'air d'un perdant et qu'il avait horreur de ça… En réalité, ce que veut Trump plus que tout, c'est en finir à tout prix avec cette guerre. Pour lui, les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient sont les guerres de Biden et il ne veut pas qu'elles soient un fardeau pour son second mandat. Mais il n'est pas difficile de mettre fin à une guerre rapidement quand on capitule. Voilà ce que fait Donald Trump : il capitule, au nom de l'Ukraine. Il est aujourd'hui clair qu'il a royalement ignoré les alliés européens. Dans l'esprit de Trump – qui n'est pas celui d'une personne raisonnable –, cela fait de lui un homme fort.

M. NGAN/AFP

« Dans l'esprit de Trump, ignorer l'Europe fait de lui un homme fort. »

Donald Trump est-il un danger pour la sécurité du monde, à vos yeux ?

Les observateurs essaient toujours de savoir quelle est la stratégie de Trump, mais il n'en a aucune. Il suit une série d'impulsions. La conséquence ? Un monde beaucoup plus dangereux. Il a récemment déclaré qu'il voulait ouvrir des négociations avec la Russie et la Chine pour réduire leurs dépenses en armement et commencer la dénucléarisation du monde. J'ai vécu à l'époque de l'Union soviétique, puis de la Russie, et croyez-moi, je suis payé pour savoir que les Russes ne respectent jamais leurs accords de contrôle des armements. Penser qu'un accord de maîtrise des armements avec la Chine et la Russie résoudrait tous nos problèmes est donc ironique et naïf.

Il faut bien se rendre compte de l'ignorance de Trump. Quand John Kelly était son chef de cabinet, il lui a demandé si la Finlande faisait toujours partie de la Russie ! Un autre exemple, cette fois je travaillais déjà avec lui : nous étions en Angleterre après le sommet de l'Otan à Bruxelles en 2018. Lors d'un rendez-vous avec la Première ministre Theresa May, nous évoquions l'empoisonnement au Novitchok de Sergueï Skripal, un ancien agent double russe. Un membre de l'équipe britannique a souligné la gravité de la situation : une attaque à l'arme chimique contre une puissance nucléaire. Trump s'est alors tourné vers Theresa May et lui a dit : « Ah bon, vous avez des armes nucléaires ? » Cette anecdote signifie tout simplement que Trump ne connaît rien à rien. Il est persuadé qu'il n'en a pas besoin et que ses relations personnelles avec les autres dirigeants feront la différence. ✷

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE LALANNE

Friedrich Merz, révolutionnaire de l'Allemagne en Europe

UNE CHRONIQUE DE MARION VAN RENTERGHEM

Le futur chancelier veut une défense européenne émancipée des Etats-Unis, envisageant la protection nucléaire française ou britannique. Du jamais-vu.

« Je n'aurais jamais pensé devoir dire cela à la télévision », a déclaré Friedrich Merz, dimanche 23 février, après les premiers résultats des élections législatives allemandes. Le probable futur chancelier, dont le parti (CDU/CSU, chrétien-démocrate) est arrivé en tête avec 28,52 % des voix, a affiché gravement sa conscience de la bascule du monde. Le cap qu'il en déduit pour l'Allemagne est en rupture avec la relation transatlantique qui fonde l'identité du pays depuis 1945. Par ses implications géopolitiques majeures, cet événement dépasse en importance la percée spectaculaire du parti d'extrême droite AfD (20,8 %), bien que celui-ci ait doublé son score de 2021 et devienne le premier parti d'opposition au Bundestag.

Sur la chaîne ARD, Friedrich Merz évoquait la nécessité pour les Européens de développer une défense autonome, émancipée d'une Alliance atlantique cassée par Donald Trump et par des Etats-Unis « largement indifférents au sort de l'Europe ». Deux jours plus tôt, il était encore plus disruptif. Sur la chaîne télévisée ZDF, le 21 février, il avait déclaré vouloir « discuter avec les Britanniques et les Français pour savoir si leur protection nucléaire pourrait également s'étendre à nous ». Il a souligné que l'Allemagne n'avait jamais répondu à cette question, « que le gouvernement français a soulevée à plusieurs reprises auprès du gouvernement allemand ». On l'a compris : avec lui, l'Allemagne répondra. Pour l'Allemagne et pour l'Europe, c'est une révolution. Ou plutôt un début de révolution, tant la défense allemande, encore embryonnaire, est dépendante (comme l'ensemble de l'Europe) de la production américaine – environ 55 % des importations d'armes de l'Allemagne proviennent des Etats-Unis, incluant les stratégiques missiles Patriot et avions F-35. Mais cette prise de position de Merz est cruciale en soi, et ce d'autant plus qu'elle fait écho à celle de Donald Tusk, Premier ministre de la Pologne, pays lui aussi viscéralement attaché à la sécurité américaine. Le chef du gouvernement a ainsi invité les Européens à s'armer et à couper le cordon ombilical avec Washington : « Ne demandez pas à l'Amérique ce qu'elle peut faire pour notre sécurité. Demandez-vous ce que nous pouvons faire pour notre propre sécurité. »

Une rupture avec la relation transatlantique, qui fonde l'identité du pays depuis 1945

Qu'on les examine à la loupe ou de loin sur la carte du monde, les élections législatives allemandes de 2025 sont historiques. Un mois après l'investiture de Donald Trump à la Maison-Blanche, la veille du jour funeste où sont commémorés les trois ans de l'invasion russe en Ukraine et au moment où le président américain rejoue les accords de Munich de 1938 avec Vladimir Poutine en lui faisant cadeau d'un pays qui ne lui appartient pas, l'arrivée programmée de Friedrich Merz à la tête de la chancellerie rompt avec l'attentisme paralysant de son prédécesseur, le social-démocrate (SPD) Olaf Scholz. Désormais sur la même ligne que la majorité de ses homologues européens, notamment du Nord et de l'Est, et alors que les dirigeants français et britannique, Emmanuel Macron et Keir Starmer, s'activent ensemble pour garantir la sécurité de l'Ukraine et du continent, Merz assure le concours de la première puissance économique européenne. Le pire n'est plus certain.

Quand le président américain rejoue avec Poutine les accords de Munich de 1938

Il doit encore former la coalition qui l'élira à la tête de la chancellerie et l'hypothèse la plus probable est celle d'une nouvelle grande coalition CDU-SPD. Les deux partis ont des divergences sur les questions de défense. Le SPD est traditionnellement pacifiste, plus ouvert aux relations avec la Russie, plus frileux sur le nucléaire. La gravité du contexte face à la nouvelle alliance russo-américaine doit les amener à s'entendre. L'idée d'une convergence des forces nucléaires française et britannique est en discussion secrète depuis longtemps entre Londres et Paris. Emmanuel Macron a déjà souligné que « les intérêts vitaux de la France [incluaient] une dimension européenne ». L'autonomie du Royaume-Uni en matière de dissuasion nucléaire est limitée par rapport aux Etats-Unis, mais des coopérations renforcées avec la France sont envisageables et s'imposent. Les Européens de l'Union européenne, et évidemment du Royaume-Uni, doivent devenir capables de se défendre sans dépendre exclusivement des Etats-Unis. La révolution de Friedrich Merz marque une étape historique pour l'autonomie stratégique européenne. ✷

Marion Van Renterghem est grand reporter, lauréate du prix Albert-Londres et auteure du *Piège Nord Stream* (Les Arènes).

C. KREBS/L'EXPRESS

RIPOSTE

La Chine ne craint plus de défier la tech américaine

Confronté aux mesures protectionnistes de Washington, Pékin fait pression sur les géants de la Silicon Valley. Grâce à son avancée technologique, il en a désormais les moyens.

PAR TATIANA SEROVA

Une affaire de quelques minutes. A peine les barrières douanières relevées de 10 % contre la Chine, le 4 février, Pékin répliquait par une série de mesures ciblées. A commencer par l'ouverture d'une enquête anti-monopole à l'encontre de Google. Quelques semaines plus tôt, un scénario semblable s'était joué avec Nvidia. Là aussi, la coïncidence était troublante : une investigation contre le fleuron américain lancée peu de temps après l'annonce de nouvelles restrictions à l'exportation de semi-conducteurs vers la Chine par l'administration Biden.

Ce n'est peut-être qu'un début. Il y a quelques jours, le *Wall Street Journal* a révélé que les autorités chinoises concoctaient une liste d'entreprises américaines à mettre sur le gril. Des accusations aussitôt balayées par Pékin. Parmi les cibles potentielles, le nom d'Apple a été évoqué par l'agence Bloomberg. « Le gouvernement chinois fait fuiter ce genre d'informations pour alimenter des rumeurs et montrer qu'il a les moyens de vraiment faire mal », explique Alicia Garcia Herrero, chef économiste pour l'Asie-Pacifique chez Natixis.

De quoi ces enquêtes sont-elles le nom ? « La Chine charge son pistolet, mais ne tire pas encore », résume Juliana Bouchaud, analyste chez Rhodium Group, un organisme de recherche indépendant. Dans cette guerre commerciale 2.0, pas question de répliquer en miroir. Pékin a retenu les leçons de sa première confrontation avec Trump et opte pour une réponse modérée et calculée. En témoignent les droits de douane, annoncés en complément de l'enquête antitrust, cantonnés à quelques secteurs américains seulement. « La Chine fait le choix d'une stratégie asymétrique, car une riposte coup pour coup a des limites : elle importe beaucoup moins qu'elle n'exporte vers les Etats-Unis, note Martin Catarata, consultant chez Sinolytics. Il est probable que les enquêtes contre la tech américaine se multiplient à l'avenir. »

Dans cette guerre commerciale 2.0, pas question de répliquer en miroir

Certaines décisions ont surtout valeur de symbole. Google est peu exposé dans le pays, son moteur de recherche n'y opère plus depuis 2010. « Il s'agit avant tout du signal que la Chine est prête à frapper les grandes entreprises technologiques et potentiellement, faire mal à leur cours de Bourse », note Robert Gilhooly, économiste pour les marchés émergents à la société d'investissement Abrdn. Pour Apple, en revanche, l'enjeu serait bien supérieur. La Chine représente à la fois un marché considérable pour la marque à la pomme et une plateforme critique pour la fabrication de ses appareils. Une relation « symbiotique », comme la qualifie son directeur général Tim Cook. « Pour la Chine, attaquer Apple serait l'arme de dernier recours », conclut Alicia Garcia Herrero.

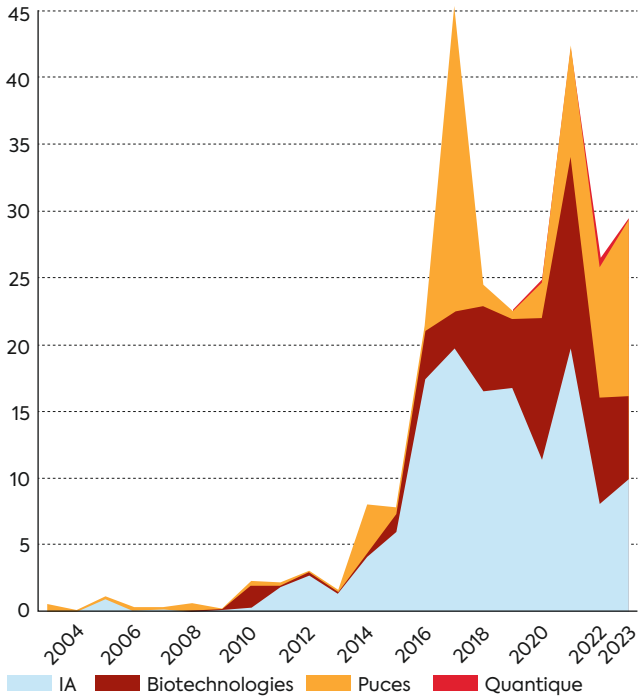
Le levier de pression est d'autant plus tentant que les patrons de la tech américaine gravitent dans l'orbite de Donald Trump. Face à l'imprévisibilité du président américain, le gouvernement chinois temporise. « Ces enquêtes sont longues, ce qui laisse place à de potentielles négociations, analyse Philippe Dauba-Pantanacce, senior économiste chargé de la géopolitique mondiale à la banque Standard Chartered. La Chine pourrait annoncer des mesures plus fermes contre le trafic de fentanyl ou encore reprendre les bases de l'accord commercial discuté lors du premier mandat de Donald Trump. » A l'époque, en 2020, les deux puissances étaient convenues que la Chine augmenterait certaines importations des Etats-Unis sur une période de deux ans. L'objectif annoncé n'a finalement jamais été atteint.

Le recours à des enquêtes antitrust comme modus operandi chinois n'a rien de nouveau. En 2015 déjà, l'américain Qualcomm avait écopé d'une amende de 975 millions de dollars à l'issue d'une enquête de plus d'un an. Dix ans plus tard, la stratégie paraît néanmoins plus offensive. D'autant que depuis le premier mandat de Donald Trump, l'empire du Milieu a aussi musclé son arsenal réglementaire, notamment par la réforme de sa loi anti-monopole en 2022. Une nouvelle version qui a alourdi les pénalités pour les entreprises sanctionnées. Surtout, la Chine a gagné en compétences. « Ces enquêtes se font désormais de manière plus assumée et plus fréquente, remarque Juliana

Une stratégie offensive

Les investissements ont explosé depuis dix ans

Levées de fonds destinées à quatre secteurs technologiques chinois*, en milliards de dollars

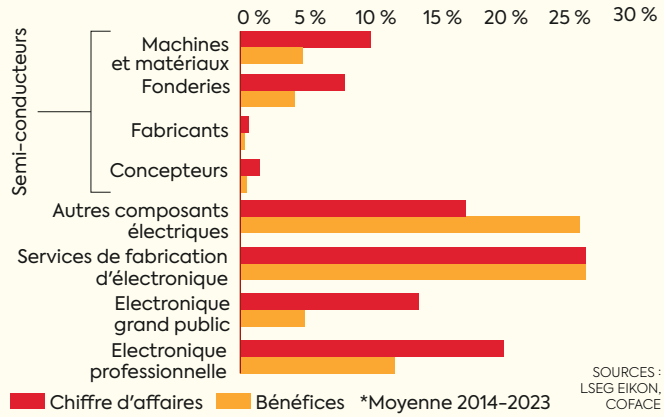


*Investisseurs de tous pays

SOURCE: IFRI

En retard sur des segments clés, Pékin gagne du terrain

Part des entreprises chinoises cotées dans les ventes et dans les profits mondiaux par segment*



SOURCES : LSEG EIKON, COFACE

Position de la Chine par rapport aux champions mondiaux et rythme de progression

Secteur	Position	Vitesse
Semi-conducteurs	En retard	Modeste
Intelligence artificielle	Proche	Rapide
Quantique	Proche	Modeste
Ecrans	Proche	Rapide

SOURCE : INFORMATION TECHNOLOGY AND INNOVATION FOUNDATION

L'EXPRESS

Bouchaud. Cette volonté de s'attaquer à des acteurs plus stratégiques vient de la confiance accrue de la Chine dans son autonomie technologique, et du fait qu'elle ne peut plus compter sur la continuité de l'investissement américain. »

Si la Chine se permet cette réplique, c'est qu'elle en a désormais les moyens. En une dizaine d'années, Pékin a bâti un robuste écosystème technologique, à une vitesse inattendue, guidé par le plan « Made in China 2025 ». Baidu face à Google, Huawei contre Apple, ou encore WeChat versus WhatsApp… Face aux stars de la Silicon Valley, des géants ont émergé. « La contrainte crée l'opportunité : grâce aux restrictions américaines, la Chine a gagné cinq ans sur le développement de ses plateformes numériques, notamment dans l'acquisition d'abonnés et la collecte de données, observe Gilles Babinet, coprésident du Conseil national du numérique. Son système d'exploitation HarmonyOS pour smartphone n'a rien à envier à l'américain Android. » Dernièrement, c'est l'intelligence artificielle à plus faible coût de DeepSeek qui a fait trembler la couronne du rival américain.

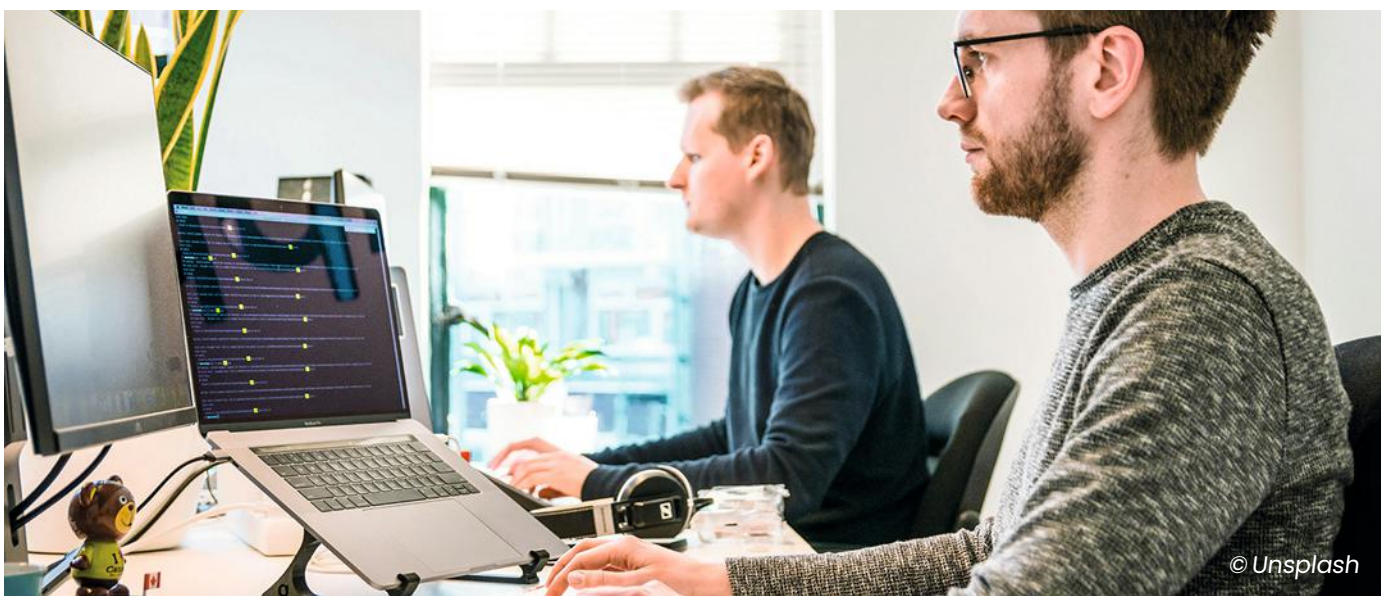
Dans ce domaine, une brique essentielle à la muraille chinoise fait toutefois défaut : les puces avancées, utilisées pour entraîner les modèles de langage. Le marché reste dominé par Nvidia, qui a dû limiter ses exportations sur ordre de Washington. Si le tandem Huawei-Smic progresse en la matière, il est loin d'inquiéter le leader américain. « Le retard de la Chine sur les puces avancées est de sept à huit ans. Elle peut arriver à rivaliser avec les Etats-Unis mais ses coûts de production sont encore trop élevés », note Gilles Babinet. En parallèle, le pays investit aussi dans le développement de systèmes de lithographie extrême ultraviolet, essentiels pour fabriquer ces puces sophistiquées. Le néerlandais ASML en est le spécialiste mondial, mais la Chine n'a pas accès à ses machines.

Outre la pression exercée sur les Etats-Unis, ces enquêtes servent aussi à envoyer quelques messages aux entreprises chinoises, selon Robert Gilhooly. « Le dossier antitrust contre Google semble un peu léger. C'est Android qui semble, en fait, au cœur de l'enquête. Une manière de pousser les fabricants chinois à adopter le système d'exploitation de Huawei », juge l'économiste d'Abrdn. Même logique avec Nvidia. « L'attaquer est une façon de faire pression sur les acteurs locaux, en forçant les laboratoires à travailler avec les fabricants de puces chinois, explique Robin Rivaton, directeur général de Stonal et chroniqueur à L'Express. En creux, cette initiative indique aussi aux Etats-Unis que la Chine pourra bientôt se débrancher – sur le plan technologique – de l'Amérique, et que les restrictions à l'exportation sur les puces ne lui font plus peur. »

Pour défier l'Amérique, Pékin peut compter sur la richesse de ses sous-sols. Son territoire concentre bon nombre de matériaux critiques, indispensables à la fabrication des semi-conducteurs. Déjà, en décembre dernier, les exportations de gallium et de germanium vers les Etats-Unis ont été interdites. « C'est un instrument de rétorsion majeur, que la Chine garde sous le coude au cas où la relation continuerait de s'envenimer », assure Jean-Pierre Cabestan, sinologue et chercheur à l'Asia Center à Paris. « Battre son adversaire sans l'avoir affronté est la meilleure conduite », professait, jadis, Sun Tzu. ✷

Salesforce Révolutionne le retail avec Agentforce for Retail et Retail Cloud

Salesforce, leader mondial des solutions de gestion de la relation client (CRM) intégrées à l'IA, vient de dévoiler deux nouvelles solutions destinées au secteur du retail : Agentforce for Retail et Retail Cloud avec Modern POS. Des innovations qui ont pour objectif de transformer l'expérience client et booster la productivité des commerçants et de leurs employés.


© Unsplash

Le secteur du retail est en constante mutation, porté par les exigences croissantes des consommateurs en matière de personnalisation, de fluidité des parcours d'achat et d'efficacité opérationnelle.
Face à ces défis, Salesforce, leader mondial des solutions de gestion de la relation client (CRM), dévoile deux solutions stratégiques : Agentforce for Retail et Retail Cloud avec Modern POS.
Ces outils s'appuient sur l'intelligence artificielle pour optimiser les interactions client, accroître la productivité des employés et unifier les expériences d'achat en ligne et en magasin.

Agentforce for Retail : une automatisation intelligente et personnalisée

Achat en ligne : une expérience optimisée

Agentforce for Retail transforme l'expérience d'achat en ligne en intégrant une intelligence artificielle avancée. Grâce à une bibliothèque de compétences IA préconfigurées, la plateforme propose un shopping guidé avec des recommandations de produits personnalisées basées sur l'historique et les préférences des clients. Elle permet également de suivre et modifier les commandes en toute autonomie. Les besoins d'intervention humaine et les coûts de service sont ainsi réduits.

Retour après achat : une gestion simplifiée

Le retour des commandes est désormais plus fluide grâce à l'automatisation. Les clients peuvent initier et gérer leurs retours en libre-service, évitant ainsi les délais d'attente et améliorant leur satisfaction. Cette gestion optimisée réduit également la charge de travail des équipes, ce qui leur permet de se concentrer sur des missions à plus forte valeur ajoutée.

Prise de rendez-vous en magasin : un gain de temps assuré

Que ce soit pour la livraison, l'installation ou une consultation en magasin, la prise de rendez-vous est simplifiée. L'IA facilite la planification en temps réel et garantit ainsi une meilleure coordination des services et une expérience client fluide.

Assistance interne pour le marketing : une stratégie boostée

Pour le département marketing, Agentforce for Retail offre un atout de taille : la possibilité de créer des offres ciblées via des commandes conversationnelles basées sur l'analyse des données clients. De plus, l'IA optimise la gestion des stocks et la coordination des expéditions.

Retail Cloud avec Modern POS : un système unifié pour un commerce omnicanal

Autre innovation, Retail Cloud. Il s'agit d'un système d'encaissement moderne qui prend en compte l'évolution récente des missions du magasin. En plus des fonctions traditionnelles dévolues à un tel système (encaissement gestion de stocks), Retail Cloud permet de vendre des articles du site eCommerce et des articles du magasin dans une même transaction, grâce à une connexion native avec l'Order Management. C'est aussi la gestion de tous les cas d'usage de Click & Collect, de Ship from store, ou bien d'achat eCommerce retourné en magasin.

La solution procure une vision 360° des clients (achats, commandes, avantages fidélité, préférences…) grâce à une connexion native avec la plateforme Salesforce.

Le vendeur en magasin dispose ainsi de tous ses outils sur un même device mobile et peut apporter un conseil personnalisé tout en étant extrêmement productif (toutes les méthodes de paiement modernes sont disponibles Pay By Link, QR Code, Pinpad déporté), quelques soient les aléas (mode déconnecté).

Ajoutez à cela que la solution est d'ores et déjà certifiée et opérationnelle dans plus d'une vingtaine de pays, et l'on comprend combien cette nouvelle solution va permettre aux retailers de booster leur relation client en magasin.

Une approche basée sur les données pour des décisions stratégiques

L'un des atouts majeurs de ces solutions est leur capacité à exploiter les données clients et transactionnelles en temps réel. Grâce à Data Cloud, les retailers peuvent harmoniser les informations provenant des différents canaux (e-commerce, magasin, marketing, service client) pour fournir des interactions ultra-personnalisées. De plus, la technologie RAG (Retrieval-Augmented Generation) améliorée permet aux agents IA d'extraire et d'analyser ces données pour proposer des recommandations pertinentes, anticiper les besoins des clients et optimiser les ventes croisées.

Un impact tangible sur la productivité et l'expérience client

Une étude menée par Salesforce révèle que 81 % des responsables du retail considèrent que des processus inefficaces entravent la productivité des équipes. En moyenne, un employé en magasin doit naviguer entre plus de 16 applications différentes par jour, ce qui complique l'accès aux informations essentielles et fragmente l'expérience d'achat. Avec Agentforce et Retail Cloud, Salesforce répond à ces problématiques en proposant des outils intuitifs, optimisant chaque interaction et facilitant la prise de décisions basée sur les données.

Une nouvelle ère pour le commerce de demain

En combinant l'IA avancée, une approche data-driven et une plateforme unifiée, Salesforce propose une véritable révolution pour le secteur du retail. Ces innovations permettent aux commerçants d'améliorer leur efficacité opérationnelle, de réduire les coûts et d'offrir une expérience d'achat fluide et personnalisée. Comme l'explique Florent Chaussade, Vice-Président Retail Consumer Goods chez Salesforce France, « l'alliance entre le travail numérique alimenté par l'IA et un POS moderne permet aux commerçants d'atteindre une nouvelle échelle de capacité opérationnelle. Grâce aux nouvelles compétences d'Agentforce et à un POS cloud intuitif, Salesforce aide les commerçants à proposer des expériences d'achat fluides et unifiées, stimulant ainsi leur croissance. » En d'autres termes, avec ces outils, les acteurs du retail disposent d'une opportunité unique de se différencier sur un marché hautement concurrentiel, en s'appuyant sur l'IA et la puissance des données pour répondre aux attentes changeantes des consommateurs.

Salesforce : des atouts qui le distinguent de la concurrence

Salesforce s'impose comme le leader du CRM grâce à une plateforme cloud complète et évolutive, permettant aux entreprises d'accéder à leurs données en temps réel. Son écosystème intégré englobe des solutions variées : ventes, service client,

marketing, e-commerce, analytics et intégration. Avec Einstein AI, Salesforce offre une intelligence artificielle avancée pour automatiser et optimiser la relation client.

Salesforce évite ainsi d'accumuler des technologies complexes et des développements sur mesure. Elle offre une solution ouverte, compatible avec plusieurs modèles d'IA et notamment les LLM (Large Language Model), tout en garantissant fiabilité et robustesse. À terme, les retailers disposeront de nombreux agents pour les aider dans leur activité, tous pouvant être configurés, gérés et surveillés directement dans Salesforce.

Son AppExchange, riche en applications, facilite la personnalisation, tandis que Lightning et Flow permettent une automatisation poussée.

Mais Salesforce se distingue aussi par son innovation constante, avec trois mises à jour annuelles, et un fort engagement en RSE. Adopté par des entreprises de toutes tailles, il devance ses concurrents comme Microsoft Dynamics ou HubSpot en offrant une flexibilité, une richesse fonctionnelle et une intégration sans équivalent.

FINANCE DURABLE

Philippe Brassac-Lucie Pinson, deux nuances de vert

Le banquier et la militante s'accordent sur la réalité de l'urgence climatique, mais leurs avis diffèrent quant aux moyens de mener efficacement la transition.

PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD BOUILLIN ET MURIEL BREIMAN

D'ordinaire, ils échangent leurs désaccords dans le cadre formel des assemblées générales d'actionnaires. Pour L'Express, Lucie Pinson, la directrice de l'ONG Reclaim Finance, et Philippe Brassac, le directeur général du Crédit agricole, ont accepté de débattre sur la finance dite « verte », et sur les efforts du monde bancaire dans la lutte contre le réchauffement climatique. Timorés, dit l'une. Décisifs, assure l'autre. Les AG n'ont pas fini d'être animées…

Presque dix ans après la signature de l'accord de Paris, les engagements des banques en faveur du financement de la transition énergétique sont-ils à la hauteur ?

Lucie Pinson La transition nécessite d'activer deux leviers : la sortie des énergies fossiles, en commençant par stopper leur expansion, et l'amplification du développement des alternatives soutenables. Dans les deux cas, le compte n'y est pas. Les banques, y compris françaises, continuent d'allouer des milliards à l'expansion du secteur pétrolier et gazier et une étude récente de Bloomberg a montré que les banques mettent moins de 1 euro dans les énergies renouvelables [NDLR : EnR] pour chaque euro dans les fossiles. Or, si l'on veut s'aligner sur la feuille de route recommandée par l'Agence internationale de l'énergie pour limiter le réchauffement planétaire à + 1,5 °C d'ici à 2100, il faudrait investir 6 euros dans les EnR dès qu'on met 1 euro dans les énergies fossiles. Nous n'y sommes pas du tout. L'action du secteur privé reste trop lente, trop limitée et elle ne repose que sur le volontariat. Il faut davantage de réglementation.

Philippe Brassac Le Crédit agricole est le premier banquier assureur en Europe et nous vivons de près avec nos clients les dérèglements climatiques. L'urgence est bien là : rien qu'en France, en 2024, nous avons subi 36 événements climatiques. Pour nous, le défi principal est bien le financement de la transition énergétique. Les EnR sont la solution et il faut donc accélérer leur déploiement. Le combat est loin d'être perdu d'avance : en 2023, 86 % des nouvelles capacités de production énergétique installées dans le monde ont porté sur des EnR. L'an dernier, dans l'Union européenne, où certains pays consommaient encore beaucoup de charbon, le solaire a enfin dépassé ce dernier dans la production d'électricité. Le gaz, lui, a reculé pour la cinquième année consécutive. Ce sont des signaux extrêmement positifs.

Au Crédit agricole, nos encours de crédit à la production d'énergies renouvelables approchent 27 milliards d'euros, en croissance de 141 % depuis quatre ans, tandis que ceux liés aux fossiles sont désormais inférieurs à 6 milliards d'euros. Nous n'accompagnons plus les nouveaux projets d'extraction fossile et réservons toutes nos capacités financières au financement du renouvelable. De fait, je ne partage pas l'idée que le secteur bancaire ne prendrait pas assez d'engagements. Se focaliser sur les énergies fossiles c'est prendre le risque de ne « verdir » que son bilan, en excluant les clients de ce secteur. Mais verdir son bilan, ce n'est pas verdir l'économie.

Ces choix sont-ils économiquement viables ?

P. B. Aujourd'hui, l'enjeu n'est plus économique : l'affirmation selon laquelle

C. KREBS/L'EXPRESS

Quid des efforts des banques dans la lutte contre le réchauffement climatique ? Timorés, dit l'une. Décisifs, assure l'autre.

une banque préférerait le pétrole et le gaz, parce qu'ils seraient plus lucratifs, est fausse. Moins de 1 % des revenus du Crédit agricole sont liés à nos engagements dans les énergies fossiles. Les EnR sont non seulement essentielles pour réussir la transition énergétique, mais elles sont aussi un formidable moteur de développement pour les clients et l'économie des territoires. Et la production de 1 mégawattheure [MWh] d'énergie renouvelable est devenue moins coûteuse que 1 MWh d'énergie fossile.

L. P. Je suis ravie d'entendre que financer les énergies fossiles n'est ni stratégique, ni rationnel. J'attends donc que le Crédit agricole s'engage à ne plus soutenir la construction de terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié [GNL] ou autres infrastructures de transport d'hydrocarbures ! L'an dernier, vous avez encore signé 42 transactions dans ce domaine…

« Le problème est le manque et la lenteur des projets, et non la capacité à les financer »

Faut-il bannir tout financement dans le secteur du gaz ?

P. B. En France, plus de 1 logement sur 2 est chauffé au gaz ou avec des dérivés du pétrole.Si nous arrêtions brutalement de produire et de transporter autant de gaz qu'aujourd'hui, les prix s'envoleraient – on l'a déjà vécu avec les chocs pétroliers engendrés par la diminution drastique de l'offre – et ce serait une catastrophe pour beaucoup. Obliger certains pays émergents, qui n'ont pas d'alternative immédiate sur le plan des EnR, à cesser de produire ou de consommer du gaz, pourrait avoir comme effet néfaste de les contraindre à continuer de consommer du charbon. Ce qui nous engage, en tant que banque, c'est de faciliter et d'accélérer la transition énergétique, mais il faut également que celle-ci soit juste et acceptable pour tous.

L. P. Comme tout boniment, l'idée selon laquelle le gaz serait une énergie de transition repose sur une partie de vérité. Il est vrai qu'au niveau de la production d'électricité, une centrale au gaz émet deux fois moins de CO_2 qu'une centrale à charbon. Néanmoins, si on regarde l'ensemble de la chaîne de valeur, on se rend compte que l'impact climatique du gaz par rapport au charbon n'est pas si intéressant. Au contraire – s'il s'agit de GNL et, a fortiori, s'il est issu de fracturation hydraulique –, le bilan par rapport au charbon est nul, voire négatif.

Pour donner un ordre de grandeur, les 63 nouveaux projets de terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié qui pourraient voir le jour d'ici à 2030 contribueraient à émettre autant de CO_2 que l'ensemble des centrales à charbon existantes aujourd'hui. Donald Trump vient de lever le moratoire sur le développement de ce type d'installations aux Etats-Unis, c'est très inquiétant. Nous attendons des banques européennes une réaction, pour affirmer qu'elles ne financeront pas ces projets-là.

P. B. Une nouvelle fois, nous ne finançons plus les nouvelles explorations et productions d'énergie fossile. Mais c'est pour consacrer toute notre capacité financière à financer les projets d'EnR. Le problème principal est le manque et la lenteur des projets, et non la capacité à les financer. Mais soyons pragmatiques : s'interdire seulement le financement de la production de fossile ou de l'exploration de nouveaux champs n'est pas une solution. Il n'y a pas de grands projets que nous avons refusé de financer qui n'aient finalement été financés par d'autres acteurs mondiaux. Al'image de ce projet en Papouasie-Nouvelle-Guinée, pour lequel nous avons renoncé à notre mandat de conseil et aussitôt été remplacés par une banque japonaise.

L. P. Non, les politiques d'exclusion sont utiles. Différentes études, notamment celle de la Harvard Business School, ont montré que les politiques « charbon » adoptées par les grandes banques

internationales ont permis d'économiser une gigatonne de CO_2, ce qui est considérable. Philippe Brassac, si vous n'avez plus en tête les projets dont vous vous êtes retirés et qui ont achoppé, je vais vous en citer un : l'extension de la centrale de Plomin [NDLR : centrale thermique au charbon], en Croatie, que vous avez renoncé à financer en septembre 2015 et qui n'est pas sortie de terre…

P. B. Je pense que si ce projet n'a pas vu le jour, c'est parce qu'il n'était sans doute pas réalisable et non parce que le Crédit agricole, qui doit peser à peine 1 % des financements mondiaux, y aurait renoncé.

L. P. Dans le projet GNL de TotalEnergies que vous évoquez, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, il est vrai que le japonais MUFG a remplacé très vite le Crédit agricole. Pour autant, il accuse énormément de retard parce qu'un nombre croissant de banques refusent de s'y associer. Les politiques d'exclusion augmentent le coût du capital pour les énergéticiens et ainsi les dissuadent de perpétuer un modèle fondé sur les fossiles pour les inciter, à l'inverse, à aller vers les EnR. C'est en cela qu'elles sont vertueuses.

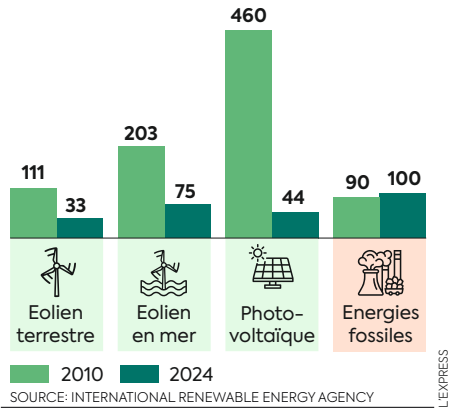
Quels sont les autres leviers pour accélérer ?

P. B. La transition est déjà massivement enclenchée et, je le répète, sans que la finance y soit contrainte, car la rationalité économique de ces projets est au moins aussi intéressante que celle des énergies fossiles. Mais cela ne va certainement pas assez vite au vu de l'urgence climatique. Pour quelles raisons ? La première, je l'ai déjà souligné, c'est l'insuffisance du nombre de projets dans les EnR. Je ne connais pas une grande installation éolienne ou solaire, terrestre ou maritime, qui n'ait pas été rapidement financée, même aux Etats-Unis, et même au Texas, le pays du pétrole, où 29 % de l'énergie est d'origine éolienne. La compétition entre les grandes banques mondiales pour accompagner ces investissements est féroce.

La deuxième explication, c'est que ces financements sont plus risqués, parce que les technologies sont moins matures, moins stabilisées. Par ailleurs, en France, il faut entre quatre et huit ans pour qu'une nouvelle installation d'EnR se décide et soit mise en œuvre, ce qui occasionne souvent des dérapages, donc un risque financier. Or nous conduisons une révolution industrielle à marche forcée. Les projets financés aujourd'hui peuvent être concurrencés trois ans plus tard par de nouveaux parcs plus compétitifs. Il faut donc que la puissance publique encadre et sécurise, afin de lever les hésitations qui constituent un frein. Dans le même temps, la Chine installe chaque année 50 gigawatts d'énergie solaire. Quasiment autant que la puissance du parc nucléaire français.

Les énergies renouvelables désormais compétitives

Coût de production d'un megawattheure, en dollars



SOURCE: INTERNATIONAL RENEWABLE ENERGY AGENCY

L'EXPRESS

L. P. Le financement public est un vrai sujet. Le déploiement des projets d'énergie renouvelable dans les marchés émergents est très mal pris en compte par les banques multilatérales de développement et les agences de crédit aux exportations, qui favorisent aujourd'hui le fossile. Ces établissements publics doivent rediriger leur soutien vers les alternatives soutenables afin de dérisquer ces projets et de créer de l'appétit du côté des institutions privées. Reclaim Finance milite aussi auprès des banques centrales pour la mise en place de taux différenciés qui permettraient d'inciter les acteurs financiers à privilégier les EnR au détriment du pétrole et du gaz.

De nombreux patrons et responsables politiques sont montés au créneau pour critiquer la lourdeur de la directive européenne CSRD, qui oblige les entreprises à calculer leur impact environnemental. Des mesures de simplification sont attendues : est-ce une bonne nouvelle ?

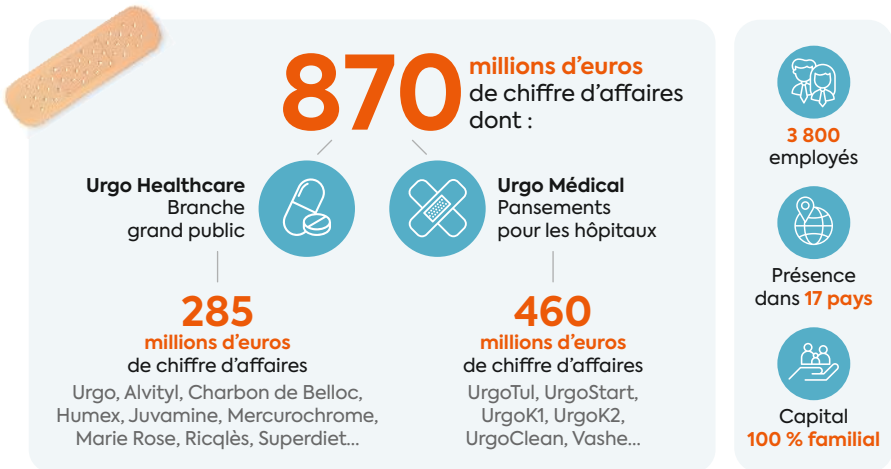
P. B. La transparence est utile et les reportings nécessaires, pour toutes les parties prenantes y compris les actionnaires, sur tout ce qui n'est pas financier. Les banques produisent déjà beaucoup d'informations sur ces sujets. Cela dit, la CSRD est affreusement technocratique. Il faut simplifier pour aller à l'essentiel et pour en faire un outil orienté vers l'action. Je ne demande pas moins de transparence mais plus de pragmatisme.

L. P. Les attaques contre cette directive, portées par certaines multinationales et par les gouvernements français et allemands, sont des concessions faites à l'extrême droite. Elle peut sans doute être simplifiée à la marge, mais pas détricotée. Elle est indispensable à la protection des acteurs financiers eux-mêmes. Rappelons les ravages du dérèglement climatique sur notre économie, avec 310 milliards de dollars de dommages liés aux événements extrêmes en 2024, selon Swiss Re [NDLR : société de réassurance]. Cette facture est vouée à s'alourdir et les banques, qui font aussi de l'assurance, ont un intérêt intrinsèque à agir. Mais pour agir sur tout leur portefeuille, il faut de la donnée. C'est pourquoi elles ont toutes soutenu l'adoption de la CSRD il y a quatre ans.

Les superviseurs européens, qui visent à protéger la stabilité du secteur financier, sont très clairs sur la nécessité d'adopter des plans de transition et les acteurs financiers ne peuvent pas y répondre sans que leurs clients – les entreprises – n'adoptent eux-mêmes ces plans et communiquent leurs chiffres. On entend beaucoup de discours sur l'éventuelle perte de compétitivité à l'international que la CSRD impliquerait. En vérité, les clauses sur l'extraterritorialité des normes permettent à l'Union européenne d'influencer, hors de ses frontières, les dispositifs en matière de durabilité.

P. B. Je le dis sans démagogie : les ONG sont souvent excessives, radicales, mais elles poussent à l'évidence dans la bonne direction. Elles contraignent à accélérer. Au Crédit agricole, nous évitons les postures d'affrontement et nous voulons que nos rôles soient complémentaires. La différence, c'est que les ONG n'ont pas à porter comme nous le poids du présent et celui de la complexité à mener la transition. Mais à la fin, nous sommes tous embarqués sur le même bateau, nous, nos enfants et nos petits-enfants. ✷

Un champion familial du made in France



SOURCE : GROUPE URGO

L'EXPRESS

Fleuron frenchy

La puissance discrète de l'empire Urgo

Sans tambour ni trompette, la marque de pansements est devenue un géant mondial de l'industrie pharmaceutique. Son combat : le made in France.

On vient se perdre à Dijon d'abord par gourmandise. Ses restaurants étoilés, ses caves à vin, l'immense Cité internationale de la gastronomie. Puis, il y a les pierres blondes du palais des ducs de Bourgogne, pour d'autres nourritures plus intellectuelles. Mais la ville abrite un autre monument. Alors que la France se désole de la déroute de ses fleurons industriels, Dijon veille jalousement sur un géant mondial méconnu : Urgo, un champion français de la pharmacie. Il faut quitter les rues pavées du cœur de la cité bourguignonne, traverser de vastes zones commerciales et longer l'autoroute qui mène vers la Suisse pour arriver à Chevigny, dans son plus grand site industriel. Un dédale d'usines et d'entrepôts animé par le ballet incessant des semi-remorques, avec en toile de fond les collines plantées de chardonnay et de pinot noir.

Dans la région, Urgo est une institution. Le plus gros employeur privé du coin : quatre sites industriels, deux centres de logistique, toute la recherche et développement du groupe. Des milliers de familles vivent au rythme des carnets de commandes de l'entreprise. Avec un chiffre d'affaires de près de 900 millions d'euros l'an passé, Urgo a la puissance discrète. Une croissance comprise entre 8 et 10 % chaque année. Pas d'annonces fracassantes en Bourse ; elle n'y a jamais mis les pieds. Pas de cession mirobolante à un fonds d'investissement étranger ; elle les a toutes refusées. Le groupe cultive le made in France, là où beaucoup d'autres champions tricolores de la pharma ont préféré délocaliser leurs usines en Inde et leurs centres de recherche aux Etats-Unis au cours des dernières décennies.

Aux manettes de l'entreprise, la famille Le Lous. Des Bretons enracinés presque par hasard dans cette Bourgogne industrieuse. L'exemple parfait de ce capitalisme familial qui manque tant à la France et fait encore la force du modèle allemand. En un peu plus de soixante-dix ans d'existence, l'entreprise et sa kyrielle de marques sont entrées dans toutes les armoires à pharmacie de France. Evidemment, Urgo et ses pansements, mais aussi Mercurochrome pour les bobos du quotidien. Humex pour les gros rhumes, les vitamines Alvityl pour les coups de mou, ou encore le Charbon de Belloc, pour les lendemains de soirée arrosée. Et puis tout un chapelet de compléments alimentaires pour le foie, la peau, les cheveux, l'humeur. En gélules, en comprimés, en ampoules. Fenouil, ginkgo, acérola, gelée royale... Qu'importe la mixture – et le prix – pourvu que le client y croie. Et achète.

Inventer des procédés pour réduire encore le temps de cicatrisation, la mère des batailles

Mais cette « pharmacie » grand public n'est que la face émergée de l'empire. Urgo, c'est aussi toute une gamme de pansements hypersophistiqués, uniquement vendus sur ordonnance et largement utilisés dans les hôpitaux pour soigner les grands brûlés ou traiter des plaies chroniques des diabétiques, par exemple. La cash machine du groupe, là où l'essentiel des investissements en recherche est réalisé. Près de Dijon, plus d'une centaine de chercheurs planchent sur ces innovations. Des biologistes évidemment, mais aussi des mathématiciens, des spécialistes de l'IA... C'est qu'il faut inventer de nouveaux procédés, de nouveaux matériaux pour réduire encore le temps de cicatrisation, la mère des batailles. Une équipe d'ingénieurs imaginent même les machines qui fabriqueront ces fameux pansements. A Chevigny, une partie de l'enceinte abrite une sorte de mini-usine qui permet de tester les prototypes. Une étape indispensable avant l'industrialisation massive. En bout de course, toutes ces inventions seront utilisées par la branche grand public et les pansements du quotidien... Une forme de ruissellement de l'innovation. Une démarche très codifiée, presque théorisée : la méthode Le Lous.

Pour refaire le film de la saga Urgo, il faut remonter au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Jean Le Lous, pharmacien militaire, décide de racheter une herboristerie installée dès les années 1870 à Dijon. Le commerce a pignon sur rue, mais les affaires périclitent. Surtout, le pharmacien n'est pas très fondu de tisanes de pissenlit. Son dada, ce sont les pansements, les gazes, les tulles. Il en a manqué sur le front pendant les combats et son rêve est de fonder une filière française. Premier virage à 180 degrés de l'entreprise. Jean Le Lous laisse tomber les plantes pour les bandelettes. La marque Urgo est créée en 1958 et l'entreprise se diversifie. Fin

stratège, le patron rachète les laboratoires Fournier, qui commercialisent le Lipanthyl, un médicament très populaire contre le cholestérol. Le pharmacien est aussi un commerçant né, qui maîtrise très vite les codes du marketing moderne. « Il y a de l'Urgo dans l'air, il y a de l'air dans Urgo » est lancé en 1979. Un slogan qui s'immisce dans toutes les têtes.

En 1987, l'arrivée de son fils à la tête de l'entreprise marque un deuxième virage dans l'histoire de la société. Hervé Le Lous, lui, n'est ni médecin ni pharmacien. Il a fait ses classes aux Etats-Unis. Un MBA de la Wharton School puis l'université Stanford en Californie, où il a décroché un doctorat en économie. Ses marottes ? Le management des organisations et la finance. Aux commandes, il décide d'un audit de toutes les branches de l'entreprise. Et tranche dans le vif. Fini, les molécules vieillissantes contre le cholestérol, alors que les génériques mis en vente laminent les marges et la part de marché. Urgo doit devenir le champion toutes catégories du pansement. Parallèlement, le patron veut surfer sur la mode des vitamines. Il rachète alors un petit laboratoire rebaptisé Juva Santé avec un objectif : vendre en hypermarché des boîtes de vitamines qu'on ne trouvait alors qu'en pharmacie. Un modèle importé des Etats-Unis. Dans la foulée, il se lance dans une série d'acquisitions pour gonfler son portefeuille de médicaments sans ordonnance. Mercurochrome, Humex, Belloc… Enfin, il projette Urgo dans la course à l'innovation. En 2000, l'UrgoTul, un pansement révolutionnaire qui permet de réduire considérablement le temps de cicatrisation de certaines plaies chroniques, est mis sur le marché. Dans les années qui suivent, plus d'une dizaine de pansements spéciaux sortiront du laboratoire de recherche d'Urgo. Jusqu'à la consécration pour l'entreprise familiale française. En 2018, la très prestigieuse revue britannique *The Lancet* consacre tout un article aux innovations du champion « frenchy ».

Etonnant, les héritiers imaginent une présidence tournante, tous les trois ans

2018, c'est aussi l'année où Hervé Le Lous décide de passer le flambeau. Là encore, rien n'est laissé au hasard. Tout a été prévu de longue date. Dans d'autres familles, une guerre fratricide aurait sans doute déstabilisé l'entreprise. Mais les trois héritiers qui travaillent ensemble depuis déjà plusieurs années dans la société, imaginent une gouvernance étonnante : une présidence tournante, tous les trois ans. « Les salariés y ont vu la volonté de la famille d'ancrer la société dans le long terme », explique aujourd'hui Tristan le Lous, l'actuel président de la boîte. Dans cette organisation, chacun a sa place. L'aîné, Briac, pilote la branche grand public. Guirec, le cadet, est aux manettes de la partie médicale. Et Tristan s'occupe des finances, du juridique et des acquisitions. Des dissensions ? « Il y en a comme dans toutes les familles. Il arrive souvent qu'on ne soit pas d'accord. Mais on a appris à accepter le débat », avoue le patron. Etre solidaires dans les réussites comme dans les échecs. Le dernier en date : un casque connecté pour le sommeil, dont l'objectif était de rééduquer le cerveau aux phases d'endormissement. Trop complexe et surtout trop coûteux. Le produit a vite disparu des catalogues d'Urgo. « L'avantage de ne pas être coté en Bourse, c'est que nous ne sommes pas soumis à des diktats de rentabilité. Cela nous donne beaucoup de latitude pour prendre des risques, quitte à échouer parfois. Le revers de la médaille, c'est que nous n'avons sans doute pas la surface financière de nos concurrents étrangers pour grossir aussi vite qu'eux », décortique Tristan Le Lous.

J. FAURE/URGO

Hervé Le Lous (3e) a passé le flambeau à ses fils, Guirec, Briac et Tristan, en 2018.

Dans le monde hyperconcurrentiel de la pharma, il faut néanmoins grandir pour continuer d'exister. Alors, Urgo a multiplié les acquisitions au cours des dernières années. Partout dans le monde. En Colombie, au Brésil, en Inde, en Pologne, en Italie… Avec, chaque fois, le même objectif : utiliser les forces de vente des entreprises croquées pour placer ses marques made in France. « J'étudie des dizaines de dossiers de rachats chaque année, avec parfois de belles surprises », raconte Tristan Le Lous. Comme en 2019, juste avant la pandémie, quand ce chasseur de pépites découvre aux Etats-Unis un petit laboratoire qui a mis au point une solution révolutionnaire pour désinfecter les plaies. Urgo le rachète pour 10 millions de dollars. Cinq ans après, la start-up a dégagé un chiffre d'affaires de près de 120 millions de dollars. « Cette molécule a tous les atouts pour devenir un blockbuster mondial », veut croire le PDG d'Urgo, qui peaufine déjà son dossier pour obtenir une autorisation de mise sur le marché en Europe.

Des projets ? Les paillasses des chercheurs de l'entreprise en sont garnis. Le plus ambitieux : Genesis, un programme de recherche sur une peau artificielle, développé en partenariat avec Dassault Systèmes notamment. Un projet à 100 millions d'euros dans lequel Bpifrance a mis une vingtaine de millions d'euros dans le cadre du plan France 2030. « Sans leur soutien, une entreprise comme la nôtre n'aurait jamais pu se lancer dans une aventure qui va durer au moins une décennie », explique Jean-François Robert, directeur général délégué chargé de la R&D. A plus court terme, les trois frères Le Lous rêvent surtout de débarquer dans un secteur en plein boom, celui de la médecine esthétique. Pas question ici de pansements miraculeux, mais de laser. L'entreprise en commercialise déjà un, utilisé pour atténuer les cicatrices provoquées par une chirurgie du cancer du sein. Mais l'eldorado, c'est le traitement des rides. Remplacer les injections d'acide hyaluronique. « Il y a déjà beaucoup d'acteurs dans la course. Alors, on cherche, on teste. On ne sortira du bois que lorsqu'on aura obtenu une solution vraiment différenciante », conclut Tristan Le Lous. De quoi métamorphoser cette entreprise familiale tricolore en Dorian Gray de la pharma. ✷

BÉATRICE MATHIEU

Pas de sécurité possible sans une économie prospère

UNE CHRONIQUE DE NICOLAS BOUZOU

La puissance de la France doit venir de son industrie. Or les derniers chiffres de l'investissement, freiné par les débats autour du budget, sont inquiétants.

L'heure ne doit plus être aux commentaires ni aux accommodements, mais à l'action. Notre continent est victime de menaces militaires et économiques inédites depuis la Seconde Guerre mondiale. Donald Trump lâche l'Occident et risque de déclencher une guerre commerciale planétaire. La Russie, rassérénée comme jamais par la honteuse volte-face diplomatique américaine, devient une menace existentielle pour l'Europe. Il n'est plus question de savoir si nous devons partir en retraite à 62 ou 64 ans mais si un pays comme le nôtre est capable de se tenir droit. Or une nation n'est pas debout si elle n'est pas forte économiquement. Cette idée a été magistralement développée par le général de Gaulle dans ses *Mémoires d'espoir,* ouvrage qu'on serait bien inspiré de lire ces jours-ci tant il présente une méthode claire pour faire face aux dangers : il n'y a pas de sécurité possible sans une économie prospère.

Etre fort économiquement, c'est disposer d'un appareil productif puissant et à la pointe de l'innovation. Le nôtre reste sous-dimensionné, malgré les efforts des gouvernements successifs et les aides publiques. Le rapport Gallois en avait fait le constat en 2012. La politique Macron a commencé à y répondre à partir de 2017 mais nous n'avons fait que 10 % du chemin. La production industrielle s'est à peine accrue ces dernières années et cette amélioration reste fragile. Le baromètre sur l'attractivité des territoires que la Caisse des dépôts vient de publier est inquiétant. Les collectivités et les acteurs locaux sondés notent un recul des projets d'investissements en France l'an dernier, y compris dans les services, ce qui est nouveau. Leur nombre est au plus bas depuis 2021. Merci la dissolution, qui a bloqué la timide mais nécessaire loi de simplification économique. Merci les parlementaires, incapables de monter un budget qui apporte un début de réponse à nos désordres financiers, ce qui continue à inquiéter, à juste titre, les agents économiques.

Le budget 2025 a pour seul mérite d'exister, il ne relève même pas du sparadrap

Le budget 2025 possède un seul mérite : celui d'exister. Constitué à 80 % de hausses des prélèvements obligatoires, surtout sur les entreprises, et à 20 % de baisses des dépenses, il ne relève même pas du sparadrap. Les modifications des taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, comme les prélèvements sur le capital, ont peu d'impact sur les recettes fiscales, à la hausse comme à la baisse, car la base fiscale qu'ils frappent est élastique. C'est aussi ce qu'illustrent les mauvais résultats du baromètre de la Caisse des dépôts. Plus d'impôts sur les entreprises, ce sera moins d'activité et, in fine, des rentrées fiscales décevantes. Voilà ce qu'ont compris les Canadiens et les Allemands qui ont prévu de baisser rapidement et sensiblement cet impôt pour dynamiser l'investissement et l'emploi face au protectionnisme américain. La France est, sur ce sujet, parfaitement à contretemps.

Dans ces conditions, il n'est pas exclu que ce budget ne parvienne même pas à réduire notre déficit, qui avoisinerait 6 % du PIB en fin d'année. Le choc fiscal infligé aux entreprises aura nécessairement des conséquences négatives sur la croissance. Les mesures d'économies annoncées auront un effet, au mieux, marginal. En outre, l'arithmétique de la dette nous est défavorable. Avec des taux d'intérêt souverains à dix ans compris entre 3 et 3,5 %, une inflation à 1 % et une croissance de l'ordre de 0,5 %, la charge des intérêts de la dette augmente mécaniquement.

Le choc fiscal infligé aux entreprises aura des effets négatifs sur la croissance

Moins d'investissements, moins de production, moins de recettes fiscales… Tel est le cercle vicieux dans lequel la France risque d'entrer alors même que nous avons plus que jamais besoin de dégager des ressources pour nous protéger militairement. Restreindre l'accès à l'assurance chômage, augmenter l'âge de départ en retraite, ne pas remplacer la moitié des fonctionnaires qui quittent l'administration, voter la loi de simplification économique, reprendre la baisse des impôts de production, exiger de l'UE qu'elle lève plusieurs réglementations, en particulier sur l'IA : voilà quelques premières mesures à adopter d'urgence. En Allemagne, c'est l'esprit de la politique que devrait conduire la coalition menée par la CDU. Si nous ne sommes pas capables d'en faire autant en France, n'envoyons pas Marc Bloch au Panthéon et apprêtons-nous plutôt à rejouer *L'Etrange Défaite*. ✶

Nicolas Bouzou, économiste et essayiste, est directeur du cabinet de conseil Asterès.

C. KREBS/L'EXPRESS

ÉPARGNE

Sébastien d'Ornano (Yomoni) : « L'ETF, première brique pour bâtir un patrimoine financier »

Le président de cette fintech diversifie son offre et estime pouvoir conquérir une clientèle plus aisée.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIE FARDEAU

Créée fin 2015, Yomoni a évolué d'un service de gestion d'épargne en ligne, en partie automatisé, à une plateforme de gestion privée. Avec l'intention de « trouver sa place face aux banques », confie son président.

Yomoni a démarré comme robo-advisor et se déploie aujourd'hui dans la gestion privée. Quels services proposez-vous ?

Sébastien d'Ornano Cette évolution répond directement aux demandes de nos clients qui, tout en appréciant les fondamentaux de Yomoni, souhaitent accéder à une gamme élargie de placements via une expérience digitale unique. Le mandat en ETF – *exchange traded fund* ou fonds indiciel coté – apparaît comme la première brique pour bâtir un patrimoine financier, avant de se diversifier avec des produits structurés, du private equity ou des ETF thématiques.

Notre offre s'enrichit aussi des 1 500 unités de compte en gestion libre proposées par l'assureur Suravenir. Le succès des récentes campagnes de produits structurés – rendus attractifs par nos frais compétitifs – nous incite à en développer d'autres, sous réserve d'une configuration de marché favorable. Par ailleurs, bien que la demande en cryptos soit forte, nous restons prudents tant que les ETF dans ce domaine ne sont pas disponibles en Europe.

YOMONI

« Nous explorons les opportunités offertes par l'intelligence artificielle. »

Quel bilan tirez-vous de 2024 ?

Nous avons enregistré une collecte brute de 400 millions d'euros, nous permettant d'atteindre 1,5 milliard d'euros d'encours. Depuis deux ans et demi, Yomoni s'est transformé pour monter en gamme. Cette démarche repose sur un recours accru au conseil humain. Le bilan est positif : nous avons su répondre aux attentes d'une clientèle plus aisée, qui nous confie des placements supérieurs à 50 000 euros. Ce succès s'explique tant par l'introduction de nouveaux produits que par la transition d'un modèle purement digital vers une approche hybride. Notre équipe de conseillers est passée de 6 à 24 personnes, nous permettant désormais d'assurer 500 rendez-vous hebdomadaires.

Les robo-advisors indépendants deviennent rares : est-ce le signe d'un échec du modèle ?

L'épargne repose sur la confiance, qui se construit avec le temps et des investissements substantiels. Certains acteurs ont dû s'adosser à de grands groupes pour survivre, tandis que les institutionnels de l'industrie ont réagi en rachetant des jeunes pousses plutôt qu'en les laissant se développer.

Constatez-vous un regain d'intérêt pour le PEA ?

Nous observons d'importants transferts de PEA dotés de capitaux importants. Notre spécificité consiste à ouvrir cette enveloppe au monde entier via les ETF, un argument fort pour les investisseurs. Un dynamisme similaire se retrouve sur les plans d'épargne retraite, même si le traitement des transferts reste perfectible.

Les ETF se démocratisent : quelle est la valeur ajoutée de votre service ?

Au-delà de l'achat en un clic d'un indice comme le MSCI World, nous offrons une expertise en sélection des supports, allocation stratégique et suivi des portefeuilles. Pour un même indice, les ETF peuvent varier considérablement en termes de performance et de risque. Nous optimisons aussi l'allocation entre différentes catégories d'actifs et ajustons, le cas échéant, la pondération géographique ou sectorielle. Par exemple, face à une concentration inédite des indices américains sur quelques valeurs, nous privilégions

désormais des indices *equal weight* où chaque valeur a le même poids.

Quelles sont vos ambitions ?
Nous visons 2 milliards d'euros d'encours d'ici début 2026 et préparons dès à présent notre plan 2030. Notre situation financière solide nous conforte dans l'idée qu'un acteur comme nous peut trouver sa place face aux banques. Le premier enjeu de Yomoni est la conquête rapide de parts de marché, avec pour ambition d'avoir 25 à 30 % de clients disposant d'un patrimoine financier supérieur à 150 000 euros. Parallèlement, nous continuons de travailler sur les parcours de souscription et explorons les opportunités offertes par l'intelligence artificielle pour offrir du contenu pédagogique personnalisé. A plus long terme, le règlement européen Fida, qui facilitera l'accès à l'ensemble des données bancaires, renforcera la comparabilité des offres et notre capacité à faire la différence. ✷

Art

La faïence régionale en vogue

Redécouvertes par les néoruraux, les céramiques anciennes des fabriques provinciales restent abordables malgré ces nouveaux acheteurs.

La crise sanitaire du Covid, l'installation loin des grandes villes et le télétravail auraient-ils une influence sur le marché de l'art ? Il semblerait. A la fin des années 1990, l'engouement pour les résidences secondaires à la campagne s'était tari et le contenu de nombreuses maisons aménagées dans le style de la région s'était retrouvé à la vente. Face à une demande faible, meubles et céramiques anciennes régionales avaient inondé le marché et les prix s'étaient logiquement effondrés. Aujourd'hui, les antiquaires constatent l'arrivée de nouveaux amateurs, néoruraux récemment installés à la campagne ou dans de petites cités, qui n'hésitent pas à acquérir des faïences de qualité. Ils réalisent de beaux achats sans se ruiner, car les prix restent sages et ne devraient pas flamber dans les toutes prochaines années.

Du XVII^e^ au XIX^e^ siècle, les fabriques de faïences se sont multipliées dans toute la France. Les céramiques les plus recherchées viennent de Nevers, Rouen ou encore Moustiers. Mais de nombreux autres centres de production méritent l'attention. Citons notamment Apt, Desvres, La Rochelle, Les Islettes, Lille, Lunéville, Lyon, Montpellier, Moulins, Niderviller, Quimper, Saint-Clément, Strasbourg, Vron… Chacun a un style caractéristique, aisément identifiable même par des amateurs peu expérimentés. Ainsi les faïenceries de Nevers se reconnaissent par leurs camaïeux d'un bleu profond, avec des dessins de fleurs et d'oiseaux, des scènes pastorales et des pastiches de porcelaines chinoises. Celles de Moustiers présentent, sur un fond de faïence blanche et dans des tons bleu, vert ou orangé, des décors de scènes de chasse, de ferronneries et de masques inspirés de Jean Bérain, ornemaniste de Louis XIV.

Les prix sont attractifs quelles que soient les fabriques. Les pièces les plus rares, les mieux conservées et les plus grandes, comme des vases, des saladiers ou des plats, se dénichent à partir de 1 000 euros. Les plus chères d'entre elles se négocient entre 3 000 et 5 000 euros. Mais l'essentiel de l'offre sur le marché est beaucoup moins onéreux. On peut en effet acheter de très jolies assiettes de tailles variables et des plats à partir de 200 euros et jusqu'à 1 000 euros. Pour les trouver, il faut fréquenter les antiquaires et les Salons de province ainsi que les salles des ventes, la société Pescheteau-Badin, à Paris, organisant ainsi plusieurs belles vacations tout au long de l'année. ✷

ROBIN MASSONNAUD

Vase de Nevers du XVIII^e^ siècle, vendu 1 950 euros.

PESCHETEAU-BADIN

IMMOBILIER

L'ivresse des sommets

Les prix des stations de ski s'envolent avec l'altitude.

En dépit des conséquences du réchauffement climatique sur l'enneigement, l'investissement immobilier dans les stations de ski séduit toujours. Selon une étude de la Fnaim, les prix y sont 30 % plus élevés que la moyenne nationale, et même 50 % plus cher si l'on se concentre sur les maisons, qui atteignent en moyenne 3 359 euros du mètre carré. Ces biens ont profité d'une envolée post-Covid, avec une hausse de 28 % entre juillet 2020 et avril 2023, avant de connaître une légère correction au cours des dix-huit derniers mois.

Toutefois, selon les massifs, les chiffres divergent fortement, avec une relation croissante entre altitude et prix du mètre carré. « Les stations de haute altitude consolident leur position dominante, attirant les acheteurs à la recherche de garanties d'enneigement. Depuis dix ans, les prix y ont progressé deux fois plus vite qu'en basse altitude, à raison de + 40 % contre + 20 %, souligne l'étude. Les Alpes du Nord demeurent la zone la plus chère de France et le Massif central reste le plus abordable, mentionne un autre rapport de SeLoger. Selon le site d'annonces immobilières, Val-d'Isère, en Savoie, est la station la plus onéreuse avec un prix moyen du mètre carré de 15 605 euros, devant les deux Savoyardes Courchevel et Bessans-Val-d'Arc. A contrario, les trois stations les moins coûteuses sont les Vosgiennes Saint-Maurice-sur-Moselle et Lac-Blanc, et Gourette dans les Pyrénées-Atlantiques. Vous pouvez y trouver un 45-mètres carrés à moins de 70 000 euros. A ce prix, la neige est en option. **A. F.**

SUIVEZ LE GUIDE

Ethan Mollick : le dompteur d'IA

Cet enseignant de la prestigieuse Wharton School, aux Etats-Unis, a une méthode imparable pour nous apprendre l'intelligence artificielle.

PAR ANNE CAGAN

Trois nuits blanches. C'est le temps qu'il faut pour apprivoiser l'intelligence artificielle, promet Ethan Mollick. 49 ans, regard enjoué, style discret, ce professeur de management de la prestigieuse Wharton School (Philadelphie) est le prof d'IA dont on rêvait tous. Depuis plus de deux ans, il raconte sur Internet avec clarté et humour les expériences qu'il mène avec ChatGPT et ses héritiers. Un travail qui l'a propulsé dans le classement des 100 personnalités les plus influentes de l'IA du vénérable *Time*. Son livre *Co-Intelligence. Vivre et travailler avec l'IA*, qui paraît en France le 13 mars chez First Editions, est déjà un best-seller aux Etats-Unis.

« L'intelligence artificielle générative est l'exact opposé de ce que les livres et les films de SF avaient décrit, confie-t-il avec amusement. On pensait que les IA seraient précises, froides, douées en mathématiques. Finalement, elles sont créatives, imprévisibles et bavardes. Elles peuvent chanter vos louanges ou s'énerver contre vous sans que vous ne sachiez pourquoi. » Il suffit de dire à une IA qu'elle se trompe pour mesurer l'irrationalité de l'animal. Elle est capable de changer d'avis en s'excusant platement, même si vous lui dites une bêtise. Ou de camper, au contraire, avec véhémence sur sa position quand elle se trompe.

Rien d'étonnant à ce que tant de personnes hésitent à approcher cette étrange créature. Le secret pour la dompter ? « Tester l'IA sur un domaine que l'on maîtrise bien, conseille Ethan Mollick. Cela permet de comprendre très vite ce qu'elle sait bien faire et ce sur quoi elle échoue. »

« Il faut commettre un terrible péché : lui parler comme si elle était consciente »

Vous êtes électricien, avocat ou chercheur ? Posez-lui des questions pièges. Demandez-lui des brouillons de rapport, de devis, d'e-mail. L'exercice créé un sentiment de vertige, suivi en général d'un grand soulagement. Vertige à la vue des tâches que l'IA exécute avec brio. Soulagement lorsqu'on la voit tomber dans des pièges enfantins ou répondre des banalités.

Pour bien utiliser l'IA générative, plaisante Ethan Mollick, « il faut commettre un terrible péché : lui parler comme si elle était consciente ». Cet expert dont Reid Hoffman, cofondateur de LinkedIn et d'Inflexion AI, chante les louanges sait pertinemment que consciente, l'IA générative ne l'est pas. Ces outils ne sont, in fine, que des systèmes de calculs probabilistes formidablement sophistiqués. Après avoir ingurgité quantité de nos productions (textes, images…), ils identifient des récurrences, des schémas. C'est pour cette raison que l'IA semble si bien comprendre nos questions. Et lorsqu'elle affirme être « amoureuse » de nous ou « vouloir rayer les humains de la carte », cela ne montre qu'une chose : nos textes, qu'elle a étudiés, contenaient des interactions similaires.

Il est cependant utile de « faire semblant », explique Ethan Mollick. Les IA génératives ayant été entraînées sur des productions humaines, c'est en effet en leur parlant de manière naturelle qu'on les amène à faire les corrélations les plus pertinentes. « Leur attribuer un avatar clairement défini donne de très bons résultats, explique-t-il. Demander à une IA de se mettre dans la peau d'un professeur répondant à des étudiants en MBA ne produira, par exemple, pas du tout les mêmes résultats que si on lui demande d'incarner un clown de cirque. »

Faut-il parler poliment à son IA ? C'est préférable, confirme l'enseignant mais « sans circonlocutions. Si vous pensez que la demande que vous faites à l'IA – ce qu'on appelle un "*prompt*" – serait jugée nébuleuse par un humain, il est probable que l'IA la comprenne également mal. » Les internautes gagneront aussi à expliquer aux IA, étape par étape, ce qu'ils veulent les voir faire. Et pour les tâches importantes ou récurrentes, à étoffer leur *prompt* en donnant des exemples mais aussi des contre-exemples.

L'auteur exhorte aussi les novices à essayer, dès le début, les IA les plus puissantes du marché. « Un monde sépare les dernières versions de celles de l'an passé. Ceux qui testent des modèles bas de gamme passeront complètement à côté de ce que l'IA sait réellement faire aujourd'hui. » Des préceptes qui aident ses étudiants à imaginer d'ingénieux usages de l'IA, tels que la création de « persona de clients », ces représentations fictives que

T. LEONARDI/WHARTON SCHOOL – UNIVERSITY OF PENNSYLVANIA

Il faut utiliser l'IA non pas pour remplacer la réflexion, mais pour la stimuler.

les services marketing de beaucoup d'entreprises utilisent pour guider le développement de leurs produits.

Où l'IA s'avère-t-elle le plus utile ? Mollick en a désormais une idée assez nette. Et encourage à l'employer dans les domaines où l'on peut contrôler l'exactitude de la réponse de l'IA promptement. Les IA se trompant régulièrement, cette étape est en effet cruciale. ChatGPT et ses congénères excellent également dans les taches créatives. On peut ainsi leur demander 30 idées de slogans marketing. Et répéter la manœuvre jusqu'à ce qu'une proposition tape dans le mille ou fasse germer une bonne idée. « Ces nouvelles IA savent aussi très bien décliner des contenus dans différents formats : une entreprise qui met en place une nouvelle politique interne pourra ainsi produire rapidement des douzaines de documents de formation adaptés à différents publics, avec des exemples, des styles d'écriture et des degrés de complexité adaptés à chacun d'eux. »

Ethan Mollick encourage également les internautes à déléguer, au moins en partie, à l'IA toutes ces tâches inutiles qui polluent leurs agendas, comme ces pompeux rapports que personne ne lit. « L'IA peut aussi donner un deuxième avis utile. Vous lui donnez accès aux données de votre problème et vous voyez si elle arrive à la même conclusion que vous. »

S'il étudie de près l'impact de cette technologie sur l'économie, ce professeur est surtout aux premières loges de la révolution éducative qu'elle enclenche. « C'est l'apocalypse des devoirs à la maison, observe-t-il, sourire en coin. Nous y sommes : l'intelligence artificielle a atteint un niveau qui lui permet de réaliser à la place de l'élève la plupart des exercices. » En 2023, déjà, 82 % des étudiants américains de premier cycle avaient utilisé cette technologie pour des tâches scolaires. Un bouleversement trop souvent interprété de travers, déplore Mollick. « Beaucoup de professeurs pensent, à tort, qu'on peut régler ce problème avec des détecteurs de contenus artificiels. Ces outils ne marchent pas bien. Ce sont les modes d'apprentissage et d'évaluation qu'il faut entièrement repenser. » Les étudiants, de leur côté, n'ont pas toujours le sentiment ni l'intention de tricher, observe l'expert. Mais ils ne réalisent pas que l'IA entretient chez eux un sentiment de compétence illusoire. « Ils obtiennent des conseils, des réponses qui les aident à faire leurs devoirs, ce qui leur donnent le sentiment de maîtriser la discipline. Mais en supprimant l'effort mental, ils passent à côté de l'objectif réel de l'éducation et n'impriment pas de manière pérenne les connaissances qu'ils souhaitent pourtant ardemment acquérir. » La clé, selon lui, est de ne pas utiliser l'IA pour « remplacer » la réflexion, mais la stimuler. « En demandant à l'IA d'agir comme un tuteur, un coach qui guide vos pas, plutôt que comme une machine à fournir des réponses "prêtes à l'emploi". »

Ethan Mollick a d'ailleurs mis à disposition des enseignants du monde entier une panoplie de prompts IA à vocation pédagogique. On y trouve, en vrac, un simulateur qui nous apprend à négocier, des mentors qui piquent notre réflexion, une IA « critique » qui évalue la qualité d'un travail ou encore une IA « élève » à qui un étudiant peut s'entraîner à apprendre ce qu'il pense avoir retenu. De quoi inspirer les élèves les plus léthargiques. Parole d'honneur, Ethan Mollick ne laisse pas l'IA noter leurs copies. ✶

Le choc des titans

L'anglais Arm à l'assaut de Nvidia

Aussi lucratif que stratégique, le marché des puces pour l'intelligence artificielle est dominé par une firme américaine. Plus pour longtemps ?

La ruée vers l'or a des similitudes avec la course à l'intelligence artificielle générative. Dans un cas comme dans l'autre, les grands gagnants semblent être les vendeurs de pelles. Pour l'heure, un acteur se détache du lot : Nvidia, un concepteur de puces électroniques servant à entraîner et exécuter les modèles à la base d'applications comme ChatGPT (OpenAI) ou Le Chat (Mistral). La compagnie américaine est récemment devenue l'une des plus valorisées au monde, en Bourse, aux côtés d'Apple ou Microsoft. Mais la compétition se durcit de jour en jour.

La bascule d'Arm en est un signe éloquent. Selon le *Financial Times*, l'entreprise d'origine britannique de semi-conducteurs voudrait se développer dans les centres de données IA, un secteur en plein boom. Le projet Stargate prévoit l'investissement de 500 milliards de dollars dans ces infrastructures aux Etats-Unis. La firme japonaise SoftBank, qui détient à 90 % Arm, en est partie prenante. L'Europe, elle, va attirer plus de 300 milliards d'euros de capitaux privés, dont une centaine rien qu'en France. Les dépenses dans les puces pourraient représenter jusqu'à 50 % de ces montants, estime Pierre Cambou, analyste du marché des semi-conducteurs chez Yole Group.

Dans un premier temps, Arm ne cherche pas l'opposition frontale avec Nvidia. L'objectif, d'après la presse anglo-saxonne, serait la conception d'une puce de type CPU. Un processeur certes essentiel au déploiement de l'IA, mais moins déterminant que les GPU, des « accélérateurs » grâce auxquels est devenu célèbre – et riche – Nvidia. Mais Arm semble avoir de la suite dans les idées. L'entreprise développe déjà des architectures GPU pour les jeux vidéo. Un peu comme Nvidia à ses débuts. On connaît la suite…

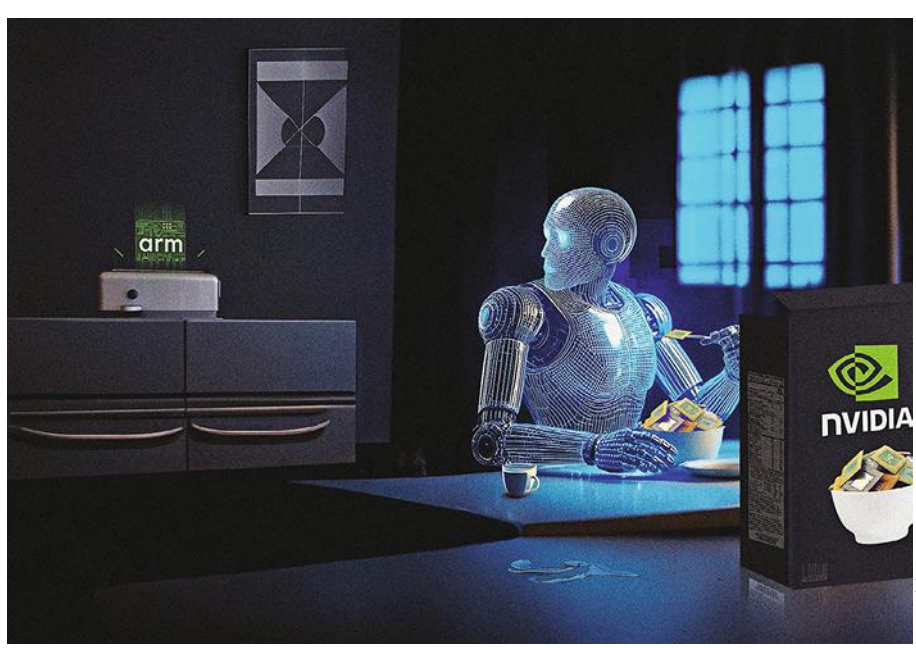
SoftBank a, par ailleurs, racheté l'été dernier Graphcore, un spécialiste des GPU qui ne cachait pas jusque-là son envie de taquiner le leader du marché. Car la dépendance à Nvidia a ses inconvénients. « Son quasi-monopole a contribué à gonfler les prix », rappelle l'économiste Rémi Bourgeot, chercheur associé à l'Iris. L'approvisionnement suscite aussi des tensions. La filiale IA d'Elon Musk, xAI, a par exemple bénéficié en un temps record de dizaines de milliers de GPU Nvidia au nez et à la barbe d'autres acteurs de la tech. Sans oublier les enjeux géopolitiques. Nvidia et ses rivaux déclarés, à l'instar de Broadcom ou AMD, sont tous Américains. Arm et ses principaux cerveaux ont l'avantage d'être basés à Cambridge, sous contrôle d'un conglomérat japonais. Bien que SoftBank soit coté au Nasdaq, et très bien implanté dans la Silicon Valley, il s'agit d'une particularité notable.

Le meilleur atout d'Arm demeure cependant son excellente image. Le britannique fournit déjà l'élite de la tech, d'Apple à Microsoft, en passant par Samsung, et même Nvidia. Il cultive son image d'acteur neutre, qui travaille avec tout le monde – certains le surnomment la « Suisse » du secteur. Jusqu'ici, le modèle économique d'Arm est de vendre des licences d'utilisation de ses designs. Bon nombre de nos téléphones sont, par exemple, équipés de puces conçues grâce à lui. Le savoir-faire du groupe dans l'efficacité énergétique des puces, qui a fait son succès dans celles destinées aux mobiles, peut avoir ses bénéfices dans l'IA, une technologie très gourmande en électricité.

Ce pivot vers l'IA pose néanmoins des défis. Arm produirait cette fois des puces en son nom. Ce qui nécessite de nouvelles compétences et pourrait agacer plusieurs de ses clients, devenus soudainement concurrents, comme Nvidia. « Le principal atout de Nvidia ne réside pas dans le matériel, mais dans les logiciels qu'elle met à disposition », souligne Bhavin Manjee, consultant au cabinet Simon-Kucher, à New York. Selon Pierre Cambou, de Yole Group, « il sera très difficile de trouver une concurrence à Nvidia bien établie avant 2028 ».

Le mastodonte dirigé par Jensen Huang se donne du mal pour rester roi en sa demeure. Nvidia avait d'ailleurs tenté de racheter Arm en 2020, pour 40 milliards de dollars. Un projet bloqué par les autorités de la concurrence. SoftBank doit s'en féliciter aujourd'hui. L'entrée en Bourse d'Arm, en 2023, a été une franche réussite et l'entreprise est aujourd'hui valorisée à 165 milliards de dollars. Nvidia, de son côté, a réduit drastiquement ses propres parts dans Arm peu après l'annonce du changement de braquet de l'entreprise. La crainte de nourrir un concurrent ? ✷

MAXIME RECOQUILLÉ



FIREFLY (IA) – L'EXPRESS

La folle percée de la Chine dans les médicaments

UNE CHRONIQUE DE ROBIN RIVATON

Les entreprises chinoises ont accru leur part de marché dans la filière pharmacologique et les biotechnologies. Au grand dam des Etats-Unis.

C. KREBS/L'EXPRESS

Le Vieux Continent ne s'en rend pas encore compte. Mais la Chine devient une puissance incontournable dans le domaine de l'innovation médicamenteuse et des biotech. Pékin en a fait une priorité stratégique, en commençant par s'attaquer aux principes actifs pharmaceutiques qui entrent dans la composition de médicaments découverts, conçus et développés par des innovateurs occidentaux et japonais. Désormais, les entreprises chinoises investissent massivement dans la R&D. En 2013, seuls 3 % des essais cliniques en phase I à III étaient menés par des entreprises basées en Chine. Dix ans plus tard, ce nombre avait bondi à 28 %. Si les Etats-Unis ont dans l'ensemble maintenu leur position passant de 37 à 34 %, l'Europe a chuté de 38 à 23 % et le Japon, de 11 à 4 %. Les sociétés chinoises sont particulièrement actives dans les essais de phase précoce en oncologie et dans les thérapies cellulaires et géniques. Lilly, AstraZeneca et GSK ont renforcé leur développement commercial en Chine, notamment à Shanghai. Et ils n'hésitent plus à acquérir des produits développés en Chine pour les porter sur les marchés occidentaux.

2017 a marqué un tournant important dans l'essor de la Chine sur ce marché. C'est cette année-là que le leader mondial de la santé, l'américain Johnson & Johnson, a acquis la licence du Carvykti auprès de Legend Biotech en Chine, au plus fort de l'engouement pour les thérapies cellulaires. Le Carvykti sera approuvé en 2022 par l'autorité américaine de régulation des médicaments (FDA) pour le traitement du myélome multiple, soit seulement cinq ans après que la toute première thérapie CAR-T a été autorisée. Cela a surpris le monde entier. Les données des tests réalisés en Chine étaient si impressionnantes que de nombreux commentateurs avaient questionné leur authenticité et douté que J & J puisse les reproduire lors des essais de suivi aux Etats-Unis. L'année 2024 n'a fait que confirmer cette montée en puissance. Merck a ainsi conclu deux accords de sous-licence avec les chinois Hansoh Pharma (pour un médicament anti-obésité) et LaNova Medicines (pour un anticorps utilisé en oncologie). Alors que les entreprises chinoises ne captaient que 2 % des accords de licence de plus de 50 millions de dollars sur la décennie 2013-2022, elles en ont attiré près d'un quart l'an dernier.

Les réformes ambitieuses de 2015 ont accéléré le processus d'approbation des essais cliniques

Les géants pharmaceutiques doivent faire vite, car d'autres investisseurs tentent de les court-circuiter. La société de biotechnologie Summit Therapeutics affirme que son médicament expérimental contre le cancer, licencié auprès du chinois Akeso, est plus efficace que le blockbuster Keytruda de Merck. En octobre, un groupe d'investisseurs du secteur des sciences de la vie a annoncé investir 400 millions de dollars dans la création de la société Kailera Therapeutics, qui développerait des médicaments expérimentaux contre l'obésité licenciés auprès de la chinoise Jiangsu Hengrui Pharmaceuticals. Les essais cliniques jouent un rôle central dans l'innovation médicamenteuse. Les réformes ambitieuses de l'organisme national de réglementation des médicaments en 2015 ont accéléré le processus d'approbation des essais cliniques. La Chine a su tirer parti de sa vaste population pour accélérer le recrutement de patients et mener des essais cliniques plus rapidement. Cette réforme a attiré de nombreux scientifiques chinois formés à l'étranger, les fameuses « tortues de mer ».

Nombreux sont ceux qui ont questionné l'authenticité des tests menés en Chine

Face à l'ascension de la Chine, les Etats-Unis tentent de réagir avec le projet de loi bipartisan Biosecure. Il a été adopté par la Chambre des représentants en septembre dernier mais pas par le Sénat car il n'était pas inclus dans la loi d'autorisation de la défense nationale. Ce n'est que partie remise et l'administration Trump envisage également de réformer les essais cliniques. Le projet de loi Biosecure vise à augmenter la production biopharmaceutique aux Etats-Unis et à limiter la collaboration avec les organisations chinoises, au motif qu'elles pilleraient la propriété intellectuelle. Cinq entités (Beijing Genome Institute, MGI Tech, Complete Genomics, WuXi AppTec et WuXi Biologics) ont été désignées comme « hostiles » par les Etats-Unis. Une grille de lecture déjà dépassée, qui ne mesure pas l'actuel potentiel d'innovation de la Chine. ✷

Robin Rivaton est président de Stonal et membre du conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).

D'OÙ VENONS-NOUS ?

Thierry Lhermitte face à Lluis Quintana-Murci

L'acteur féru de sciences et le chercheur à l'Institut Pasteur et au Collège de France ont échangé sur la génétique des populations et l'évolution de notre espèce.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE BENZ ET THOMAS MAHLER

Il est arrivé à l'Institut Pasteur avec des questions pointues sur les mitochondries, les mutations génétiques ou l'horloge moléculaire. Parrain de la Fondation pour la recherche médicale (FRM) et passionné de sciences, Thierry Lhermitte a dévoré *Le Peuple des humains* (Odile Jacob, 2021) de Lluis Quintana-Murci. L'Express a donc organisé une rencontre entre l'acteur et le biologiste franco-espagnol, directeur de recherche à l'Institut Pasteur et professeur au Collège de France. Pendant deux heures, au laboratoire puis à table, les deux ont échangé sur la génétique des populations, l'évolution de notre espèce ou les apports de Néandertal.

C. KREBS/L'EXPRESS

Thierry Lhermitte : Une question me taraude depuis longtemps : quand les conquistadors arrivent en Amérique du Sud aux XV^e^ et XVI^e^ siècles, les microbes qu'ils importent avec eux déciment 90 % de la population locale. Mais pourquoi les Européens n'ont-ils pas été éliminés par les microbes locaux ? Au regard de vos travaux, j'ai une suggestion, totalement spéculative bien entendu : la population amérindienne est plus « récente » que la population européenne, et elle a été moins métissée. Est-ce que cela a pu influer sur sa capacité d'adaptation aux pathogènes nouveaux ?

WIKIMEDIA COMMONS

Lluis Quintana-Murci : Effectivement, le peuplement de l'Amérique a eu lieu il y a moins de vingt mille ans et ainsi, la diversité génétique des populations d'Amérindiens est plus réduite. Qui dit faible diversité, et cela dans toutes les espèces, dit une moindre capacité à s'adapter à un environnement nouveau, y compris aux pathogènes importés par les colons européens.

En dehors de cet exemple tragique du génocide aux Amériques, le métissage est une façon d'accélérer la capacité d'adaptation d'une population. Mon laboratoire a été pionnier pour montrer qu'il permet de s'adapter beaucoup plus rapidement que par le seul effet de la sélection naturelle. La théorie dite « poison-antidote » illustre très bien ce point : de nouveaux venus introduisent leurs pathogènes, mais s'ils font des enfants avec les personnes sur place, ils vont aussi leur transmettre la façon d'y résister, car eux-mêmes sont déjà adaptés à ces pathogènes.

Aujourd'hui, les populations en Amérique sont en tout cas très métissées. Le Brésil est d'ailleurs un laboratoire vivant de diversité génétique. La composante des Amérindiens, descendants de populations venues d'Asie, s'est métissée à la composante européenne issue des colons et à la composante africaine issue des esclaves.

On dit souvent que les Européens ne sont pas très métissés. Pourtant les travaux en génétique ont montré à quel point cette idée reçue était fausse…

Si l'on exclut les migrations récentes, les recherches en génétique des populations, y compris celles basées sur l'ADN fossile, montrent que nous sommes, en Europe, le produit de quatre événements de métissage. Les premiers Africains sont arrivés sur notre continent il y a environ cinquante mille ans. Puis ils se sont métissés avec les Anatoliens, arrivés il y a dix mille ans avec l'agriculture, et encore après, ils se sont métissés avec des populations venues de l'Est, les Yamnas, un peuple associé à l'arrivée des langues indo-européennes. A cela il faut ajouter une quatrième composante : les 2 % à 3 % de génome néandertalien que nous portons tous.

Les gens n'ont pas forcément conscience que c'est en Afrique que l'on trouve le plus haut niveau de diversité génétique de la planète…

Tout simplement parce qu'entre l'apparition de nos ancêtres en Afrique, il y a deux cent mille à trois cent mille ans, et les premières migrations hors d'Afrique il y a soixante mille ans, il s'est écoulé un temps très long, qui a permis aux populations africaines d'accumuler un très grand nombre de variants génétiques. Il faut imaginer que les Européens sont à l'Afrique ce que les Québécois sont à la France : un sous-groupe de la population d'origine, donc un sous-groupe de la diversité génétique de cette population.

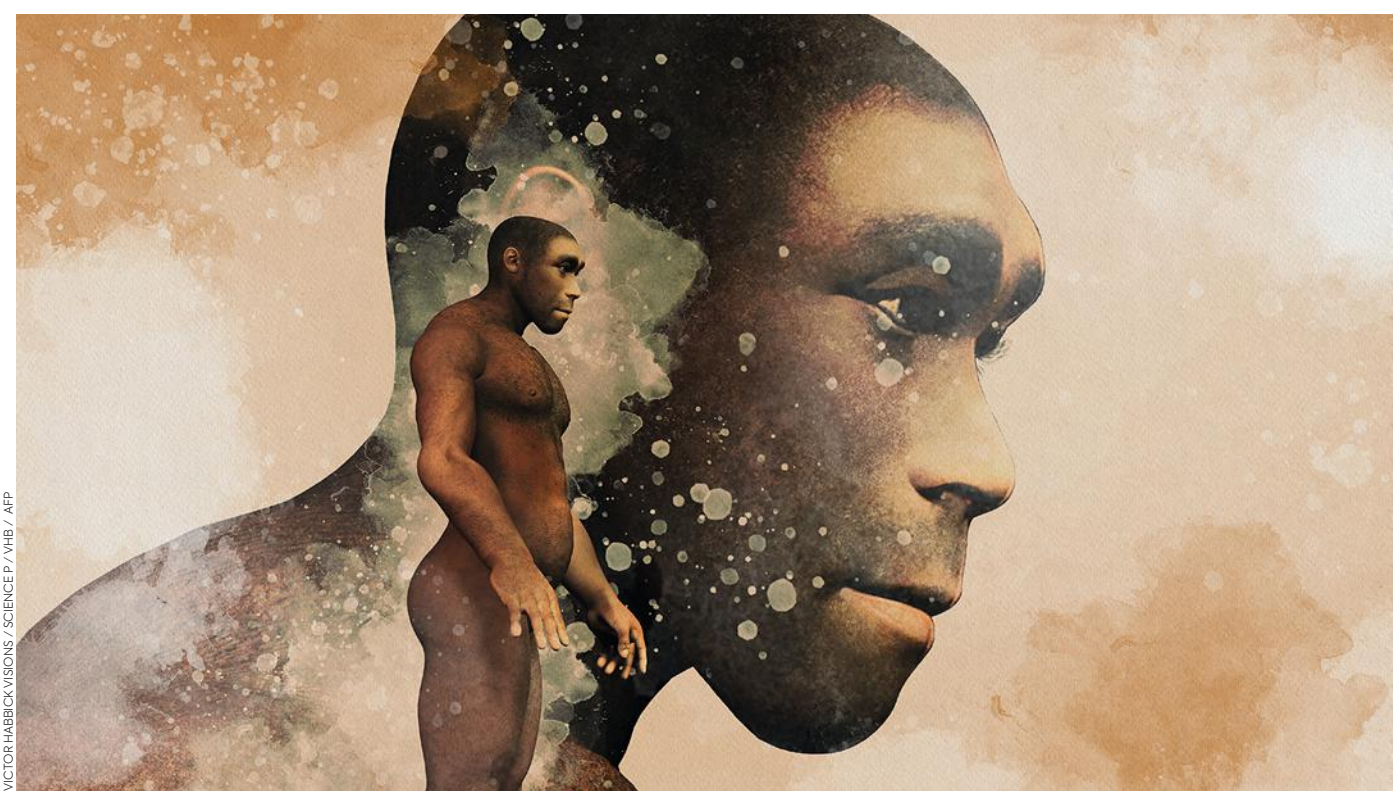
Le peuplement du monde s'est à chaque fois fait à partir d'un sous-groupe de la diversité génétique africaine. Plus on s'éloigne géographiquement de l'Afrique, moins il y a ainsi de diversité. C'est pour cela que mon laboratoire a commencé à

s'intéresser aux Polynésiens : dans le triangle entre Hawaï, la Nouvelle-Zélande et l'île de Pâques, on retrouve les populations les plus récentes, certaines îles dans cette région ont été peuplées il y a moins de sept cents ans.

A quelles questions cherchez-vous à répondre à partir de l'étude de ces populations ?
Nous avons ce projet passionnant, en collaboration avec l'Institut Louis-Malardé à Tahiti, où nous cherchons à comprendre les origines du fléau des maladies métaboliques. En Polynésie française, 55 % de la population se trouve en situation d'obésité, et 85 % s'avère en surpoids. Comme beaucoup de peuples, les Polynésiens sont passés de leur alimentation traditionnelle à la junk food. Mais pour autant, c'est l'un des seuls endroits au monde où la prévalence de l'obésité est aussi forte. Nous sommes en train de séquencer le génome de 2 000 individus sur 18 îles couvrant les cinq archipels, pour tenter de trouver une réponse. Est-ce dû au hasard, à ce qu'on appelle la dérive génétique, c'est-à-dire au fait que leurs ancêtres sont arrivés avec des gènes prédisposant à l'obésité ? Ou est-ce dû à l'hypothèse du gène économe, à savoir que l'évolution a sélectionné des gènes permettant de résister à la famine, qui se retournent contre nous aujourd'hui ? Pour survivre aux famines, notre espèce aurait privilégié des mutations qui permettent d'utiliser le minimum de ressources nutritionnelles pour mieux survivre. Or, si on change rapidement de régime alimentaire, ces mutations peuvent nous rendre obèse. A mon avis, en Polynésie, nous allons trouver une combinaison des deux.

On dit aussi souvent que c'est l'agriculture, au Néolithique, qui a fait exploser les maladies infectieuses. Est-ce vraiment le cas ?
Pendant longtemps, on a effectivement pensé que l'introduction de l'agriculture, par exemple il y a environ dix mille ans en Europe, marquait le début des grandes maladies infectieuses. Mais plusieurs articles récents, y compris de mon laboratoire, ont montré que la plupart des mutations dans les gènes de l'immunité révèlent des signes d'adaptation datant des derniers quatre mille ans. C'est-à-dire au moment où sont arrivés les Yamnas, et où se sont développées les premières grandes mégacités. Ce n'est ainsi pas durant la transition de l'agriculture, mais bien plus à l'âge du bronze qu'a eu lieu cette adaptation aux pathogènes. Le regroupement de populations a alors fait exploser les pathogènes et il a fallu s'adapter.

L'héritage néandertalien a apporté des gènes de résistance aux pathogènes, mais il est également associé à un risque plus élevé de maladies auto-immunes…
Il y a eu, entre cinquante mille et soixante mille ans, un échange génétique entre les Néandertaliens et les ancêtres des Européens et Asiatiques. Nous avons montré que la « néandertalitude » en nous a été surtout bénéfique pour la réponse immunitaire face aux virus à ARN, grippes ou autres. Mais comme vous le soulignez, cet héritage néandertalien que nous portons dans nos génomes, pour ceux d'entre nous qui sont d'origine européenne ou asiatique, est à double tranchant : d'une part, il a permis à nos ancêtres de mieux s'adapter au froid ou aux pathogènes, mais d'autre part, suite aux changements d'environnement et de style de vie qui ont eu lieu dans les derniers quarante mille



VICTOR HABBICK VISIONS / SCIENCE P / VHB / AFP

« L'héritage néandertalien a apporté des gènes de résistance aux pathogènes. »

ans, ce même héritage peut également avoir des conséquences délétères pour notre santé d'aujourd'hui, comme c'est le cas pour les maladies auto-immunes ou les allergies.

Mais les humains ne se sont pas que métissés avec les Néandertaliens. Il y a aussi eu des échanges avec les Dénisoviens [NDLR : qui vivaient dans la grotte de Denisova, en Sibérie centrale, à la même époque]. Dans le Pacifique Sud, les humains ont ainsi acquis des mutations avantageuses, provenant des Dénisoviens, pour mieux survivre aux pathogènes locaux. Par exemple, les populations actuelles de Papouasie peuvent porter jusqu'à 3 à 4 % d'ADN dénisovien.

En lisant votre livre, on constate que les mutations présentent souvent des avantages, mais aussi des inconvénients…

Avec mon équipe, nous avons étudié 2 000 génomes humains en Europe sur dix mille ans afin de déterminer quelles mutations augmentent le plus en fréquence, et donc nous ont permis de mieux nous adapter et survivre. Nous avons aussi développé une méthode pour savoir si cette augmentation en fréquence est due à la dérive génétique, c'est-à-dire au hasard, ou à une sélection positive. Ce faisant, nous avons identifié 89 gènes porteurs de mutations avantageuses. On y retrouve sans surprise l'emblématique gène de la lactase, responsable de la tolérance au lactose chez l'adulte. En France, 40 % de la population est porteuse de cette mutation qui permet de digérer le lait à l'âge adulte. Nous avons constaté que les porteurs de cette mutation avaient environ 8 % de chances de plus de transmettre leurs gènes que les non-porteurs, ce qui est immense chez l'homme.

Longtemps, on a également pensé que la perte de la pigmentation de la peau était due au hasard. Or nous savons maintenant que cela a été avantageux pour les populations en Europe, car cela facilite la synthèse de la vitamine D à travers la peau quand il y a moins de soleil. J'ai grandi jusqu'à mes 21 ans à Majorque, et je sais que la seule chose à laquelle je ne me suis pas adapté ici à Paris, c'est bien le manque de soleil *[Rires.]*.

Mais quand on regarde ces gènes porteurs de mutations avantageuses en fonction d'un environnement particulier, on voit aussi qu'ils peuvent augmenter le risque de développer d'autres maladies. Comment est-ce possible ? C'est ce qu'on appelle dans notre jargon la pléiotropie antagoniste, c'est-à-dire qu'une même variation génétique a des effets ou fonctions opposés. Dans l'histoire de notre espèce, certaines mutations ont « surexcité » notre système immunitaire pour nous protéger contre des agents infectieux. Mais ces mêmes mutations, en une moindre présence des agents infectieux, peuvent causer des maladies auto-immunes. Selon certains, ces maladies seraient liées à la surutilisation des antibiotiques ou des vaccins. Mais nous avons montré que l'augmentation du risque de maladies auto-immunes, inflammatoires et allergiques a débuté… il y a quatre mille ans ! Donc bien avant l'apparition des vaccins et des antibiotiques.

Y a-t-il une dimension politique dans vos travaux ? N'est-ce pas sensible de parler de diversité génétique ?

On parle de diversité plutôt que de différences, car l'idée de différences peut encore choquer en France. Pourtant, qu'est-ce qu'il y a de mal dans la « différence » ? Dans les années 1980, certains généticiens des populations communiquaient très peu là-dessus, ou assuraient même qu'il n'y a pas de différence entre nous. Il s'agissait d'une bonne intention, mais un peu naïve. Si vous ne parlez pas d'un sujet, on va se dire que vous cachez quelque chose. L'extrême droite s'est ainsi emparée de la génétique, même s'il faut rappeler que le racisme n'a nul besoin de la génétique pour exister. Face à cela, je pense qu'il est important de bien communiquer sur les avancées de la recherche. Il faut normaliser la diversité, la différence. Même au sein de l'Europe, si on compare un Finnois et un Sicilien, il y a des différences en matière de pigmentation de la peau, et cela ne pose aucun problème !

En revanche, dire qu'il n'y a pas de races humaines, ce n'est pas faire du wokisme génétique, mais de l'observation empirique. Une race, c'est un groupe d'individus qui sont presque identiques entre eux, et qui diffèrent beaucoup d'autres groupes. Pensez aux caniches ou aux bergers allemands. Chez les humains, c'est l'inverse : les différences entre individus sont très grandes, et bien plus importantes que les différences entre des groupes. En moyenne, quels que soient le type de polymorphisme analysé et le nombre de populations étudiées, 85 % de la variabilité génétique est observée au sein de la population, le reste étant observé entre populations. ✶

Thierry Lhermitte participera le 10 mars au colloque de L'Express sur la longévité. Il y interrogera le chercheur Jean-Marc Lemaitre, directeur adjoint de l'Institut de médecine régénative et biothérapies de Montpellier.

Pourquoi modifier le génome des embryons est une mauvaise idée

UNE CHRONIQUE DU PR ALAIN FISCHER

Une récente étude relance le débat et soulève des questions à la fois techniques et éthiques.

En novembre 2018, le biologiste chinois He Jiankui annonçait de façon retentissante avoir modifié le génome des embryons de deux sœurs jumelles afin d'éviter qu'elles soient contaminées par le VIH dont leur père était porteur. Pour ce faire, il avait utilisé Crispr-Cas 9, le système de ciseaux moléculaires de l'ADN. Outre le fait que cette stratégie n'avait aucun sens (ces jumelles n'étaient pas à risque d'infection), son action quelque peu transgressive fut unanimement condamnée. Elle lui valut d'ailleurs une condamnation à trois années de prison.

Cela dit, ce fut l'occasion de vifs débats au sein de la communauté scientifique, notamment anglo-saxonne, sur l'intérêt d'utiliser cette forme d'ingénierie génomique pour corriger une anomalie génétique grave d'un embryon, voire de réduire le risque de maladies comme Alzheimer par exemple. Mais le consensus minimal fut de considérer qu'à ce stade de développement de la technologie, loin d'être maîtrisée, un moratoire s'imposait et donc que ces interventions devaient au moins pour le moment rester interdites.

Les années passant, les connaissances et la technologie progressant, voici que le débat est relancé à l'occasion d'un article scientifique accompagné d'éditoriaux, publié récemment dans la revue *Nature*. Les auteurs envisagent d'utiliser la technique des ciseaux moléculaires pour modifier chez un même embryon plusieurs gènes afin de réduire les risques de maladies coronariennes, psychiatriques ou encore Alzheimer. En se fondant sur l'identification d'un risque de survenue de ces maladies lié à des variants génétiques, les auteurs estiment que modifier jusqu'à dix gènes pourrait réduire de deux à soixante fois la probabilité de leur survenue. Sur un plan technique, il n'est pas impossible d'actionner simultanément les ciseaux moléculaires en plusieurs points du génome. Ils concèdent toutefois qu'il faudra encore attendre quelque temps pour s'assurer du fait que ces modifications soient précises, efficaces et sûres, c'est-à-dire ne provoquent pas d'effet non souhaité dans le génome de l'embryon.

Cette ingénierie pourrait certes réduire le risque de maladies comme Alzheimer

Alors que penser de cette approche « 2.0 » d'ingénierie génomique de l'embryon ? Rappelons en premier lieu que sa mise en œuvre implique une fécondation in vitro suivie d'une sélection d'embryon dont les modifications du génome sont conformes. On n'ose imaginer le coût d'une telle approche ! Les critiques principales restent toutefois de nature scientifique et éthique. Scientifique en premier lieu, car l'évaluation du risque génétique de maladies fréquentes, que l'on dénomme score polygénique, est très imprécise et source d'erreurs parce qu'il est fondé sur une addition arithmétique de facteurs de risque, alors qu'en fait ils ne sont pas indépendants les uns des autres. Surtout, ceux-ci varient considérablement d'une population à l'autre et dépendent en très grande partie de facteurs environnementaux (nutrition, exercice physique, etc.) De plus, ce score prédictif ne prend pas en compte les interventions médicales préventives et thérapeutiques disponibles et à venir.

Il existe d'autres priorités d'action pour améliorer la santé des humains

Imaginons un instant que ces questions soient résolues (fiabilité parfaite de l'ingénierie du génome, calcul de risque adapté), serait-il raisonnable d'autoriser une telle pratique ? A la critique déjà formulée de l'atteinte au patrimoine génétique héréditaire mise en œuvre sans consentement de l'intéressé, s'ajoutent de sérieuses considérations éthiques et sociétales : la création d'une situation d'inégalités, voire de discrimination entre personnes à risque de maladies désormais sous contrôle et les nombreux autres. Le principe d'équité qui régit le droit à la santé, déjà mis à mal serait alors tout simplement annihilé ! Cette pratique n'échapperait pas non plus au reproche ici justifié d'eugénisme.

Tout concourt à rejeter l'avènement de telles pratiques que certains, emportés par une forme de fascination pour les technologies du génome, voudraient voir pris en considération, comme l'atteste un des éditoriaux de *Nature* qui s'intitule : « Il y a nécessité de parler de l'ingénierie du génome humain. » Les techniques pouvant évoluer plus rapidement que la réflexion éthique, la vigilance s'impose. Il existe bien d'autres priorités d'action pour améliorer la santé des êtres humains. ✷

Alain Fischer est professeur émérite au Collège de France et cofondateur de l'Institut des maladies génétiques (Imagine).

C. KREBS/L'EXPRESS

Olivier Sibony : « Elon Musk perpétue des stéréotypes contre-productifs »

Dans *La diversité n'est pas ce que vous croyez !*, le professeur de stratégie à HEC Paris déconstruit les idées reçues sur ce sujet en vogue. Et nous invite à revoir nos clichés très masculins sur le leadership.

La diversité, un levier de performance pour les entreprises ? En France, plus des deux tiers d'entre elles déclarent y allouer un budget. Pourtant, cette idée très répandue est… une illusion. Dans *La diversité n'est pas ce que vous croyez !*, à paraître le 5 mars chez Flammarion, Olivier Sibony, professeur de stratégie à HEC Paris et spécialiste des biais comportementaux, montre, études à l'appui, pourquoi le discours vantant les vertus économiques de la diversité – qu'elle soit ethnique, de genre, ou encore culturelle – ne résiste pas à l'épreuve des faits. Ce cliché managérial a cependant infiltré les organisations internationales ou les rapports de cabinets de conseil, tels que McKinsey. Pour Olivier Sibony, invité vedette du colloque Leadership de L'Express, le 26 mai prochain, il serait bien plus efficace de revoir nos stéréotypes sur les dirigeants et managers, qui favorisent les hommes.

Pourquoi avez-vous voulu remettre en question plusieurs « mythes » sur la diversité dans l'entreprise ?

Olivier Sibony La diversité est un sujet à la mode, dont les entreprises se préoccupent grandement, à juste titre. Mais, en même temps, la diversité ne progresse pas beaucoup au sommet des entreprises. Ma thèse, c'est qu'un mauvais diagnostic conduit à une mauvaise stratégie pour remédier à ce problème. L'un des discours ambiants, c'est que le manque de diversité serait dû à des biais cognitifs qui perpétueraient préjugés et discriminations envers les femmes ou les minorités ethniques, et qu'il faudrait donc s'attaquer à ces biais. Ce n'est pas la bonne démarche.

Il est vrai que, ces dernières années, seule une poignée d'entreprises du CAC 40 ont été dirigées par des femmes…

Effectivement, même si la diversité de genre n'est pas la seule qui compte, c'est celle sur laquelle les entreprises ont des obligations de résultat avec la loi Rixain. En France, on constate qu'à l'embauche nous en sommes presque à la parité, mais que la mixité chute dès le premier niveau de management. Dans les comités de direction du SBF 120, on ne retrouve plus que 27 % de femmes. On est donc loin du compte, et c'est un bon indicateur du manque de diversité sur d'autres sujets. Mais ce n'est pas un problème spécifiquement français. D'après Standard & Poor's, notre pays se classe au septième rang mondial pour la part de femmes parmi les PDG. En revanche, ce manque de diversité au sommet est propre au monde de l'entreprise. On n'imaginerait plus aujourd'hui un gouvernement qui ne soit pas paritaire. Chez les magistrats, il y a 66 % de femmes parmi les juges de cour d'appel, les femmes sont majoritaires dans toutes les grandes filières étudiantes (y compris en sciences), etc. Si le problème était lié à des stéréotypes qui traversent la société dans son ensemble, on ne verrait pas une majorité de femmes dans tous ces postes de prestige et de pouvoir. Ce problème propre aux entreprises appelle des solutions elles aussi spécifiques au monde du travail.

En quoi ce manque de diversité est-il plus un problème éthique que de performances économiques ?

A l'origine, l'idée d'une diversité bénéfique vient de l'université américaine. Quand les politiques ont mis en place l'*affirmative action*, les universités se sont heurtées à une objection qu'on entend de nouveau beaucoup : celle de la « discrimination inversée ». Pour y répondre, elles ont mis en avant les avantages d'un corps étudiant divers. Car, d'un point de vue éducatif, la diversité est bonne pour tout le monde, pas seulement pour les bénéficiaires de l'*affirmative action*. Par la suite, les entreprises ont copié cette logique et mis en avant le *business case*, thèse selon laquelle la diversité produirait aussi des bénéfices économiques. En 2023, McKinsey estimait ainsi que les entreprises les plus diverses avaient 39 % de chances de plus que celles qui le sont moins de surperformer financièrement. Le problème, c'est que la recherche scientifique n'a jamais réussi à confirmer ces bénéfices, alors que des centaines d'études ont essayé d'établir un lien entre diversité et performances économiques. Surtout, cela n'a aucune importance.

« La mixité chute dès le premier niveau de management. Dans les comités de direction du SBF 120, on ne retrouve que 27 % de femmes. On est donc loin du compte »

COLL. PARTICULIÈRE

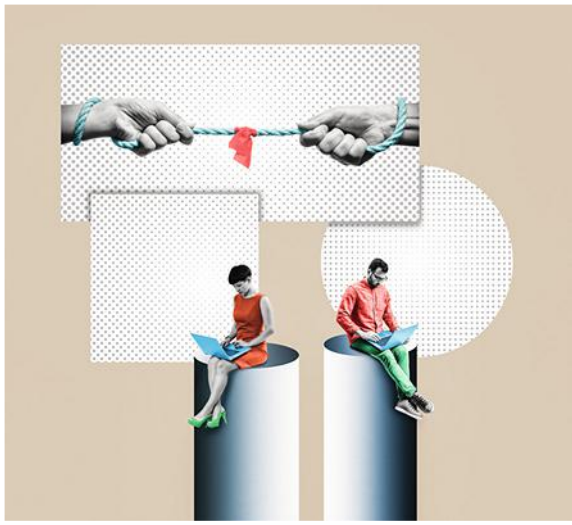
« La science n'a jamais établi de lien entre diversité et performances économiques. »

Comment cela ?
Offrir des opportunités égales à tout le monde, indépendamment de son genre, de son orientation sexuelle ou de sa couleur de peau, est une obligation éthique et légale. Raisonnons par l'absurde : on pourrait en théorie démontrer qu'il y a un avantage économique à utiliser une main-d'œuvre esclavagisée. Mais les entreprises, évidemment, ne feraient pas appel à des esclaves ! L'impératif éthique prend le dessus sur la pure logique économique. De manière perverse, cette argumentation purement utilitariste se retourne aujourd'hui contre ses promoteurs. Dans le climat politique actuel, on voit beaucoup d'entreprises américaines qui sabordent leurs programmes de diversité. Même quand leurs motivations sont idéologiques, elles ont beau jeu de dire que les avantages économiques annoncés ne se sont pas réalisés…

Vous critiquez les formations en diversité, et notamment le test d'association implicite [IAT], abrité par le site de l'université Harvard et prisé par les entreprises. N'est-il pas fiable ?
Les formations sur ces biais implicites sont le principal pilier de nombre de programmes de diversité. La quasi-totalité des 500 plus grandes entreprises américaines y font appel. En France, elles sont aussi nombreuses à suivre l'exemple américain. Et beaucoup utilisent ce test censé révéler les préjugés tapis dans les obscures profondeurs de votre subconscient. Le problème, c'est que l'IAT n'est pas fiable, c'est-à-dire qu'il ne donne pas le même résultat quand on l'utilise à plusieurs reprises. Les concepteurs de l'IAT eux-mêmes ont désavoué les formations qui s'en inspirent. Par ailleurs, quel que soit le sujet, on n'obtient pas l'adhésion des managers en leur imposant une « rééducation ». La psychologie parle de « réactance » : les individus confrontés à une restriction de leur liberté manifestent leur indépendance en faisant le contraire de ce qu'on leur a prescrit. Voilà comment on se retrouve avec des formations dont l'effet est au mieux inexistant, au pire contre-productif.

La diversité ne permet-elle pas d'apporter des idées neuves dans une équipe ?
La diversité des idées est une excellente chose. Mais la diversité démographique est-elle nécessairement synonyme de diversité cognitive ? C'est une supposition très essentialiste… Il y a bien entendu des sujets où la variété des expériences vécues est source d'enrichissement mutuel. Mais pourquoi une femme ingénieure apporterait-elle des idées différentes sur un sujet technique ? Pourquoi un banquier noir et un banquier blanc proposeraient-ils des montages financiers différents ? En revanche, lorsqu'on rend une équipe plus diverse, on peut créer des tensions au niveau des croyances et des valeurs. Donc, si la diversité peut avoir un effet positif en matière de variété des idées, il faut prendre garde à ce que celui-ci ne soit pas contrebalancé par des difficultés de communication.

Plus que les biais implicites, vous invitez à revoir nos stéréotypes sur le leadership en entreprise. Pourquoi la confiance en soi, le goût du risque ou le charisme ne sont-ils pas forcément les attributs d'un bon dirigeant ?
A qui pense-t-on quand on parle de leadership dans le business ? A Elon Musk, qui défraie la chronique pour ses paris fous et sa mégalomanie. A Steve Jobs, qui humiliait ses collaborateurs et était certain d'avoir toujours raison contre tous. Non seulement on retrouve là des stéréotypes masculins, mais en plus ces



SVETAZI/ISTOCK/GETTY IMAGES

caractéristiques sont contre-productives. Rien dans la littérature scientifique ne montre que le goût du risque, l'ambition démesurée et la visibilité médiatique soient associés avec une plus grande efficacité. Si les entreprises sélectionnent plutôt des hommes que des femmes aux postes de dirigeant ou de manager, c'est bien parce qu'elles perpétuent ces stéréotypes du leader. Plutôt qu'une vraie méritocratie qui consiste à sélectionner les meilleurs en fonction de leurs compétences, les dirigeants entretiennent ainsi une « miroirocratie », qui revient à rechercher des personnes qui leur ressemblent. Avec ce fonctionnement, il est difficile d'augmenter la diversité dans une entreprise.

La solution, expliquez-vous, ne passe pas pour autant par la promotion d'un leadership féminin basé sur des qualités perçues comme féminines, comme les *soft skills*.

Effectivement, une des réponses qu'on apporte parfois à ce modèle de leadership très masculin, c'est de dire que, au contraire, il faut un modèle de leadership féminin et qu'il va y avoir des qualités féminines qu'on va valoriser. La logique est douteuse, parce qu'on substitue un stéréotype à un autre. Le contrecoup de cela, c'est que si vous dites que les femmes sont merveilleuses pour assurer l'harmonie dans les équipes ou pour gérer avec prudence, ça sera tout à fait logique le lendemain de dire que si vous avez une situation vraiment difficile, ou une société en forte croissance, là, pour le coup, il vous faut un homme.

Vous soulignez que, sur les traits de personnalité, les différences entre les femmes et les hommes sont minimes. Ce qui remet en question l'idée que les entreprises seraient mieux gérées si elles étaient dirigées par des femmes. Christine Lagarde avait pourtant assuré que la banque Lehman Brothers n'aurait pas fait faillite si elle s'était appelée « Lehman Sisters »…

De manière générale, les différences de personnalité entre femmes et hommes vont bien dans le sens des stéréotypes, mais sont beaucoup plus faibles qu'on ne l'imagine, voire insignifiantes. L'appétence pour le risque est un bon exemple. Les comportements de « casse-cou » sont effectivement bien plus fréquents chez les hommes. Mais, quand on mesure leur appétit pour le risque dans leurs choix professionnels, les femmes qui travaillent dans la finance ne diffèrent pas beaucoup de leurs homologues masculins. Pourquoi ? D'abord, parce qu'il y a un biais de sélection – les femmes qui travaillent dans la finance ont choisi ce métier. Ensuite, parce que la culture des organisations façonne aussi les comportements. Donc, si on veut modérer la prise de risques dans la finance, mieux vaut mettre en place des procédures pour les gérer que de compter sur le fait qu'on va recruter des femmes plutôt que des hommes.

La solution pour surmonter les biais passe davantage, selon vous, par des actions au niveau des organisations qu'à l'échelon individuel…

C'est en effet une des idées centrales de la psychologie comportementale : ne comptez pas sur les changements de mentalité, qui sont difficiles et qui prennent longtemps. Comptez plutôt sur les méthodes. Je prends un exemple que tous les dirigeants connaissent : dès qu'il y a un nouveau poste à pourvoir, dix hommes postulent, même s'ils n'ont que la moitié des compétences nécessaires, tandis que les femmes qui sont parfaitement qualifiées se sous-estiment et ne se portent pas candidates. Ce constat posé, qu'est-ce qu'on fait ? On peut tenter de changer les mentalités, et dire aux femmes « ayez confiance en vous ». C'est nécessaire, mais force est de constater que ce n'est pas suffisant. On peut aussi changer de méthode, et dire que, à partir de maintenant, on n'attend plus que des postulants se manifestent : on identifie dans le système de RH qui a les bonnes compétences pour le poste en question, et on informe ces personnes qu'elles sont considérées comme candidates, sauf, bien sûr, si elles s'y opposent.

Les femmes sont aussi, selon vous, pénalisées par la culture du « *winner takes all* [le gagnant rafle tout] »…

L'économiste Claudia Goldin a montré que les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes s'expliquent en grande partie par l'organisation et la culture des entreprises, et notamment par l'intensité et la continuité du travail. Beaucoup d'entreprises sont conçues pour sélectionner quelques « gagnants », et favorisent dans cette sélection les individus qui non seulement ont travaillé beaucoup et bien, mais aussi qui ont travaillé sans interruption et, à certains moments, à très haute intensité. Mais il n'y a pas de fatalité à cela. De plus en plus d'organisations cherchent à être plus collégiales et moins dépendantes de quelques superstars. Là aussi, c'est bon pour la diversité, et c'est excellent pour la résilience et la performance. ✷

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT BERBON ET THOMAS MAHLER

La diversité n'est pas ce que vous croyez !, par Olivier Sibony. Flammarion, 320 p., 20,90 €. Parution le 5 mars.

Elon Musk et les entrepreneurs moraux : leur stratégie pour nous manipuler

Les études montrent que lorsque des personnalités s'érigent en figures morales porteuses de valeurs consensuelles, la vigilance critique de leur audience tend à décliner. A méditer…

La transformation récente de X par Elon Musk au nom de la défense de la liberté d'expression, pour finalement y promouvoir des contenus d'extrême droite, est la manifestation d'un mécanisme sempiternel. Celui par lequel des individus s'érigent en figures morales porteuses de valeurs consensuelles telles que l'égalité, la liberté ou la justice, facilitant l'abus de cette autorité à des fins égoïstes. Des recherches psychologiques récentes suggèrent que les individus ont intuitivement tendance à présenter leurs propres intérêts comme étant accomplis au nom de valeurs universelles, souvent avec sincérité, avec pour effet de baisser la vigilance de leur audience.

La persuasion politique de masse en fournit bien des exemples. Les politiciens qui veulent promouvoir un agenda politique donné cherchent souvent à présenter leurs ambitions comme bénéficiant à tous les Français, tous les Chinois, tous les Américains. Des hommes d'Etat comme Kwame Nkrumah [NDLR : président du Ghana entre 1960 et 1966] s'érigent en acteurs d'émancipation des peuples africains contre le joug colonial, avant de se transformer en chefs autoritaires une fois élus. Pendant la guerre froide, les régimes communistes parviennent à conquérir la sympathie d'une partie de leur population et des intellectuels occidentaux en se posant comme les champions de l'émancipation par rapport à la société de classe. Une fois ce capital moral constitué, il leur fut plus facile de réprimer la liberté d'expression et de mouvement de leurs populations. Les leaders populistes de droite ne sont pas en reste. Ils invoquent le salut de la nation, de la religion, ou l'idée d'autorégulation des marchés afin de poursuivre des ambitions et intérêts plus personnels.

ASBE/E+/GETTY IMAGES

Ces phénomènes d'apparence très disparates reposent sur des mécanismes psychosociaux communs. Au départ, une personne (ou plusieurs) est disposée à la recherche de prestige, voire à l'accumulation et à la domination (éventuellement amplifiée par une pathologie psychiatrique). Or, les gens savent que les individus enclins à l'égoïsme font rarement les choses sans raison – ils se montrent donc vigilants. Mais l'affichage de motivations morales universalistes et consensuelles peut calmer nos mécanismes intuitifs de vigilance. Et puis, même lorsque le leader est vu comme imparfait, « il accomplit de grandes choses ». Des petits calculs du type « on peut lui laisser passer ça », « la fin justifie les moyens », s'installent dans les têtes.

Même quand le leader est vu comme imparfait, « il accomplit de grandes choses ». Des petits calculs du type « la fin justifie les moyens » s'installent dans les têtes

On est plus persuasif lorsque l'on croit sincèrement aux principes que l'on prêche, car il devient plus difficile alors de se faire prendre en train de mentir ou de défendre des positions contradictoires comme l'a montré le sociobiologiste américain Robert Trivers avec sa théorie de la « duperie de soi ». Des travaux en psychologie expérimentale suggèrent que l'esprit humain comporte souvent cet élément sincérité. Dans les jeux économiques, les participants alternent entre des jugements moraux en faveur d'une répartition équitable d'une somme d'argent (proportionnelle aux contributions) et une répartition égalitaire (indépendante des contributions), en fonction de ce qui sert le mieux leurs intérêts de l'instant. Identifiant mal les causes réelles de leurs comportements, ils mentionnent celles qui sont les plus acceptables socialement. Ils perçoivent leurs motivations personnelles comme plus altruistes et attribuables à leurs mérites personnels que les actions des autres.

L'idée n'est pas ici de dire que tout engagement au nom de valeurs morales est en réalité motivé entièrement par l'égoïsme. Ni de nier que, souvent dans l'Histoire, des activistes ont consenti à des sacrifices personnels dans la poursuite de causes qui leur tenaient à cœur.

Il convient toutefois de prendre conscience du fait que nos cerveaux sociaux sont experts en manufacture de justifications morales, souvent sincères, à nos élans et intérêts égoïstes. Lorsque des figures et des institutions jouissent d'un prestige moral considérable, la vigilance critique de leur audience tend à décliner, ce qui facilite l'exploitation. Gardons cela à l'esprit la prochaine fois qu'un entrepreneur moral émerge à l'horizon. ✷

ANTOINE MARIE

Antoine Marie est chercheur en sciences cognitives et politiques à l'Ecole normale supérieure.

Emploi : des recruteurs de plus en plus sous influence

Après les tests de personnalité, une technique d'embauche encore plus risquée envahit le champ du management : l'intelligence artificielle. Il devient urgent de réagir.

Les tests de personnalité et autres profils comportementaux ont envahi l'univers du management, en particulier les ressources humaines. Proposés comme des béquilles décisionnelles, notamment lors des recrutements, les MBTI (Myers Briggs Type Indicator), Disc (dominance, influence, stabilité et conformité) et autres ennéagrammes sont des gadgets ne reposant sur aucun fondement scientifique solide, et s'avérant, de surcroît, peu efficaces. Il devient donc urgent de s'en débarrasser. En effet, toutes les méta-études le confirment : ces tests figurent au rang des plus faibles prédicteurs de performance parmi les outils mobilisés dans un processus de recrutement. Non seulement les modèles théoriques qui les sous-tendent sont friables (Carl Jung pour le MBTI et William Marston pour le Disc), voire délirants (Georges Gurdjieff et son ésotérisme pour l'ennéagramme), mais n'étant pas sérieusement calibrés, ils ne révèlent à peu près rien de sérieux sur la personne qui les subit. Enfin, décontextualisés, ces tests reposent sur des biais cognitifs bien connus, comme par exemple l'effet Barnum.

Pour leur défense, leurs thuriféraires nous expliquent qu'ils ne sont qu'un élément parmi d'autres dans la prise de décision et qu'ils servent avant tout à « entamer une discussion » avec un candidat. Si tel est l'objectif, pourquoi ne pas recourir dans ce cas à l'astrologie, à l'oomancie (divination par le blanc d'œuf) ou encore à la lecture du marc de café ? Il n'est pas certain que l'on obtiendrait de moins bons résultats…

VUIBERT

Comme le montre Marie-Sophie Zambeaux dans *Recrutement sous influence. Libérez-vous des biais cognitifs* (Dunod, 2025), le recrutement est déjà suffisamment sous l'influence des biais cognitifs pour ne pas avoir en plus à s'infliger un hochet décisionnel qui n'a qu'un seul effet : produire un joli bruit lorsqu'on l'agite dans le bureau d'un manager. Eradiquer ces tests et profils de nos organisations constitue non seulement un geste barrière face au *bullshit* managérial, mais cela contribue aussi à nous prémunir contre un danger déjà présent et bien plus grave encore : l'invasion de l'intelligence artificielle dans les processus de recrutement.

MBTI, Disc, ennéagrammes et désormais IA… Autant de gadgets qui relèvent d'une vision essentialiste des individus, d'une foi confinant au solutionnisme

L'analyse par l'IA des CV et des lettres de motivation dans le but de détecter les mots-clés et d'opérer un premier tri est une pratique déjà ancrée dans nos organisations. L'étape suivante, qui consiste à utiliser des outils vidéo et audio (HireVue, Pymetrics, Modern-Hire, etc.) pour soi-disant révéler la « vraie personnalité » d'un candidat est déjà en marche. Que ces gadgets n'offrent ni assurance ni fiabilité n'empêche en rien le fait que leur usage soit toujours plus large. Cela doit cependant nous alerter et nous pousser à exiger l'interdiction pure et simple de ces outils en matière d'embauche.

Pourquoi ? D'abord, parce qu'ils renouent avec des pratiques pseudoscientifiques d'un autre âge comme la physiognomonie, et s'appuient sur des joujoux pour le moins fragiles comme l'analyse de la communication non verbale, qui est loin d'être une « science » établie. Ensuite, parce qu'il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre le caractère potentiellement discriminatoire de telles méthodes.

Les tests et profils de personnalité et de comportement partagent avec l'intelligence artificielle de troublantes similarités : une vision essentialiste des individus, une croyance forte en des théories et des modèles qui s'apparentent davantage à des pseudosciences qu'à des disciplines sérieuses, ainsi qu'une foi aveugle en la technologie pour résoudre des problèmes et faciliter la prise de décision. Cette foi confine au solutionnisme et nous enferme dans une forme de sottise, oubliant que le recrutement est un jeu d'acteurs où chacun simule et se vend.

Notre appétence pour ces tests n'est rien d'autre qu'une servitude volontaire. Elle nous prépare à l'assujettissement que l'IA promet. Bannir l'usage des tests et profils comportementaux et de personnalité, c'est aussi refuser notre asservissement progressif à l'intelligence artificielle. MBTI, Disc, ennéagramme et IA : même combat ! ✷

CHRISTOPHE GENOUD

Christophe Genoud est spécialiste en organisation et auteur de *Leadership, agilité, bonheur au travail… bullshit !* (Editions Vuibert).

L'EXPRESS ÉDUCATION

Trouvez la bonne école !

NE LAISSEZ RIEN AU HASARD POUR VOTRE ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Choisir votre école ou votre formation est un choix déterminant pour votre avenir professionnel. La variété des offres dans l'enseignement supérieur nécessite un éclairage crédible et pertinent. C'est pourquoi, L'Express lance L'Express Éducation :

explorez, comparez et décidez pour votre avenir.

RETROUVEZ-NOUS SUR

ILS SE PRÉSENTENT DÉJÀ SUR L'EXPRESS ÉDUCATION :

ESCP Business School · ESCE International Careers · iscpa! Journalisme Communication Production · IGENSIA · iaelyon School of Management · Université Jean Moulin · Arts et Métiers · ITIC Paris · EHL · SUP TERTIAIRE L'École Supérieure des Sciences Immobilières · École des Ponts business school · INSA Institut National des Sciences Appliquées Hauts-de-France · eemi · SUP de LUXE Paris · Institut Lyfe Management en Arts Culinaires & Hôtellerie · Paris SMS Sports Management School · tsm toulouse school of management · ESIEE Paris · 3iL Ingénieurs · em lyon business school · ISFOGEP École RH · Accélératrice de talents · EDC Paris Business School · ECEMA L'excellence par l'expérience · EGE · ESC compiègne Business School · FERRANDI Paris · ESLSCA Business School Paris · iae Caen École Universitaire de Management

Etats-Unis/Europe : clap de fin ?

UNE CHRONIQUE DE JEAN-FRANÇOIS COPÉ

Au moment où Donald Trump rompt avec la politique de soutien à l'Ukraine, les Européens doivent sortir de la stupeur et très vite remonter à cheval.

Il y a trois ans, le déclenchement de la guerre en Ukraine avait sidéré le camp occidental. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, un conflit entre deux Etats souverains éclatait en Europe, brisant l'illusion d'un continent définitivement pacifié. Face à la menace russe, l'Union européenne avait alors fait preuve d'une unité remarquable. Sanctions économiques massives, soutien militaire et diplomatique à Kiev : une fermeté que Poutine avait sous-estimée et qui a laissé entrevoir pour la première fois l'affirmation – certes encore balbutiante mais réelle – d'une puissance géopolitique européenne main dans la main avec les Etats-Unis. D'où une Russie en grande difficulté après trois années d'un conflit humainement effroyable et économiquement catastrophique. Rappelons au passage que les Etats-Unis sont les grands gagnants de cette tragédie : vente massive de leur gaz de schiste et de leurs armes à prix d'or, renforcement du rôle de l'Otan qu'ils dominent… Bénéfice maximal ! Et voilà que Donald Trump, usant d'une pédagogie approximative et devant nos yeux incrédules, a très sérieusement décidé de trahir son alliée historique l'Union européenne pour pactiser avec son ennemi héréditaire Vladimir Poutine en lui abandonnant l'Ukraine sans jamais y associer Volodymyr Zelensky. Alors que la question ukrainienne constitue une menace majeure pour la sécurité du continent européen, Donald Trump annonce vouloir céder à toutes les exigences russes. Avant même d'ouvrir les négociations pour un cessez-le-feu, l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan est écartée et Volodymyr Zelensky est qualifié de « dictateur sans élection » par le président américain. Un cauchemar !

L'Ukraine devient un mauvais contrat à solder et l'Europe un outsider à absorber

En réalité, Donald Trump ne se contente pas d'abandonner ses alliés européens sur la question ukrainienne. Il montre clairement vouloir nous faire payer d'avoir désapprouvé les comportements erratiques de son précédent mandat, avec comme point culminant sa tentative de coup d'Etat au Capitole en janvier 2021 ! Comment interpréter autrement la suite interminable de ses déclarations injurieuses contre les Européens ? Ne décrit-il pas l'Union européenne comme une entité « très mauvaise pour l'économie américaine », devenue l'une des principales cibles de sa politique douanière ? Après la signature du décret instaurant des droits de douane de 25 % sur l'acier et l'aluminium, les Vingt-Sept seront prochainement victimes de nouvelles barrières douanières sur l'automobile et le secteur pharmaceutique. Sur le plan politique aussi, Trump et ses hommes soutiennent activement les partis eurosceptiques et/ou prorusses en Allemagne, Autriche, Italie, Hongrie, sans oublier les Brexiters britanniques. L'objectif est limpide : affaiblir les partis de gouvernement de l'Union européenne en soutenant les forces qui prônent sa désintégration.

En fait, Donald Trump applique à la géopolitique la même logique que dans ses affaires. L'Ukraine devient un mauvais contrat à solder, l'Europe un outsider à absorber et la Russie un partenaire potentiel à récupérer. Une vision de la diplomatie purement transactionnelle, dépourvue de toute stratégie de long terme mais lestée d'un affect nourri d'un esprit de vengeance incompatible avec une vision pacifique et démocratique du monde libre. En laissant Moscou négocier d'égal à égal avec Washington sans la moindre présence européenne, le chef de la Maison-Blanche offre à Vladimir Poutine sans aucune contrepartie la légitimité et le répit dont il rêvait pour asseoir sa domination et préparer la suite. On murmure que Donald Trump espérerait en contrepartie éloigner la Russie de la Chine. Quelle naïveté ! Moscou et Pékin se détestent mais appliquent le vieux principe de l'alignement d'intérêts entre dictatures : énergie, finance, armement, technologie, leur coopération est structurelle. Quant à nous, les Européens, passé le moment de stupeur, il va nous falloir rapidement remonter à cheval. Droits de douane, défense et cyberdéfense, réindustrialisation, IA, réformes structurelles, nouvelles alliances. *Wake-up call !* Pour cela, la résurrection du couple franco-allemand est capitale. Friedrich Merz va probablement relever le défi pour l'Allemagne. Mais qui pour sauver la France ? ✷

Entre Moscou et Pékin, qui se détestent, la coopération est structurelle

Jean-François Copé, ancien ministre, maire (LR) de Meaux.

C. KREBS/L'EXPRESS

1

2

NOS ENVIES

3

4

5

LA SÉLECTION DU SERVICE COMMERCIAL DE **L'EXPRESS**

1 NOMIS JEWELRY, UNE ODE AU DESIGN

Nomis Jewelry dévoile sa nouvelle collection "Strings Theory", fusion audacieuse entre concepts scientifiques et esthétique moderne. Alyona Kiperman, créatrice de Nomis Jewelry redéfinit les codes de la joaillerie, offrant des créations qui séduiront les esprits curieux et les passionnés de design contemporain.

Site web : nomis-jewelry.com

2 UNBOTTLED, POUR DES CHEVEUX SOYEUX

Pour des cheveux souples, brillants, hydratés et évidemment parfaitement démêlés, cette version encore améliorée de l'Après-shampoing cheveux soyeux propose une texture optimisée encore plus crémeuse que la précédente et permettant ainsi davantage de dépôt sur les longueurs (mais avec toujours une glisse très intuitive, que chacun se rassure) pour une efficacité accrue. Avec sa formule clean, il a tout pour plaire.

Après-shampoing cheveux soyeux Unbottled 50g, 14,90 euros

3 BUCHERER EXCLUSIVES TRILOGY : QUAND L'EXCELLENCE HORLOGÈRE RENCONTRE L'EXCLUSIVITÉ

Bucherer dévoile une trilogie d'exception qui célèbre l'excellence de la Haute Horlogerie suisse. En collaboration avec trois manufactures prestigieuses Ulysse Nardin, Girard-Perregaux et Chopard, le détaillant de luxe présente des créations exclusives qui repoussent les limites de l'innovation horlogère.

Site web : bucherer.com/fr
Bucherer : 12 Boulevard des Capucines, 75009 Paris

4 LEVIN 0% : LA PREMIÈRE GAMME DE RAISINS FERMENTÉS SANS ALCOOL

LEVIN se positionne comme une véritable révolution dans le secteur des boissons sans alcool avec sa première gamme de raisins fermentés, offrant une alternative innovante à l'offre actuellement existante.
LEVIN est un sans alcool innovant qui ne passe pas par le processus de désalcoolisation. Tout repose sur une fermentation naturelle à base d'un levain maison qui permettent de révéler les arômes du raisin évitant la production d'alcool.

Prix de vente conseillé : 11 euros
(cavistes, CHR et boutique en ligne)
Site web : levin-zero.com

5 LE NOUVEAU SÈCHE-CHEVEUX BABYLISS AIR POWER PRO

Le sèche-cheveux de BABYLISS le plus rapide, le plus léger et le plus silencieux.
Conçu pour révolutionner l'expérience du brushing à la maison, sans le bruit, le Air Power Pro convient à tous les types et à toutes les textures de cheveux.

Prix : 149,90 euros
Disponible dans les enseignes spécialisés et sur babyliss.fr

L'œuvre rien qu'à elle de Virginia Woolf

Une nouvelle traduction de son essai totem, *Une chambre à soi,* est l'occasion de relire la Marcel Proust anglaise, qui aurait probablement du mal à se reconnaître dans ses héritières autoproclamées.

Le 1er septembre 1929, sous la plume du futur académicien Louis Gillet, on pouvait lire ceci dans la *Revue des deux mondes* : « *Orlando* est un ravissant bibelot d'étagère, et jolies choses ou jolies femmes sont à leur place dans un salon. » Virginia Woolf avait-elle eu les oreilles qui sifflent ? En ce même mois de septembre 1929, un an après la parution d'*Orlando* (ce roman étonnant dont le héros change de genre en cours de route pour devenir une héroïne), elle sort l'essai *A Room of One's Own,* qui se vend à 10 000 exemplaires en Angleterre les douze premiers mois. Pour la petite histoire, ce livre qui est désormais considéré comme un classique a été relativement long à traverser la Manche, l'éditeur français de Woolf, Stock, n'ayant pas jugé utile de le publier chez nous. Il faut attendre 1951 pour que les éditions Denoël fassent paraître *A Room of One's Own* sous le titre *Une chambre à soi,* dans une traduction de Clara Malraux. Il y a eu d'autres versions depuis, dont *Un lieu à soi,* par Marie Darrieussecq, en 2016. Dieu merci, la Pléiade n'a pas gardé celle-là pour le tirage spécial Virginia Woolf qu'elle propose ce mois-ci : sous le titre *Une pièce à soi,* l'universitaire Laurent Bury propose une traduction inédite, prétexte idéal pour relire ce texte totem.

On sait que la journaliste Lauren Bastide, auteure d'une préface d'*A Room of One's Own* au Livre de poche, tient Virginia Woolf pour sa « personne préférée dans toute l'histoire du féminisme ». On lui conseille de se pencher sur l'appareil critique de cette Pléiade, qui risque de la dessiller s'il ne la déçoit pas trop. Le chercheur transgenre Paul B. Preciado, auteur en 2023 du documentaire *Orlando, ma vie politique,* où il plaçait son changement de sexe sous le patronage du personnage de Woolf, y trouvera lui aussi du grain à moudre. L'éclairante notice de Laurent Bury nous rappelle que, dans son roman *Nuit et jour,* paru en 1919, Virginia Woolf se moque des suffragettes qui vivent « à l'écart du monde normal » et sont occupées à « murmurer leurs incantations, concocter leurs potions et lancer leurs frêles toiles d'araignée au-dessus du torrent de la vie qui tourbillonne dans les rues au-dehors ». Sarcasmes incroyables quand on précise que le droit de vote avait été accordé aux

COLLECTION DE LITTÉRATURE ANGLAISE ET AMÉRICAINE H. W. ET A. A. BERG/NYPL

femmes britanniques (sous certaines conditions) en 1918. Woolf ne s'illustrait pas alors par sa sororité… Elle se montrera bien plus sensible à la cause des femmes lors des années 1930, notamment grâce à son amitié avec la compositrice et suffragette Ethel Smyth (dont elle aura à repousser les avances).

Entre ces deux périodes, *Une pièce à soi* marque un tournant. On y remarquera quand même que, contrairement à Paul B. Preciado, Woolf ne croit pas à la politique, dont elle n'attend rien. Pour elle, l'argent est le nerf de la guerre. Née en 1882 dans un milieu aisé et lettré (la première femme de son père était la fille du grand William Thackeray, l'auteur de *La Foire aux vanités*), elle n'a jamais connu le dénuement. En 1904, à la mort de son père, elle hérite, à 22 ans, d'une somme substantielle, complétée dès 1909 par un deuxième héritage, celui de sa tante Caroline Stephen, qui lui confère une rente confortable. Il n'est pas inintéressant de savoir que les deux écrivains français préférés de Woolf étaient

« *Les femmes ont eu moins de liberté intellectuelle que les fils d'esclaves athéniens. Elles n'ont donc pas eu la moindre chance d'écrire de la poésie* »

Flaubert et surtout Proust, deux rentiers restés sans descendance – comme elle. Dans *Une pièce à soi*, elle écrit : « Des deux choses – le vote et l'argent –, j'avoue que l'argent me parut infiniment plus important. » Propos qu'elle martèle plus tard : « La liberté intellectuelle dépend des réalités matérielles. La poésie dépend de la liberté intellectuelle. Et les femmes ont toujours été pauvres, non seulement depuis deux cents ans, mais depuis l'aube des temps. Les femmes ont eu moins de liberté intellectuelle que les fils d'esclaves athéniens. Les femmes n'ont donc pas eu la moindre chance d'écrire de la poésie. » On pourrait voir du mépris de classe dans ces propos lucides : il faudrait être riche et oisif pour s'adonner à la littérature, ce passe-temps…

LA BEAUTÉ DES « MOMENTS D'ÊTRE » Autre point capital qu'on met moins en avant que la fameuse chambre – ou lieu ou pièce – à soi : le rapport de Virginia Woolf aux hommes. Avec une miséricorde stupéfiante (petite, elle a été victime d'attouchements sexuels à répétition de la part de son demi-frère, George Duckworth), elle écrit ceci : « Aucune force au monde ne peut me prendre mon argent. J'ai à jamais de quoi me nourrir, me loger et me vêtir. Ce ne sont donc pas seulement l'effort et le labeur qui cessent, mais aussi la haine et l'amertume. Je n'ai besoin de haïr aucun homme ; il ne peut me nuire. Je n'ai besoin de flatter aucun homme ; il n'a rien à m'offrir. Imperceptiblement, j'en suis donc venue à adopter une nouvelle attitude envers l'autre moitié de la race humaine. Il était absurde de blâmer une classe ou un sexe dans son ensemble. Les grands groupes humains ne sont pas responsables de ce qu'ils font. Ils sont guidés par des instincts qu'ils ne maîtrisent pas. »

Il faudrait citer beaucoup d'autres passages hallucinants quand on est habitué à la déformation contemporaine d'*Une pièce à soi*. Recopions juste celui-ci : « Il serait infiniment dommage que les femmes écrivent comme les hommes, vivent comme les hommes, ou ressemblent aux hommes, car si deux sexes ne suffisent pas du tout, compte tenu de l'immensité et de la diversité du monde, comment nous en sortirions-nous avec un seul ? L'éducation ne devrait-elle pas mettre en avant et fortifier les différences plutôt que les similitudes ? » Et celui-ci, qui exige d'être subtil : « Il est fatal d'être purement et simplement un homme ou une femme ; il faut être féminin ement masculin ou masculinement féminin. Pour une femme, il est fatal de mettre le moindre accent sur un grief, de plaider une cause, même avec justice, de parler consciemment en tant que femme. » Si elle critique vertement le virilisme revendiqué de l'Italie fasciste, alors à son apogée, elle n'est pas plus à l'aise face à un féminisme militant.

Au fond, l'incompréhension actuelle de la pensée élitiste de Woolf vient du fait qu'on essaie de la plaquer avec démagogie sur des questions de société, alors qu'elle est surtout liée à des réflexions esthétiques. Quand Virginia Woolf écrit, citant le poète Coleridge, qu'« un grand esprit est androgyne », elle parle de l'âme et non des organes génitaux. Les intermittences du cœur la touchaient plus que les mouvements de foule. Dans ce tirage spécial de la Pléiade, outre *Une pièce à soi*, on trouve *Mrs. Dalloway* et *Orlando*. Il est passionnant de redécouvrir les deux romans après avoir lu ou relu l'essai. Ce sont l'humour et la fantaisie à la Laurence Sterne qui frappent dans *Orlando,* en aucun cas un discours protransgenre avant l'heure. Quant à *Mrs. Dalloway*, on ne peut qu'être touché par la manière dont Woolf sublime par l'art sa propre vie. Sa traversée des apparences sociales et sa dépression mélancolique sont tempérées par la beauté grisante des « moments d'être » (ce que James Joyce appelait les « épiphanies »). Il y a des pages poignantes sur la frigidité que Mrs. Dalloway (ce « glaçon ») ressent face aux hommes, et sur cette homosexualité qu'elle n'ose vivre au grand jour. Quant à Septimus, cet homme brisé par la Grande Guerre qui finit par se suicider en se jetant par la fenêtre, comment ne pas y voir un double de la romancière ? La fête finale du livre est digne du *Temps retrouvé* de Proust, le frère d'élection de Virginia Woolf, qui n'est définitivement pas la grand-mère des néoféministes du XXIe siècle. ✷

LOUIS-HENRI DE LA ROCHEFOUCAULD

MRS. DALLOWAY ET AUTRES ÉCRITS
PAR VIRGINIA WOOLF.
LA PLÉIADE/GALLIMARD, 800 P., 62 €.

Âpre jeunesse italienne

Dans *L'Âge fragile*, Donatella Di Pietrantonio narre avec talent ces années adolescentes où les vies se dessinent. Et s'inscrit dans la veine d'une Silvia Avallone, de retour avec *Cœur noir*.

Est-ce parce qu'elle vient d'une région italienne, les Abruzzes, que les Français savent à peine situer sur une carte ? Parce qu'elle narre le destin de gens de peu d'une écriture d'apparence si simple qu'elle paraît sans effort ? Ou parce qu'elle est d'une rare modestie que Donatella Di Pietrantonio n'a pas encore eu dans l'Hexagone la notoriété que ses écrits méritent ? Rien de tel dans son pays d'origine où, après avoir commencé à écrire à 49 ans, elle est désormais très connue, à l'instar d'une Silvia Avallone ou d'une Giulia Caminito. Son dernier roman, *L'Âge fragile*, y a remporté les prix Strega et Strega Giovani, soit les équivalents du Goncourt et du Goncourt des lycéens, lui offrant une reconnaissance supplémentaire.

C'est donc par ce texte, le troisième traduit dans notre langue, que le lecteur français a, ces jours-ci, l'occasion de (re)découvrir son travail. Le roman rassemble dans un village de montagne des Abruzzes trois générations d'une même famille : le père qui tient absolument à léguer un terrain, la Dente de Lupo, à sa fille, Lucia, qui n'en veut pas tant il lui rappelle un événement douloureux de son adolescence ; mais aussi Amanda, la petite-fille qui a quitté Milan où elle étudiait pour rentrer à la maison mais qui reste mutique et bat froid sa mère. Sur tous plane l'ombre d'un fait divers qui a marqué la région trente ans plus tôt. Si le texte s'inspire d'un féminicide qui a eu lieu en Italie en 1997 et s'il est dédié « à toutes les survivantes », il ne se contente pas d'aborder la question des violences faites aux femmes, mais traite avec délicatesse bien des thèmes chers à la romancière.

Mieux que personne, à travers Lucia et Amanda, Donatella Di Pietrantonio sait raconter cet « âge fragile », celui, charnière, de l'adolescence où se décide un avenir. Celui, aussi, où une vie bascule parce qu'au cœur de l'été on fait une rencontre avec des touristes de passage, parce qu'on prend une décision d'apparence anodine – celle d'aller à la mer en laissant derrière soi une amie – mais aux conséquences dramatiques. « Nous avons perdu le lieu de nos étés sans même le savoir », fait dire la romancière à son héroïne devenue adulte. Ajoutant : « Nous avons grandi en une seule nuit. » Mieux que personne Donatella Di Pietrantonio sait raconter les relations mère-fille et les doutes constants qui traversent Lucia sur sa capacité à aimer, sur sa juste place. A-t-elle failli en ne prenant pas un train pour rejoindre Amanda à Milan, le soir où sa fille l'a appelée en pleurs, la laissant seule face à sa peine ? N'a-t-elle pas alors creusé un fossé qu'elle ne se sait plus franchir, comme en témoignent ces quelques lignes en forme de valse-hésitation : « Aujourd'hui, je suis chez Papi, je lui écris sur un bout de papier. Je le pose à côté du vase de tulipes jaunes. J'ajoute un cœur que j'efface aussitôt » ?

S. SCHIRATO/ALBIN MICHEL

Sur tous les protagonistes plane l'ombre d'un fait divers qui a marqué la région trente ans auparavant

La force du texte tient à sa puissance évocatrice. Quelques lignes d'une écriture aussi brute que les faits qu'elle relate, et les personnages surgissent : le berger solitaire et sa présence menaçante, le père dominateur, la mère et ses *arancini,* les amies, le fiancé. Il y a ces heures passées à chercher une amie dans la nuit trente ans plus tôt, ces prières à la Vierge qu'une mère prononce pour retrouver sa fille ou ces odeurs de fritures et d'été auxquelles le présent de narration donne vie. Il y a les lieux, le camping abandonné, le tas de ferraille dans un coin, les rangées de lavabos vandalisés et la piscine n'accueillant plus que branches cassées et déchets, tous rappellent le drame qui s'est noué ici des décennies auparavant. Un drame que tout le monde semble avoir oublié mais qui imprègne et détermine encore la vie de chacun.

L'ÂGE FRAGILE
PAR DONATELLA DI PIETRANTONIO, TRAD. DE L'ITALIEN PAR LAURA BRIGNON. ALBIN MICHEL, 272 P., 20,90 €.

Avec ce troisième roman, après *Celle qui est revenue* et *Borgo sud* (tous deux au Livre de poche), Donatella Di Pietrantonio s'inscrit dans la veine d'une génération de romancières italiennes qui racontent avec talent la vie de la jeunesse populaire de la péninsule. En 2010, Silvia Avallone fut, avec *D'acier*, l'une des pionnières de ce mouvement. Elle renoue avec bonheur avec cet univers dans son nouveau roman, *Cœur noir* (Liana Levi) qui met en scène deux trentenaires dans un village de montagne du nord de l'Italie. Que font ici Bruno et Emilia, deux êtres blessés ? Là encore, c'est par le récit de leur jeunesse, la puissance de ses décors et la profondeur des sentiments que Silvia Avallone nous séduit. Difficile de choisir entre ces deux formidables propositions arrivées depuis l'autre côté des Alpes. Le faut-il, d'ailleurs ? ✷

AGNÈS LAURENT

PALMARÈS

FICTIONS

N°		Titre Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1	▶	**Un avenir radieux** Pierre Lemaitre (Calmann-Lévy)	1	4
2	▲	**Tout le monde aime Clara** David Foenkinos (Gallimard)	4	2
3	▶	**La femme de ménage voit tout** Freida McFadden (City)	3	20
4	▼	**J'emporterai le feu** Leïla Slimani (Gallimard)	2	4
5	▶	**Giovanni Falcone** Roberto Saviano (Gallimard)	5	2
6	●	**The South Girl (t. II)** Aya Estrela (Plumes du Web)	–	1
7	▼	**Wicked Game** Anita Rigins (Addictives)	6	3
8	▶	**Sans soleil (t. I)** Jean-Christophe Grangé (Albin Michel)	8	5
9	▼	**La Psy** Freida McFadden (City)	7	9
10	●	**Alice au pays des idées** Roger-Pol Droit (Albin Michel)	–	1
11	●	**J'écris l'Iliade** Pierre Michon (Gallimard)	–	1
12	▼	**Bristol** Jean Echenoz (Minuit)	9	7
13	▼	**L'Orpheline d'Auschwitz** Anna Stuart (City)	10	2
14	▶	**Tata** Valérie Perrin (Albin Michel)	14	22
15	▲	**Ta promesse** Camille Laurens (Gallimard)	18	6
16	▼	**La Cité aux murs incertains** Haruki Murakami (Belfond)	15	7
17	▼	**Sans soleil (t. II)** Jean-Christophe Grangé (Albin Michel)	13	5
18	●	**Le Pont des tempêtes (t. IV)** Danielle L. Jensen (Bragelonne)	–	1
19	▼	**Répondre à la nuit** Agnès Ledig (Albin Michel)	11	3
20	▼	**Kiara (t. III)** Hazel Diaz (L'Archipel)	12	4

ESSAIS-DOCUMENTS

1	▶	**Résister** Salomé Saqué (Payot)	1	18
2	●	**Je mange bien, je vais bien** Jimmy Mohamed (Flammarion)	–	1
3	▼	**IA. Grand remplacement ou complémentarité ?** Luc Ferry (L'Observatoire)	2	5
4	▲	**Les Irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ?** Johann Chapoutot (Gallimard)	6	2
5	▲	**Parler avec sa mère** Maxime Rovere (Flammarion)	15	3
6	▲	**Mémoricide** Philippe de Villiers (Fayard)	8	17
7	▶	**Les morts ont la parole** Philippe Boxho (Kennes)	7	55
8	▼	**Si Einstein avait su** Alain Aspect (Odile Jacob)	4	6
9	●	**Le Président toxique** Etienne Campion (Robert Laffont)	–	1
10	▼	**La Mort en face** Philippe Boxho (Kennes)	9	26
11	●	**Ecrans, un désastre sanitaire** Servane Mouton (Gallimard)	–	1
12	▼	**Journal d'un prisonnier** Gilles-William Goldnadel (Fayard)	3	5
13	▲	**L'Opportunité de vivre** André Comte-Sponville (PUF)	20	4
14	▲	**La Dernière Vague** Charles Biétry (Flammarion)	–	2
15	▼	**Les Juges et l'assassin** Gérard Davet et Fabrice Lhomme (Flammarion)	5	4
16	▼	**Entretien avec un cadavre** Philippe Boxho (Kennes)	14	56
17	▼	**L'Expérience** Mathias Barthes (Fayard)	13	3
18	▼	**Plus rien ne pourra me blesser** David Goggins (Nimrod)	12	44
19	▼	**Après Dieu** Richard Malka (Stock)	11	6
20	▼	**Ce que je cherche** Jordan Bardella (Fayard)	17	15

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com.
Réalisé par Edistat, du 10 au 16 février 2025, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.

ediSTAT

LE FIL DE MARIANNE

Désert et mal de mère

Voici un homme pour le moins atypique, qui connaît le chiffre d'affaires de son entreprise Altrad, 5,452 milliards d'euros pour l'exercice 2023-2024, mais ne saurait dire son âge, entre 74 et 76 ans. S'il ne peut fêter son anniversaire, il célébrera cette année les 40 ans de son groupe mondial de services à l'industrie (maintenance, nucléaire, échafaudages). Si je vous parle ici de Mohed Altrad, c'est que cet entrepreneur de choc est aussi un romancier, qui publie ces jours-ci sa quatrième fiction, *Le Désert en partage* (Actes Sud). Mais qu'est-ce qui peut bien pousser à écrire un milliardaire (appellation qu'il réfute, « ce n'est pas moi, c'est mon groupe qui l'est ») à l'emploi du temps bien rempli – il est aussi président du club de rugby montpelliérain ? La réponse, après un long détour par son enfance dans l'extrême désert syrien (par ailleurs relatée dans son premier roman, *Badawi*), s'articule autour de deux idées : la revanche, sur un père mortifère qui répudia sa mère, morte très jeune, et la reconnaissance. « Quand, étudiant boursier, je suis arrivé à Montpellier fin 1969, je ne connaissais pas un mot de français et dans cette région où vivaient nombre de pieds-noirs, j'étais un peu l'Arabe de

Qu'est-ce qui peut pousser un milliardaire à écrire ? La revanche, sur un père mortifère, et la reconnaissance

l'Arabe. Je n'avais pas le choix : c'était, soit le néant, soit la réussite. Il fallait que je maîtrise tout de la France, sa culture, sa langue. »

Longtemps, Mohed a été tiraillé entre ses trois identités, bédouine, syrienne et française, à l'instar de son héros, Rihad. On découvre celui-ci alors qu'il fait la connaissance, à Dubaï, de Nour, une infirmière syrienne fondatrice d'une mission pour orphelins. Le début d'une histoire d'amour compliquée… Rihad, Nour, deux personnages dont on suit, à coups de flash-back, le parcours, sinueux pour le premier, en butte à la méfiance des banquiers, sombre pour la seconde, mariée à un individu peu recommandable et qui se retrouve, en 2015, prise au piège dans Alep en pleine guerre civile. A travers ses créatures de papier, Mohed Altrad n'élude rien, de ses réussites comme de ses échecs (amoureux, judiciaire, politique). Une franchise somme toute bien sympathique. ✷

MARIANNE PAYOT

Guillaume Bresson, le Poussin du XXIe siècle

Au château de Versailles, l'artiste confronte ses scènes de rixes urbaines aux fresques des salles d'Afrique. Et ça matche.

Quoi de mieux que les corps-à-corps contemporains de Guillaume Bresson pour entrer en résonance avec les grandes fresques de la conquête coloniale de l'Afrique du Nord installées au château de Versailles sous Louis-Philippe ? Dans les années 1830 et 1840, le monarque fait aménager des espaces consacrés aux « tableaux d'actualité » pour illustrer les faits d'armes en Algérie et au Maroc de ses fils, parmi lesquels se distingue le duc d'Aumale. Le souverain passe commande à son maître favori, Horace Vernet, chantre de la représentation militaire au XIXe siècle. Comme celui de Vernet avant lui, le talent de Guillaume Bresson n'a pas attendu le nombre des années pour éclater en pleine lumière. Révélé au grand public lors de l'exposition *Dynasty,* au palais de Tokyo, il y a quinze ans, le natif de Toulouse, en 1982, qui vit aujourd'hui à New York, a exposé en France, en Allemagne, au Luxembourg, aux Etats-Unis ou encore au Brésil. Représenté par la galerie Nathalie Obadia, à Paris, depuis ses débuts, il est considéré aujourd'hui comme une figure de proue de la peinture figurative française.

Sans titre, par Guillaume Bresson (huile sur bois, 2024).

A l'instar des formats historiques de Vernet, les compositions de Guillaume Bresson se caractérisent par un réalisme saisissant. Son processus créatif s'appuie sur un travail préparatoire en atelier avec des modèles amateurs – ses amis d'enfance, d'abord, puis des groupes de jeunes avec lesquels il monte des projets associatifs – qu'il photographie dans des postures théâtralisées proches du baroque. Isolés et détachés, les corps sont ensuite réagencés librement sur la toile, où l'artiste a préalablement posé un décor anonyme de bitume, de parking ou de cité capté par ailleurs. Fruits d'une très longue élaboration, les instantanés livrent des récits résolument contemporains, qui placent le contact humain au cœur du sujet, déployant des personnages à la marge ou en déshérence, aux frontières de la chute. Tous racontent, explicitement ou symboliquement, une réalité sociale qui s'apparente souvent à une solitude existentielle. La singularité du travail de l'artiste, fan de Caravage et de Nicolas Poussin, tient tout particulièrement à son mode de représentation issu de la Renaissance italienne et du classicisme longtemps évacué par les artistes avant d'être réinvesti au début du IIIe millénaire.

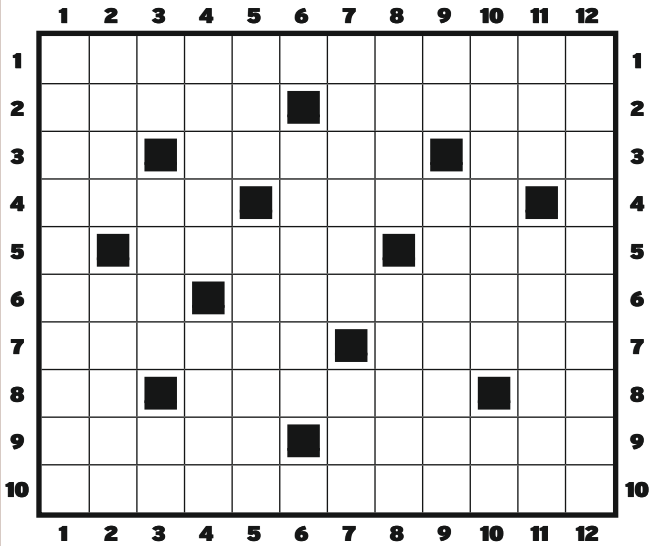
Sa singularité tient à son mode de représentation, issu du classicisme et de la Renaissance italienne

Dans les salles d'Afrique du château de Versailles, Christophe Leribault, président de l'institution et commissaire de la rétrospective, parvient à faire dialoguer les immenses champs de bataille d'Horace Vernet et les guérillas de la périphérie urbaine de Guillaume Bresson, sans que l'un ne prenne le pas sur l'autre, à l'image de la confrontation entre la monumentale *Prise de la smalah d'Abd-el-Kader par le duc d'Aumale à Taguin, le 16 mai 1843,* de Vernet, et la chorégraphie complexe d'une guerre de clans acharnée sur fond de banlieue élaborée par le jeune Toulousain. Avec près de deux siècles d'écart, ils nous questionnent sur la mise en scène de la violence en peinture, thématique récurrente de l'œuvre de Bresson. Accrochée entre deux salles, une création récente tranche avec les autres. Elle voit des personnages entremêlés sans appui se déployer sur un fond nuageux indéterminé. Ni sous-sol ni asphalte, la perte de repères ajoute à la fascination. Sublimé par un jeu de clair-obscur, le travail méticuleux sur chaque détail anatomique ou vestimentaire renvoie irrésistiblement à la peinture classique, si ce n'était les baggys et les sweats à capuche qui habillent ces figures intemporelles. ✶

LETIZIA DANNERY

CADAGP, PARIS 2024. S. CHERRY, COURTESY OF THE ARTIST AND GALERIE NATHALIE OBADIA

Mots croisés



Horizontalement

1. L'habit est de rigueur à leurs réceptions. 2. Sorte de serin. Emise avec un timbre. 3. Article de papeterie. Bien caché. Poids d'un marchand de charbon. 4. Une forme de génie. Fort attaqué. 5. L'orthographe a le sien. Zone, vague. 6. L'appel de la bergère au berger? Etre en veine donc. 7. Son amant portait des cornes. Papas pour Antigone, Electre, Hélène... 8. Observé à l'envers. Un dur à terre. Bâton de berger. 9. Cour entre cours. La plus brillante dans son genre. 10. Bien installée.

Verticalement

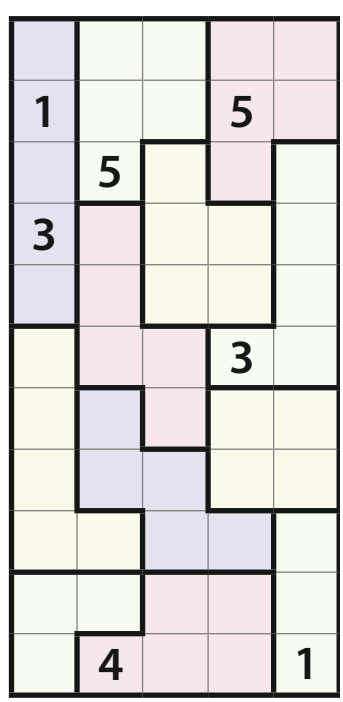
1. Membres d'étalons. 2. Toute nue. A souvent une bonne tête. 3. Baigne la cité des Audomarois. Partir en diligence. Inutile de le retourner! 4. Paiements en nature. Dévoreur de livres. 5. S'occupe de lancements. Historien grec. 6. Invendables en l'état. 7. Mettre hors des tas. Sensibilité de paparazzi. 8. Apprécia le titre. Pas si simple avec un marathon. 9. Pas du tout déphasé. Malmené une duchesse. 10. Elle arrive à la cheville. Commune à bien des grilles. 11. Arrivée en famille. Met fin au froid. 12. La preuve qu'il n'a pas plu.

Sudoku

			5	4		2		
	3	1		6		5		
							9	7
								4
	7			9			6	
6		4	8					
		7	2	3		8		
							2	
9		3	1		8			

Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.

Tectonic®

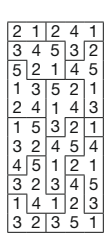


Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).

E	M	P	L	A	C	E	M	E	N	T	S	
C	A	S	I	N	O	S	■	M	A	R	C	
L	I	E	■	E	R	A	T	O	■	A	I	
A	■	U	N	E	S	■	R	I	C	H	E	
I	N	D	E	■	E	P	I	■	O	I	E	
R	A	O	U	T	■	S	A	B	R	E	■	
E	N	■	V	A	C	I	L	L	E	■	G	
U	T	R	E	C	H	T	■	U	E	L	E	
R	I	E	■	H	E	T	R	E	■	A	N	
S	T	R	I	E	R	■	A	S	T	I	S	

4	3	9	8	6	1	2	7	5
1	2	5	7	3	4	6	9	8
7	8	6	2	5	9	1	3	4
8	4	2	6	7	5	9	1	3
9	7	3	1	8	2	4	5	6
5	6	1	9	4	3	8	2	7
2	5	7	4	9	8	3	6	1
6	9	4	3	1	7	5	8	2
3	1	8	5	2	6	7	4	9



Solutions du n° 3842
paru le 20 février 2025

Christophe Donner

Bientôt sur vos écrans

Si elle ne nourrit pas son homme, la critique cinéma offre quelques privilèges, notamment celui d'être courtisé par des producteurs qui, ne sachant trop comment assurer un minimum de promo à leurs *WTF movies* (films de tordus) et comptant, en dernier ressort, sur l'impact faiblement prescripteur de mes « Ultimatums », m'envoient en exclusivité, par lien codé, la vidéo de leur dernier cauchemar. Elle était ce jour-là accompagnée d'un petit mot encourageant et flatteur : « Le talent avec lequel vous avez parlé de ses précédents films vous désigne d'office comme le seul chroniqueur de ce pays à saisir la grandeur cachée de ce chef-d'œuvre. Comme vous l'apprendrez, il sera le dernier de cet immense génie. De profundis. » Pour ceux qui n'auraient pas vu ses précédents films, et pas lu les chroniques successives que je leur ai consacrées, je résume. Né le 25 janvier 1978, à Kryvyï Rih, en République socialiste soviétique d'Ukraine, le petit Volodymyr Zelensky commence sa carrière d'acteur en remportant un concours de comédie à la télévision nationale en 2001. Le succès ne l'abandonnera plus. En 2015, alors que le pays est en guerre contre la Russie, qui, un an plus tôt, a annexé la Crimée, Volodymyr incarne le rôle de Vassili Petrovitch Goloborodko, un professeur d'histoire rebelle, filmé à son insu par un de ses élèves, lequel diffuse sur YouTube la vidéo qui le rend aussitôt célèbre au point d'être poussé par la population unanime à se présenter à l'élection présidentielle, qu'il remporte. Cette série télé intitulée *Serviteur du peuple* pulvérise tous les records d'audience. Une seconde saison est aussitôt mise en chantier, puis un film de long métrage, puis une troisième saison qui va servir à la propagande du réalisateur-acteur Zelensky pour sa campagne en vue de devenir président de la République et ainsi faire passer son héros de la fiction à une sorte d'irréalité qui se réalise et le voit élu président de la République, en 2019, avec 73 % des voix au second tour.

Le film que j'ai pu visionner en avant-première commence par l'histoire que vous connaissez tous et que vous avez pu suivre en direct dans la presse depuis trois ans, elle se continue avec la conférence de Munich du 14 février dernier, qui a vu renaître des cendres que l'on croyait éteintes l'esprit de Munich 1936, qui avait permis à Hitler d'entamer sa conquête de l'Europe. Quatre-vingt-huit ans plus tard, les mêmes pays vassalisés par les Etats-Unis de Trump, laissaient implicitement à la Russie de Poutine le droit de finir d'envahir l'Ukraine, le film montrant très bien comment le reste du château de cartes européen s'effondre en quelques semaines, de la mer Noire à l'Atlantique. Il y a ce moment pathétique et cinématographiquement unique où le réalisateur-acteur-président Zelensky se fait filmer derrière son bureau du palais Mariïnsky, la résidence officielle de la présidence ukrainienne, dans une mise en scène qui rappelle évidemment l'attaque du général Pinochet contre le palais de la Moneda, à Santiago du Chili. Sauf que Zelensky, contrairement à Salvador Allende, ne se suicide pas, et quand les soldats russes fracassent la porte du bureau, il se lève, il les regarde, ils sont tellement surpris de le voir sourire qu'ils restent une fraction de seconde figés avant de tirer sur le héros du peuple ukrainien, qui s'effondre en martyre du dernier rêve européen. Les caméras tournent toujours quand les soldats mitraillent tous les membres de l'équipe, elles basculent au sol, ne filment plus que les bottes qui passent, n'enregistrent que les cris joyeux des soldats où les « saloperies de nazis » et les « sales juifs de merde » se confondent dans un canon absurde. Un film magnifique, porté par des acteurs exceptionnels qui auront sacrifié leur vie pour leur art, et auront porté notre indignation aux limites du supportable. Avec cette question lancinante : comment avons-nous pu laisser faire ça ? Je ne vous raconte pas la fin du film puisque c'est vous, c'est nous qui la faisons. ✷

Christophe Donner, écrivain.

L. ACQUAVIVA

CRISTEL
FRANCE

NOUS L'AVONS INVENTÉ
À VOUS DE CHOISIR

L'EXCELLENCE DES SAVOIR-FAIRE FRANÇAIS
EPV
ENTREPRISE DU PATRIMOINE VIVANT

www.cristel.com

ORIGINE FRANCE® GARANTIE
BVCert. 6019453

Conception : www.1313.fr
LA FORCE
DE L'EXPÉRIENCE
Depuis 30 ans,
chez Telamon, nous imaginons
et développons des solutions
d'investissement et des projets
immobiliers durables
et performants.
Telamon
PORTEUR D'UN AVENIR MEILLEUR
telamon-groupe.com
Promotion immobilière
Épargne immobilière
Énergies renouvelables